

Quelle réponse humanitaire à l'insécurité alimentaire ?

Etude de cas en région pastorale et agropastorale éthiopienne

Mémoire réalisé par
Marielle Berlinger

Promoteur
Amine Ait-Chaalal

Lecteur
Catherine Gourbin

Année académique 2017-2018
**Master [120] en sciences politiques, orientation relations internationales, à finalité
spécialisée en action humanitaire**

Déclaration de déontologie

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

-Marielle Berlanger-

*A la dame du train,
Dont le sourire a clôturé ce mémoire.*

Remerciements

Mes premiers remerciements vont à mon promoteur, le Professeur Amine Ait-Chaalal dont la disponibilité, les attentives lectures, les conseils judicieux et l'accompagnement bienveillant furent précieux pour le développement de la présente recherche.

Je tiens ensuite à remercier vivement toutes les personnes qui, à Louvain-la-Neuve comme ailleurs, travaillent dans le cadre de l'enseignement et participent au développement de nos jeunes cerveaux.

Mes remerciements s'adressent également aux membres de l'association Proyectar Sin Fronteras au sein de laquelle mes réflexions sur l'insécurité alimentaire ont débutées. Je les remercie pour leur bienveillance, leur accompagnement et cette précieuse expérience qu'ils m'ont apportée.

Je voudrais aussi remercier chaleureusement ma mère, Joelle, pour les patientes relectures qu'elle fit de ce travail, à l'image de son courage et de sa bienveillance. Je tiens également à remercier mon Grand-Père Claude pour m'avoir ouvert les portes de la belle maison d'Awez, réel coup de pouce à la progression de ce travail. Merci aussi à mon père et mon frère, Marcel et Colin, pour la force et l'amour qu'ils me donnent.

Mes derniers remerciements vont à toutes ces personnes qui, partout, ont animé mon parcours de leurs rires et projets. Merci à Ramin, Toktam et les autres du ghetto de Karlsruhe pour la douceur des réveils et l'accueil qu'ils m'offrent toujours. Merci aux membres de la merveilleuse famille de la Rue de Prague, Sim, Piet, Pedro, Lissou, Dou, Ju, Bouc, Chlo, Fom et leurs amis de passages pour la folle et douce magie qu'ils donnent au quotidien. Merci enfin à toutes celles et ceux qui m'inspirent et renvoient l'image d'un monde aux belles couleurs.

Table des matières

1	Introduction générale.....	15
1.1	Premières considérations concernant l'insécurité alimentaire.....	15
1.2	Problématisation du cas éthiopien, délimitation du sujet, question de départ et hypothèses de travail.....	16
1.3	Méthodologie et problèmes rencontrés	19
2	Notions théoriques.....	22
2.1	Une première approche de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	22
2.1.1	Quatre dimensions pour définir la notion de sécurité alimentaire et nutritionnelle.....	22
2.2	Au-delà des dimensions de la sécurité alimentaire, une réalité aux multiples facettes.....	24
2.2.1	Le cadre conceptuel de l'EFSA : une base pour l'analyse	25
2.2.2	Sécurité alimentaire, vulnérabilité et pauvreté, quelles implications ?.....	27
2.2.3	Le marché, au centre des réflexions et actions pour la sécurité alimentaire.....	29
2.2.4	Comment évaluer l'insécurité alimentaire ? Des méthodes variées pour l'estimation d'un problème complexe.....	30
2.3	Acteurs de la sécurité alimentaire, diversité des échelles et stratégies.....	33
2.3.1	Stratégies de subsistance des populations insécurisées	33
2.3.2	Les acteurs de l'insécurité alimentaire et les acteurs publics, une collaboration étroite pour une meilleure gestion ?	34
2.3.3	Les acteurs humanitaires face à l'insécurité alimentaire	37
2.3.3.1	Risques et enjeux de l'action humanitaire face à l'insécurité alimentaire	37
2.3.3.2	Temporalité et gravité de l'insécurité alimentaire, déterminants essentiels de la réponse	40
2.3.3.3	Les stratégies et moyens humanitaires face à l'insécurité alimentaire	43
2.4	Conclusion de la partie théorique : La perception de la crise alimentaire, vers un nouveau paradigme ?	50
3	Analyse de l'insécurité alimentaire en Ethiopie	53
3.1	Introduction : Famines et sécheresses en Ethiopie et région Somali	53
3.2	Défis et enjeux alimentaires d'un pays en pleine croissance	55
3.2.1	Causes de l'insécurité alimentaire au 21ème siècle	55
3.2.1.1	Le climat, facteur de risque pour la sécurité alimentaire en région Somali	56
3.2.1.2	Cadre et environnement, des éléments externes déterminants de l'insécurité alimentaire	57

3.2.1.2.1	Contexte agro-écologique, une gestion des ressources défavorable à la production	57
3.2.1.2.2	Pression démographique et alimentation	58
3.2.1.2.3	Des infrastructures insuffisantes	58
3.2.1.2.4	Un cadre économique et des réponses politiques inefficaces ou inappropriées	59
3.2.1.2.5	Une aide alimentaire entrée dans les mentalités	62
3.2.1.3	Au niveau des ménages et communautés.....	62
3.2.1.3.1	Faible technologie et impossibilité d'investissement.....	62
3.2.1.3.2	Revenus alternatifs et pauvreté.....	63
3.2.1.3.3	Sécurité alimentaire et maladies en Ethiopie.....	64
3.2.1.4	Les risques liés au pastoralisme en région Somali	64
3.2.1.5	Une insécurité alimentaire aux multiples facettes	66
3.2.2	Une évaluation humanitaire des besoins	67
3.3	Analyse de la réponse humanitaire	70
3.3.1	Acteurs et bailleurs de l'aide.....	71
3.3.1.1	Les organisations en présence	71
3.3.1.2	Les bailleurs de l'aide.....	72
3.3.2	Les programmes mis en œuvre, entretien d'une dépendance alimentaire ou émergence d'une aide humanitaire "durable"?	74
3.3.2.1	L'Etat, acteur essentiel de la gestion de la sécurité alimentaire.....	74
3.3.3	Action humanitaire pour la sécurité alimentaire en région Somali.....	77
3.3.3.1	Objectifs de l'action humanitaire et secteurs financés ?	77
3.3.3.2	L'Aide humanitaire par secteur d'activité	79
3.3.3.2.1	Pour le secteur de l'alimentation : l'humanitaire en soutien au PSNP	79
3.3.3.2.2	Nutrition et santé, des programmes aux objectifs variés	81
3.3.3.2.3	Eau, hygiène et assainissement, pour un accès à l'eau saine.....	82
3.3.3.2.4	Dans le secteur de l'agriculture, prise en compte marquée des spécificités du mode de vie pastoral et agro-pastoral	83
3.3.3.2.5	Activités multisectorielles hors cluster	84
a)	Le programme "Managing Environmental Resources to Enable Transitions" (MERET)	85
b)	CDRM-Pillar plus.	85
c)	Enhanced livelihoods in the mandera triangle (ELMT) and Enhanced Livelihoods in Southern Ethiopia (ELSE)	86
3.3.3.3	Une aide oscillant entre anciennes et nouvelles démarches	86

4 Conclusion générale	89
Bibliographie	99
Annexes	111
Annexe I : Une base juridique à la recherche, le droit à l'alimentation	111
Annexe II : Sécurité alimentaire et nutritionnelle, construction d'un concept complexe aux dimensions multiples	114
Annexe III : L'Histoire éthiopienne au rythme des famines	116
Annexe IV : Besoins humanitaires dans le domaine de l'insécurité alimentaire	122
Annexe V : Stratégie et programmes de l'Etat éthiopien pour la sécurité alimentaire	123
Annexe VI : Faiblesses de l'action gouvernementale en matière de sécurité alimentaire	127
Annexe VII : Cartes utiles	130

Acronymes

ACF	Action contre la Faim
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
CERF	Central Emergency Response Fund
CICR	Comité International de la Croix-Rouge
CIN	Conférence Internationale sur la Nutrition
CNT	Centre nutritionnel thérapeutique
CRS	Catholic Relief Services
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
DG ECHO	Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne
DPPC	Disaster Prevention and Preparedness Commission
DPPA	Disaster Prevention and Preparedness Agency
DRMFSS	Disaster Risk Management and Food Security Sector
DRMTWG	Disaster Risk Management Technical Working Group
ECHO	European community humanitarian office
EFSA	European Food Safety Authority
EHF	Ethiopian Humanitarian Fund
EIAR	Ethiopian Institute of Agricultural Research
ELMT	Enhanced livelihoods in the mandera triangle
ELSE	Enhanced Livelihoods in Southern Ethiopia
ENDF	Ethiopian National Defense Force
EPRDF	Front Démocratique et Révolutionnaire du peuple éthiopien
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FICR	Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FLPT	Front de Libération du peuple du Tigré
GAD	Groupe d'Assistance au Développement
GTP	Growth and Transformation Plan
HFA	Hyogo Framework for Action

HRD	Humanitarian Requirements Document
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
JEOP	Join Emergency Operation Program
MDM	Médecins du Monde
MERET	Managing Environmental Resources to Enable Transitions
MSF	Médecins sans Frontières
NDRMC	National Disaster Risk Management Commission
NPDPM	National Policy on Disaster Prevention and Management
PRRO	Protracted Relief and Recovery Operation
PSNP	Productive Safety Net Programme
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économique
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ODD	Objectifs de développement durable
OFDA	Office of U.S foreign Disaster Assistance
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGI	Organisation Non Gouvernementale Internationale
ONU	Organisation des Nations unies
PAM	Programme alimentaire mondial
RNNPS	Région des nations, nationalités et peuples du sud
RRC	Réduction des risques de catastrophe
SAN	Sécurité alimentaire et nutritionnelle
SCB	Food security Coordination Bureau
SCRE	Société de la Croix-Rouge éthiopienne
S-MAC	Strategic Multi-Agency Coordination
UE	Union européenne
UNHCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UNICEF	United Nations of International Children's Emergency Fund
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
USAID	United States Agency for International Development
VSF	Vétérinaires Sans Frontière
WASH	Water, Sanitation and Hygiene

1 Introduction générale

1.1 Premières considérations concernant l'insécurité alimentaire

A l'heure où la croissance de la productivité agricole semble stagner au nord comme au sud du globe, et alors que la population mondiale continue de croître, l'alimentation se démarque comme un enjeu déterminant pour le présent comme pour le futur au niveau mondial. Si les sociétés dites « d'abondance » perdurent et continuent de fleurir, une autre partie de la planète souffre toujours de la faim. A l'échelle planétaire, cette dernière n'est cependant plus un problème de disponibilité. Les quantités de nourriture produites y sont effectivement suffisantes pour subvenir aux besoins alimentaires de l'ensemble de la population mondiale, posant dès lors la question de la répartition et de l'accès aux ressources alimentaire à l'échelle internationale.

Depuis 1976, l'éradication de la faim constitue pourtant un des objectifs prioritaires de l'Organisation des Nations Unies (ONU)¹. En 2016, celles-ci insèrent l'objectif “zéro faim” dans les objectifs de développement durable (ODD) définissant les nouveaux objectifs mondiaux pour améliorer, de manière durable, le sort des générations futures^{2 3}. En 2015, la sous-nutrition touche effectivement encore 167 millions de personnes⁴. Bien que le chiffre soit en diminution depuis 1990 et ce, malgré la croissance de la population au niveau mondial, la malnutrition reste un véritable fléau pour de nombreux Etats et une réelle entrave au développement de certaines populations. Paradoxalement, ce sont les Etats bénéficiant d'importantes surfaces agricoles et les mieux dotés en ressources naturelles qui sont les plus souvent touchés par la faim et la malnutrition. Ainsi, par exemple, si la République Démocratique du Congo possède d'importantes ressources naturelles et que 58% de sa population vit de l'agriculture, l'Etat connaît le plus grand pourcentage de personnes sous-

¹ Martin BRUEGEL & Alessandro STANZIANI, « Pour une histoire de la « sécurité alimentaire » », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. LI, n°3, 2004, pp. 7-16.

² PNUD, *Objectifs de développement durable*, New York, PNUD, 2018. Disponible sur : <https://www.google.be/search?q=siege+social+pnud&oq=siege+social+pnud+&aqs=chrome..69i57j0.6229j0j4&sourceid=chrome&ie=UTF-8>.

³ ONU, *Eliminer la pauvreté, c'est possible*, New York, ONU, 2017. Disponible sur : <http://www.un.org/fr/aboutun/copyright/index.html>.

⁴ FAO, FIDA et PAM, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015. Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux*, Rome, FAO, 2015, p18.

alimentées au monde, soit 70% de sa population⁵. Alors que les famines qui trouvent de nouveaux foyers en 2017 sont communément expliquées par les catastrophes naturelles ou les conflits qui prennent place sur un territoire, il est réducteur d'envisager ces seuls éléments dans l'explication de l'insécurité alimentaire⁶. Si désastres et conflits participent en effet à la détérioration de la situation alimentaire sur un territoire, ils ne permettent pas d'envisager l'entière de la problématique, celle-ci étant inévitablement liée au champ politique et économique, au travers, par exemple, des politiques commerciales, agricoles et même énergétiques. D'importants enjeux tels que la dégradation des ressources naturelles, le changement climatique mais également l'augmentation des prix alimentaires, l'urbanisation ou la libéralisation des échanges agricoles s'insèrent aujourd'hui dans la problématique de la sécurité alimentaire, obscurcissant pour certains les perspectives mondiales dans le domaine⁷. Les objectifs pour le développement durable concernant la question alimentaire représentent ainsi un défi important au niveau global comme national ou régional et semblent ainsi loin d'être atteints⁸.

1.2 Problématisation du cas éthiopien, délimitation du sujet, question de départ et hypothèses de travail

L'Afrique est le continent qui possède le pourcentage de population le plus élevé⁹. De nombreux pays d'Afrique sont ainsi devenus des réceptacles de l'aide humanitaire en matière de sécurité alimentaire et l'Ethiopie en constitue un exemple bien connu des chercheurs et médias. En Ethiopie, l'agriculture constitue la principale activité du pays et représente bien souvent la principale source de revenu des ménages. En 2003, 85% des Ethiopiens vivaient en milieu rural et l'agriculture représentaient, pour la plupart des ménages, la principale source de revenu. En 2012, sa population comptait ainsi 77% de paysans. Par ailleurs, entre 1990 et 2002, la production alimentaire de l'Etat augmente de 70%. Ce dernier possède en outre les plus grands troupeaux de bétail du continent africain

⁵ SOS FAIM, *Le paradoxe de la faim dans le monde – Version actualisée*, YouTube, 2012. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=iswD-wgR6Yg>.

⁶ Laurence CAMEL, « Conflits et climat : pourquoi les famines sont de retour », Paris, Le Monde, 2017. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/28/conflits-et-climat-pourquoi-les-famines-sont-de-retour_5101632_3212.html.

⁷ FAO, *Contribuer à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition*, Rome, FAO, 2018. Disponible sur : <http://www.fao.org/about/what-we-do/so1/fr/>.

⁸ SOS FAIM, « Le paradoxe de la faim dans le monde – Version Actualisée », *op.cit.*

⁹ FAO, FIDA et PAM, *op.cit.*, p8.

qui, selon SOS Faim, permettraient d'approvisionner en viande et en lait toute l'Afrique de l'Est¹⁰. Au cours des années 2000, l'Ethiopie connaît cependant d'importantes crises alimentaires et, en 2012, 41% des Ethiopiens sont toujours sous-alimentés.

D'un autre côté, l'Ethiopie bénéficie d'une aide substantielle de la communauté internationale dont la majeure partie est dédiée à répondre aux besoins alimentaires qui affectent le pays¹¹. Le premier survol de la revue de la littérature sur le sujet présente l'Ethiopie comme un exemple à suivre dans la gestion de l'insécurité alimentaire. Depuis 1980 et avec l'aide de la communauté internationale, le gouvernement met effectivement en place de nombreux programmes de prévention et de réduction de l'insécurité alimentaire. Cependant, les crises alimentaires y restent récurrentes et les conditions climatiques semblent de plus en plus menacer les moyens de subsistance des populations. Les acteurs humanitaires, qui jouent depuis longtemps un rôle important dans la réponse à l'insécurité alimentaire au sein de l'Etat, restent donc présents dans de nombreuses régions¹². La sécurité alimentaire des ménages au sein de l'Etat, bien illustrée au travers du dicton éthiopien *"It doesn't matter if it is raining here or if it is raining in Canada"*, reste ainsi dans de nombreux cas très dépendante de l'aide humanitaire internationale¹³.

Face au paradoxe que représente la situation alimentaire en Ethiopie et avec pour but initial d'axer ce travail sur l'action humanitaire, nous pouvons nous poser la question de l'apport de l'humanitaire dans le champ alimentaire. Dès lors que, de manière générale, l'action humanitaire n'a pas pour objectif de donner des solutions politiques ou idéologiques, quelles possibilités possède-t-elle dans le domaine de la sécurité alimentaire ? Si le principe d'impartialité impose aux acteurs humanitaires une réponse basée sur les besoins en donnant priorité aux situations de détresse, ces derniers peuvent-ils dépasser la simple logique d'urgence dans le but de mieux prévenir et guérir les problèmes alimentaires¹⁴ ? De récents débats placent le champ de l'action humanitaire au centre des réflexions sur cette dernière¹⁵. Depuis les années 2000, le secteur humanitaire semble élargir les limites imposées par la logique d'urgence qui le caractérise. Effectivement, l'aide humanitaire, bien qu'étant très

¹⁰ SOS FAIM, « Le paradoxe de la faim dans le monde – Version Actualisée », *Op.Cit.*

¹¹ Jane TULLY, « L'insécurité alimentaire chronique en Ethiopie », *le Courrier ACP-UE*, n°197, 2003, pp. 60-61.

¹² Jane TULLY, *Op.Cit.*, pp. 60-61.

¹³ Stephen DEVEREUX, *Food Insecurity in Ethiopia*, IDS Sussex, 2000, p9.

¹⁴ OCHA, *Humanitarian Principles*, OCHA, 2011, 2p. Disponible sur :

<https://www.unocha.org/sites/dms/Documents/120103OOM%20-%20Humanitarian%20Principles%20-%20French.pdf>.

¹⁵ Benoît MIRIBEL, « Réflexions sur l'évolution du contexte humanitaire », Grotius International, 2009. Disponible sur : <https://grotius.fr/reflexions-sur-l%E2%80%99evolution-du-contexte-humanitaire/#.WxGMwO6FOpp>.

centrée sur l'urgence et le court terme, pense de plus en plus la portée de ses actions sur le long terme. Le manuel Sphère, manuel reconnu pour rassembler les principes communs et standards minimum pour la réponse humanitaire, reprend d'ailleurs une telle perspective dans le cadre de la sécurité alimentaire en soutenant que les acteurs humanitaires doivent, outre la réponse aux besoins urgents, participer à la restauration de la sécurité alimentaire sur le long terme et diminuer la vulnérabilité des populations face aux risques¹⁶. Cette réflexion transparait également au travers du concept de réduction des risques de catastrophe (RRC) de plus en plus favorisé dans le domaine humanitaire. La RRC constitue ainsi la stratégie sur laquelle s'appuie fortement l'aide humanitaire européenne, notamment dans le cadre de l'aide alimentaire¹⁷. Mais ces objectifs guident-ils la mise en place de programmes spécifiques ou d'activités particulières sur le terrain ?

Ces questionnements débouchent et permettent la délimitation de notre sujet, - l'action humanitaire en matière de sécurité alimentaire - dont l'analyse constitue le fil conducteur de notre recherche. Au cours de l'exploration du sujet, il est apparu que l'Ethiopie, avec son vécu très chargé en matière d'action humanitaire pour la sécurité alimentaire, constitue un territoire trop vaste pour l'étude d'un tel sujet. La présente recherche s'axera ainsi plus précisément sur l'une de ses régions méridionales de son territoire, la région Somali, pertinente en raison de l'importante détresse de sa population dans le domaine alimentaire et intéressante pour les enjeux que posent son climat sec et la vulnérabilité de sa population à ce dernier. La question qui guidera nos recherches est donc la suivante : *de quelle manière les acteurs humanitaires répondent-ils à l'insécurité alimentaire en région Somali ?* La réponse à cette question sera envisagée à partir des années 2000 jusqu'à nos jours, ces 18 années permettant d'alimenter notre recherche d'une documentation suffisante mais pas excessive. Cette délimitation temporelle constitue par ailleurs une période intéressante pour son actualité et parce qu'elle permet d'inclure dans la période concernée les nouveaux débats portant sur la temporalité de l'action humanitaire.

Dans le but de limiter un peu plus la présente analyse et compte tenu des précédentes réflexions, deux hypothèses sont émises et guideront notre démarche pour la suite du travail. La première suppose que *les acteurs humanitaires offrent notamment une réponse durable*

¹⁶ Sphere Project, *Sphere Handbook: Humanitarian Charter and Minimum Standards in Disaster Response*, 2011, 2011, pp. 139-355.

¹⁷ DG ECHO, « Réduction des risques de catastrophes, renforcer la résilience en réduisant les risques de catastrophes dans l'action humanitaire », *Politique thématique*, n°5, 2013, 55p

au problème de l'insécurité alimentaire en région Somali. Cette hypothèse suggère donc que les acteurs humanitaires participent à la résolution de la problématique alimentaire dans une optique portant sur le long terme, leur démarche débouchant sur la construction d'une sécurité alimentaire durable les sortant ainsi d'une logique portant uniquement sur l'urgence. De cette première hypothèse découle la suivante qui suppose que, *dans le but de favoriser la durabilité et la cohérence des réponses apportées, les acteurs humanitaires et les institutions éthiopiennes ont été amenés à entretenir des rapports étroits.* Cette hypothèse suggère ainsi que la possible coopération entre l'Etat et les acteurs humanitaires a été croissante et bénéfique à l'élaboration d'une réponse humanitaire plus cohérente avec la stratégie de l'Etat sur le terrain et plus durable.

1.3 Méthodologie et problèmes rencontrés

La présente recherche s'inspirera donc des précédentes réflexions articulées autour de la sécurité alimentaire pour étudier la manière dont celle-ci est abordée par les acteurs humanitaires en région Somali. Pour répondre à la question de recherche et vérifier les hypothèses émises ci-dessus, nous mènerons des recherches au sein de la littérature scientifique ainsi que par le biais d'une récolte de données concernant notre sujet et son terrain. De cette manière, l'aide humanitaire apportée en matière de sécurité alimentaire sera analysée et mise en relation avec ses causes et symptômes en régions somali. Pour ce faire, nous aborderons au préalable la notion de sécurité alimentaire ainsi que certaines bases théoriques relatives à l'aide humanitaire dans le domaine. Ceci nous permettra de nous approprier les outils nécessaires à la compréhension du sujet et à la réalisation d'une telle analyse. Ce travail rendra effectivement possible d'appréhender, entre autres, la notion de sécurité alimentaire et ses implications dans le cadre de l'aide humanitaire. Il nous permettra ensuite de rendre compte de la manière dont le problème de l'insécurité alimentaire est traité par les acteurs humanitaires en région Somali, et ce au travers d'une approche compréhensive de l'aide humanitaire vis-à-vis des objectifs qu'elle se donne et des problèmes qu'elle aborde dans notre cas. D'autres notions apportant un éclairage particulier sur notre thème de recherche pourront également être abordées.

Certaines difficultés méthodologiques viennent néanmoins questionner la présente

recherche. La première se pose sous forme de question : comment définir et délimiter l'action humanitaire en matière de sécurité alimentaire ? Comme le démontrera la partie théorique, l'état de sécurité alimentaire se définit au travers de quatre dimensions¹⁸. Les acteurs humanitaires sont dès lors susceptibles de mettre en œuvre une grande variété d'actions, par exemple dans le cadre de différents clusters¹⁹, pour influencer l'état de sécurité alimentaire d'une population. L'action humanitaire dans le domaine de la santé ou de l'hygiène peut effectivement aussi bien affecter la sécurité alimentaire que l'aide alimentaire et les opérations de nutrition. Par ailleurs, le cluster sécurité alimentaire n'étant pas ouvert en Ethiopie, il semble d'autant plus difficile de délimiter les actions dans ce domaine. Enfin, la terminologie propre à la sécurité alimentaire est utilisée de manière variable par les différents acteurs concernés par notre recherche. L'action humanitaire pour la sécurité alimentaire peut donc désigner pour chacun d'eux un ensemble différent d'objectifs et de programmes. Ces différents éléments ont ainsi rendu difficile toute délimitation précise de l'action humanitaire pour la sécurité alimentaire. Nous avons choisi de résoudre ce problème au travers d'une démarche inclusive. Ainsi, toute action ayant pour but d'avoir un impact direct sur l'une des dimensions de la sécurité alimentaire sera observée dans le cadre de cette recherche. En envisageant l'aide humanitaire de manière large, il nous est effectivement plus facile de dégager certaines tendances et démarches utiles à notre sujet de recherche.

De cette première difficulté découle un autre questionnement, bien que plus secondaire : comment classer et aborder l'action humanitaire en matière de sécurité alimentaire ? Différentes approches sont effectivement possibles dont les plus évidentes constituent sans doute l'approche de l'action humanitaire par clusters ou au travers des différentes dimensions de la sécurité alimentaire auxquelles elle se réfère. Nous avons finalement abordé l'action humanitaire étudiée de la manière la plus claire possible, par cluster, bien que d'autres approches puissent avoir également été employées.

Enfin, une dernière difficulté rencontrée au cours de ce travail fut éprouvée au cours de la récolte des données. L'étude de cas fut effectivement compliquée par la diversité des échelles et des groupes auxquels les actions étudiées se réfèrent. Il fut ainsi souvent difficile de rassembler des informations (chiffrées ou non) cohérentes entre elles. Malgré l'abondance de données sur notre sujet, celles-ci prennent en effet, d'une année à l'autre, d'autres termes,

¹⁸ Cf. chapitre 2.1.1, pp. 25-26.

¹⁹ Cf. chapitre 2.3.2, pp. 34-36.

sujets ou zone géographique de référence. Ainsi, malgré l'abondance de données concernant notre thème de recherche, il fut parfois difficile de sélectionner des données cohérentes entre elles et pouvant servir de base à la réflexion et l'analyse. La variabilité des données disponibles ne facilita donc pas le dégagement de conclusions. Des recherches qualitatives furent alors privilégiées afin de combler les lacunes et autres doutes laissés par certaines données quantitatives et permirent d'établir une réflexion sur des bases cohérentes.

A la lumière des précédentes réflexions et clarifications, plongeons-nous à présent dans l'étude de notre sujet de recherche.

2 Notions théoriques

2.1 Une première approche de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Au travers de ce premier point, nous observerons les différentes dimensions de la notion de sécurité alimentaire dans le but d'en déterminer l'étendue et la complexité. Cette première approche du concept établira les bases nécessaires à l'exploration de la présente thématique et à l'analyse de situations concrètes.

2.1.1 Quatre dimensions pour définir la notion de sécurité alimentaire et nutritionnelle

La notion de sécurité alimentaire fut façonnée par les différents contextes et problèmes auxquels le monde fut confronté²⁰. Aujourd'hui cependant, la littérature scientifique ne s'accorde pas sur une définition précise, les chercheurs utilisant parfois une définition donnée, parfois une définition modifiée par leurs soins, de la sécurité alimentaire (incluant ou non la dimension nutritionnelle). En 2001, dans le contexte de l'émergence des enjeux climatiques et environnementaux au niveau mondial, la FAO définit la sécurité alimentaire en y introduisant la dimension de la durabilité. La sécurité alimentaire et nutritionnelle est ainsi définie par la FAO comme « une situation dans laquelle toutes les personnes ont un accès physique, social et économique durable à une nourriture suffisante, saine et nutritive qui répond à leurs besoins diététiques et à leurs préférences alimentaires, pour mener une vie saine et active »^{21 22 23}.

Au cours de ce travail, c'est cette définition qui sera utilisée pour la synthèse qu'elle effectue des enjeux que soulève ce concept aussi bien au niveau individuel que mondial.

²⁰ Cf. Annexe II, pp. 114-116.

²¹ Denis OUEDRAOGO, Moussa KABORE & Blaise KIENOU, « Insécurité alimentaire, vulnérabilité et pauvreté en milieu rural au Burkina : une approche en termes de consommation d'énergie », *Mondes en développement*, vol. 140, no. 4, 2007, pp. 65-84.

²² Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2001a) *Bilans alimentaires : Historique, sources, concepts et définitions*, Table ronde internationale de discussion sur les statistiques agricoles, d'élevage et celles du commerce extérieur, Abidjan, FAO/ENSEA, 15 p.

²³ FAO, *Introduction au concept de la sécurité alimentaire*, CE-FAO, 2008, 4p.

L'inclusion de la dimension nutritionnelle étant prise en compte dans cette définition, le terme de sécurité alimentaire inclura désormais le déterminant « nutritionnel » parfois ajouté au terme de « sécurité alimentaire » dans la littérature scientifique. Il ne sera donc pas nécessaire de traiter de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le sens où la dimension nutritionnelle est volontairement prise en compte dans la définition de la sécurité alimentaire.

La précédente définition nous ayant permis d'appréhender la notion d'insécurité alimentaire avec plus de complexité, nous pouvons désormais aborder les différentes dimensions auxquelles elle fait référence.

Comme le souligne une analyse réalisée par la FAO, la littérature scientifique fait généralement ressortir quatre dimensions fondamentales de la définition de la sécurité alimentaire : 1) la disponibilité physique des aliments, 2) l'accessibilité économique et physique aux aliments, 3) l'utilisation des aliments c'est à dire la manière dont le corps peut optimiser les différents nutriments et les bonnes pratiques liées à l'usage et la répartition des aliments au sein du ménage et enfin, 4) la stabilité dans le temps des trois précédentes dimensions²⁴. De cette manière, la FAO définit qu'une alimentation complète est aujourd'hui définie comme composée de 5 étapes. Celles-ci nous permettront d'identifier, dans l'étude de notre cas, où les individus éprouvent des difficultés et dans quelle partie du processus interviennent les acteurs humanitaires. Ces différentes étapes sont présentées comme suit²⁵ :

- a) mettre à disposition une alimentation suffisante
- b) permettre l'accès individuel à une alimentation suffisante et adéquate
- c) acquérir individuellement une alimentation suffisante et adéquate
- d) consommer individuellement une alimentation suffisante et adéquate
- e) digérer l'alimentation consommée (dimension sanitaire)

La réalisation de ces étapes et donc, les différentes dimensions du concept de sécurité alimentaire, est influencée par de nombreux facteurs, à la fois économiques, financiers mais également sociaux et culturels tels que la répartition à l'intérieur de la famille. Enfin, outre la qualité des aliments, elle dépend d'une dimension sanitaire qui porte sur l'environnement

²⁴ FAO, *Introduction au concept de la sécurité alimentaire*, CE-FAO, 2008, 4p. Disponible sur : <http://www.fao.org/3/a-al936f.pdf>

²⁵ FAO, *Rôle des SADA dans la Sécurité Alimentaire de Kinshasa*, op.cit.

et la santé des individus, leur permettant, ou non, de digérer les aliments reçus. Notons que pour plusieurs de ces dimensions, le rôle des femmes est particulièrement important. Elles entretiennent effectivement très souvent un rôle de soin aux enfants et d'entretien de l'habitat. Par ailleurs, la stabilité, dernière dimension de la sécurité alimentaire évoquée par la FAO, n'est pas directement comprise dans cette énumération. Elle est cependant sous-entendue et logique, les cinq étapes énumérées ne permettant une alimentation complète que si elles se répètent de manière stable dans le temps.

2.2 Au-delà des dimensions de la sécurité alimentaire, une réalité aux multiples facettes.

Dans cette partie, nous survolerons les principaux éléments dont les acteurs tiennent compte dans l'élaboration de leur réponse pour la sécurité alimentaire. Pour répondre à notre question de recherche, il est effectivement nécessaire de comprendre en quoi la réponse apportée par les acteurs influence ou non la sécurité alimentaire. Ceci requiert d'aller plus loin que les différentes dimensions évoquées ci-dessus et d'explorer à quoi elles se réfèrent de manière plus concrète et détaillée.

Pour ce faire, nous tenterons de mettre en exergue la complexité de la réalité concernant l'insécurité alimentaire, dans un premier temps, en abordant un cadre théorique de ses déterminants. Après avoir abordé un cadre conceptuel utile à la structuration de notre réflexion et à la compréhension de ces différents éléments, nous aborderons ainsi consécutivement les liens entre insécurité alimentaire, vulnérabilité et pauvreté, puis le rôle du marché dans notre problématique, deux éléments dont les interactions avec l'insécurité alimentaire sont particulièrement importantes à saisir pour construire les réponses à apporter et concevoir leurs impacts. Ce chapitre nous permettra ainsi d'envisager de manière concrète, précise et complète l'importance du contexte autour de l'insécurité alimentaire et la manière dont il affecte cette dernière.

2.2.1 Le cadre conceptuel de l'EFSA : une base pour l'analyse

De nombreuses méthodes de classement des déterminants de l'insécurité alimentaire existent, découlant sur un nombre important d'articles et de schémas à ce sujet au sein de la revue de la littérature.

Dans leur article, D. Ouedraogo, M. Kaboré et B. Kienou proposent un classement des facteurs susceptibles d'influencer la sécurité alimentaire des ménages²⁶. La première catégorie de facteurs regroupe les facteurs dits structurels qui représentent *“la dotation du pays en ressources, le niveau technique des exploitants ou la qualité de leurs équipements agricoles, l'état de pauvreté des populations et le niveau de dégradation des ressources naturelles”*²⁷. La deuxième catégorie regroupe les facteurs conjoncturels à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle tels que *“l'impact des phénomènes climatiques tels que les variations de la pluviométrie, l'avenance de catastrophes naturelles telles que des maladies ou la déprédation des cultures, ou encore la défaillance des marchés, les tensions sociales”*²⁸. Les termes de facteurs structurels et conjoncturels sont souvent utilisés pour qualifier les déterminants de l'insécurité alimentaire et c'est pourquoi il est intéressant dans proposer ici une définition. Ce classement ne permet cependant pas de saisir la complexité des interactions entre les différentes composantes de l'insécurité alimentaire et les différentes échelles sur lesquelles ses déterminants se situent.

Le cadre conceptuel de l'EFSA présenté ci-dessous souligne bien l'aspect multidimensionnel de la sécurité alimentaire évoqué précédemment. Par ailleurs, il rend possible de situer ses différentes dimensions et leur importance à différents niveaux (individuel ou collectif). De cette manière, il met en évidence les différents déterminants de l'insécurité alimentaire et leurs interactions qui entrent en jeu à l'échelle de l'individu comme du ménage ou de la communauté. Il nous permet ainsi une compréhension plus globale, plus juste et plus précise des situations spécifiques telles que dans le cas de l'Ethiopie²⁹.

²⁶ Denis OUEDRAOGO, Moussa KABORE & Blaise KIENOU, *op.cit.*, pp. 65-84.

²⁷ Denis OUEDRAOGO, Moussa KABORE & Blaise KIENOU, *op.cit.*, p68.

²⁸ Denis OUEDRAOGO, Moussa KABORE & Blaise KIENOU, *op.cit.*, p69.

²⁹ Denis OUEDRAOGO, Moussa KABORE & Blaise KIENOU, *op.cit.*, pp. 65-84.

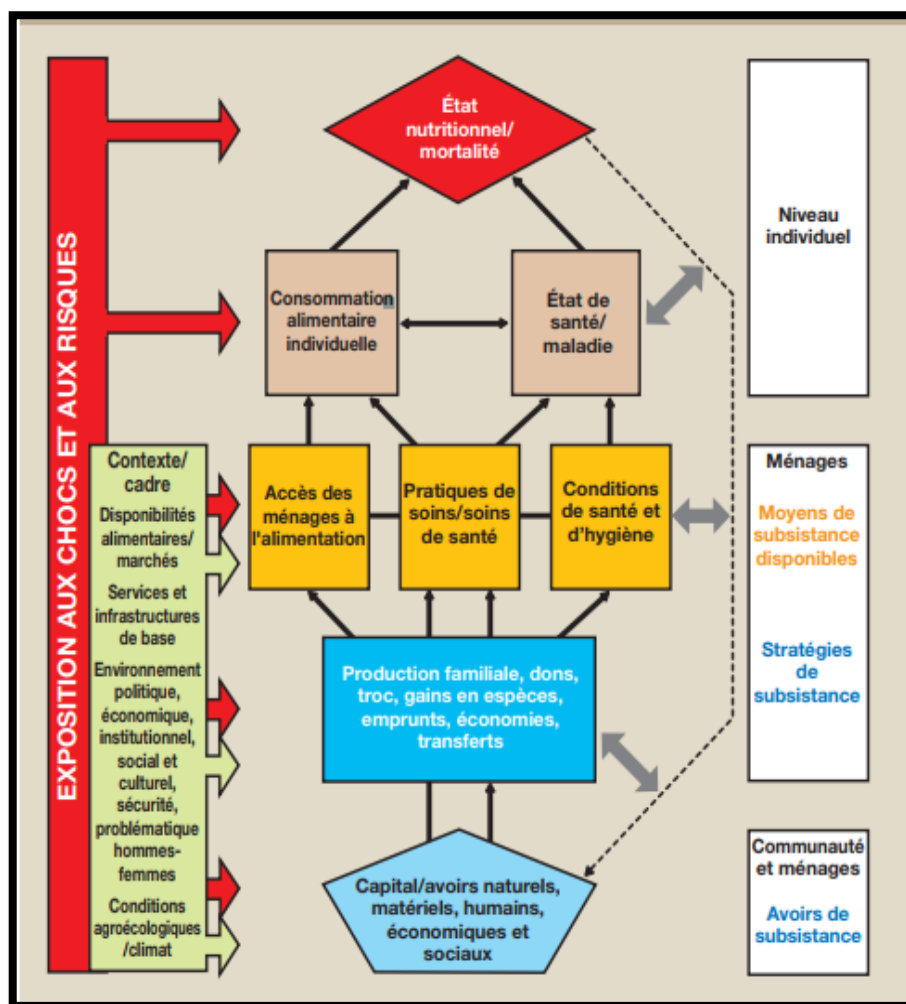


Figure 1 : Cadre conceptuel de l'EFSA – source : PAM, Manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, 2^{ème} édition, Rome, 2009, p31.

Ainsi, le schéma souligne comment le contexte, le cadre de vie et l'exposition aux risques ont un impact direct sur de nombreux autres déterminants de la sécurité alimentaire, tant individuels que collectifs. Il place par ailleurs ces éléments avec les avoirs et capitaux, la production et les transferts familiaux, l'accès à l'alimentation, les pratiques de soins et les conditions de santé et d'hygiène, la consommation personnelle et l'état de santé sur différents niveaux (communautaire, du ménage et individuel) et met en exergue les connexions liant les différents éléments soulevés³⁰.

De cette manière, le cadre conceptuel de l'EFSA place les éléments déterminants de la sécurité alimentaire de manière à nous permettre de visualiser, au cours de la recherche, comment les différentes composantes impactent la sécurité alimentaire au niveau collectif,

³⁰ PAM, Manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, 2^{ème} édition, Rome, 2009, p31. Disponible sur : http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp203222.pdf

individuel et du ménage. Les différentes dimensions soulignées ci-dessus et la classification des facteurs définissant la sécurité alimentaire d'une certaine population permettent une vision générale sur les enjeux liés à la sécurité alimentaire, désormais perçue de manière plus complexe. En effet, les éléments soulevés ci-dessus qui composent la notion de sécurité alimentaire la complexifient et permettent une compréhension plus globale, plus juste et plus précise des situations spécifiques telles que dans le cas de l'Éthiopie³¹.

2.2.2 Sécurité alimentaire, vulnérabilité et pauvreté, quelles implications ?

Après s'être intéressé au cadre conceptuel de l'EFSA, il convient d'aborder une première définition des principaux sujets de l'insécurité alimentaire.

Selon D. Ouedraogo, M. Kaboré et B. Kienou, et comme le souligne indirectement le schéma abordé ci-dessous, la vulnérabilité est déterminante de l'état de sécurité alimentaire. Les populations vulnérables en sont ainsi les principaux sujets. Ces populations se définissent par le peu de moyens qu'elles possèdent pour réagir et atténuer les effets d'éventuels chocs et changements de situation. Ces moyens sont principalement issus du capital physique (ensemble des facteurs de production dont dispose le ménage tel que les terres, les animaux, le matériel agricole...), financier (épargne, revenus issus des activités) et, social du ménage (membres productifs du ménage et réseau de solidarité) ainsi que des opportunités offertes par le milieu de vie³². Ainsi, les populations vulnérables semblent plus exposées aux risques découlant des facteurs pouvant perturber la sécurité alimentaire abordés ci-dessus.

Par leur vulnérabilité et bien que susceptibles de savoir maintenir un niveau acceptable de sécurité alimentaire dans le présent, ces personnes sont ainsi plus exposées au risque de connaître des problèmes alimentaires dans le futur. La FAO relève trois dimensions pertinentes de la vulnérabilité vis-à-vis du champ de l'insécurité alimentaire³³ :

1. la vulnérabilité par rapport à un résultat ;
2. à partir d'une variété de facteurs de risque ;

³¹ Denis OUEDRAOGO, Moussa KABORE & Blaise KIENOU, *op.cit.*, pp. 65-84.

³² Denis OUEDRAOGO, Moussa KABORE & Blaise KIENOU, *op.cit.*, p70.

³³ FAO, *Introduction au concept de la sécurité alimentaire*, *op.cit.*, p3.

3. à cause d'une incapacité à gérer ces risques.

La littérature scientifique utilise d'ailleurs le terme de « vulnérabilité alimentaire » qui, au lieu de définir un état à un moment donné comme le constitue l'état d'insécurité alimentaire, désigne une vulnérabilité « moins établie, plus évolutive, et plus difficile à appréhender : elle est à la fois une cause aggravante et une conséquence possible de cette même insécurité »³⁴. A partir de cette observation, la FAO définit deux manières d'intervenir avec les individus concernés par une insécurité alimentaire. La première option est d'intervenir en diminuant le niveau d'exposition des populations au danger, la deuxième est d'augmenter les capacités des populations à faire face au problème³⁵.

La première comme la deuxième manière d'intervenir sont, entre autres, directement liées à la notion de pauvreté. Dans le même article, la FAO soulève effectivement la relation entre insécurité alimentaire, vulnérabilité et pauvreté. Si toutes les personnes souffrant de la faim n'en souffrent pas toujours pour des raisons de pauvreté, la pauvreté est une caractéristique déterminante de vulnérabilité et expose largement les personnes concernées à une situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Celle-ci est définie par l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) de la manière suivante : « La pauvreté comprend différentes dimensions liées à l'incapacité de satisfaire des besoins humains tels que consommer et assurer sa sécurité alimentaire, être en bonne santé, pouvoir apprendre, pouvoir faire valoir ses droits et entendre sa voix, vivre en sécurité et dans la dignité, et exercer un travail décent. La pauvreté doit également être combattue en vertu de considérations liées à la protection de l'environnement et à l'instauration d'un développement durable³⁶. Comme le démontre Caritas dans un rapport sur la région du Sahel, la pauvreté ne permet pas aux personnes vivant dans cette région de faire acte de prévoyance. Ces dernières se voient ainsi particulièrement affectées par la situation climatique de plus en plus extrême³⁷. Pauvreté et vulnérabilité se voient donc intimement liées, et ce notamment dans le domaine alimentaire.

La deuxième manière d'intervenir est quant à elle également directement liée au concept de

³⁴ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, p3.

³⁵ FAO, *Introduction au concept de la sécurité alimentaire*, *op.cit.*, pp. 2-4.

³⁶ FAO, *Introduction au concept de la sécurité alimentaire*, *op.cit.*, pp. 2-4.

³⁷ CARITAS Suisse, *La pauvreté entrave l'adaptation au changement climatique*, Lucerne, 2013, 11p. Disponible sur : https://www.caritas.ch/fileadmin/user_upload/Caritas_Schweiz/data/site/was-wir-sagen/unsere-position/positionspapiere/PP_Pauvrete_changement_climatique_Sahel_F_Internet.pdf

résilience, désormais bien connu des acteurs humanitaires et qui rapproche en quelque sorte ces derniers des acteurs du développement. Cette notion sera développée plus précisément dans le cadre de l'étude de l'aide humanitaire en matière alimentaire à la suite de ce travail.

Ainsi, les précédentes explications soulignent l'importance d'intégrer les notions de pauvreté et de vulnérabilité dans l'analyse de la sécurité alimentaire. En effet, ces notions pouvant à la fois constituer une cause et une conséquence de l'insécurité alimentaire, elles forment avec cette dernière un cercle qui peut s'avérer vicieux si les mesures adéquates ne sont pas prises à temps pour le résorber. Ainsi, la vulnérabilité est un élément déterminant de la sécurité alimentaire d'une population, d'un ménage ou d'un individu. Elle constitue en effet un élément déterminant de la résistance de la population face à un choc, elle présente des risques par rapport à une situation et limite les individus dans leur capacité à faire face aux conséquences de ces risques et ce, notamment au niveau alimentaire. De cette manière, la vulnérabilité doit être prise en compte dans l'évaluation et la programmation de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Il ne faudrait cependant pas envisager les populations vulnérables comme des victimes de l'insécurité alimentaire. Comme nous le verrons à la suite du travail, celles-ci possèdent des stratégies pour faire face à l'insécurité alimentaire et constituent ainsi les premiers acteurs de leur propre sécurité alimentaire.

2.2.3 Le marché, au centre des réflexions et actions pour la sécurité alimentaire

Un lien étroit existe parfois entre le marché et l'insécurité alimentaire d'une population. Comme le souligne *Emergency food security interventions*, les différents acteurs de la sécurité alimentaire, y compris les acteurs humanitaires, doivent prendre en compte les caractéristiques du marché et son rôle dans la problématique alimentaire, sans quoi ces derniers ne pourront prétendre à une compréhension complète de la sécurité alimentaire sur leur terrain et donc, des conséquences de leurs actions³⁸. Mais la compréhension d'un marché et de son fonctionnement inclut inévitablement les acteurs l'influençant. Traders, importateurs, ménages ou responsables politiques constituent autant d'acteurs susceptibles d'influencer le pouvoir d'achat, la disponibilité ou l'accessibilité d'un produit sur le marché et donc, la sécurité alimentaire d'une population donnée. Si auparavant certains économistes

³⁸ Daniel MAXWELL, Kate SADLER, Amanda SIM, Mercy MUTONYI, Rebecca EGAN & Mackinnon WEBSTER, *Emergency food security interventions*, Londres, HPN, n°10, 2008, p15.

soutenaient les bienfaits du libre marché pour la sécurité alimentaire, l'histoire a démontré qu'il ne permet pas une parfaite répartition et un égal accès aux ressources de base. Il est donc nécessaire pour les différents acteurs de l'insécurité alimentaire d'identifier quels sont les effets sous-jacents du marché au niveau macro comme au niveau micro sur la sécurité alimentaire d'une population cible.

Par ailleurs, une telle analyse leur permettra d'envisager les éventuels impacts de leur action sur le marché et les conséquences de ces impacts pour la population cible ou une autre population. D'un autre côté, en fonction de la nature de la crise, les marchés et réseaux locaux peuvent représenter des opportunités intéressantes pour ces acteurs, notamment pour les humanitaires et la mise en place de leur programme, dans leur démarche de renforcement de la sécurité alimentaire³⁹.

Ainsi, le marché constitue un déterminant important de la sécurité alimentaire car il en influence directement certaines dimensions. En raison des nombreux liens existants entre le marché et une sécurité alimentaire donnée, le marché et son mécanisme doivent nécessairement être pris en compte dans les analyses préalables à l'action pour la sécurité alimentaire.

2.2.4 Comment évaluer l'insécurité alimentaire ? Des méthodes variées pour l'estimation d'un problème complexe

L'évaluation de l'insécurité alimentaire est complexe et constitue une étape primordiale dans la conception de la réponse humanitaire comme de toute autre réponse qui se veut adéquate aux besoins. Nous aborderons ainsi rapidement les enjeux posés par les moyens d'évaluation existants. Les interactions entre les différents déterminants de la sécurité alimentaire évoqués ci-dessus et les différents niveaux auxquels ils se situent semblent effectivement rendre complexe toute évaluation de l'insécurité alimentaire ainsi que toute tentative de réponse vis-à-vis de celle-ci⁴⁰.

Dans le but de réduire le nombre de personne souffrant de la faim dans le monde, les experts réunis dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) au siège

³⁹ Daniel MAXWELL, Kate SADLER, Amanda SIM, Mercy MUTONYI, Rebecca EGAN & Mackinnon WEBSTER, *op.cit.*, p15.

⁴⁰ PAM, *op.cit.*, p31.

de la FAO ont présenté une série d'indicateurs quantitatifs rendant compte des différents aspects de l'insécurité alimentaire afin de procéder à l'évaluation de son état dans différents contextes. Lors des enquêtes, le choix des indicateurs se réalise en fonction de leur pertinence vis-à-vis des objectifs de cette dernière, de la zone géographique étudiée ainsi que du contexte particulier de l'enquête et des données disponibles⁴¹. Ces indicateurs quantitatifs, issus du travail de la FAO comme de celui d'autres organisations internationales, sont classés selon quatre dimensions de la sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. D'un autre côté, d'autres études utilisant le même type d'indicateurs peuvent les utiliser et les classer différemment. De cette manière, une étude telle que celle menée sur l'insécurité alimentaire au Canada se contente par exemple de classer les indicateurs se rapportant à la mesure de l'insécurité alimentaire en deux catégories : les indicateurs directs qui se rapporte directement à la mesure de l'insécurité alimentaire à l'échelle individuelle ou des ménages, et les indicateurs indirects se rapportant à la mesure d'éléments qui ne sont pas directement liées à l'insécurité alimentaire mais qui pourraient signaler un certain degré de vulnérabilité à celle-ci⁴².

Ainsi, comme le souligne un document du programme alimentaire mondial concernant l'évaluation de la sécurité alimentaire, « Comme pour les concepts de santé et de protection sociale, il n'existe pas de mesure universelle et directe de la sécurité alimentaire »⁴³. Il est cependant possible de simplifier le problème en le ramenant aux différentes dimensions du concept et en tenant compte des différents niveaux auxquels cette dernière peut être mesurée.

Bien que cette méthode présente un avantage du fait de la rapidité avec laquelle il est possible de réaliser une évaluation, elle présente également des lacunes. Certains outils seraient en effet, selon certains experts, plus appropriés à la compréhension de l'insécurité alimentaire dans sa complexité et donc, à sa résolution. Comme le soulignent Pierre Janin et Charles-Edouard de Suremain, les méthodologies utilisées par les organisations internationales, nationales et les ONG pour l'analyse de l'insécurité alimentaire constituent souvent des méthodologies opérationnelles rapides, présentant l'insécurité alimentaire comme « un résultat donné d'emblée, un phénomène hérité, déterminé par un ensemble de

⁴¹ FAO, *Indicateurs de la sécurité alimentaire*, Rome. Disponible sur : <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/indicateurs-de-la-securite-alimentaire/fr/#.Wlxt5qjibIU>. Consulté le 06.02.2018.

⁴² Valerie TARASUK, *Document de travail sur l'insécurité alimentaire individuelle et des ménages*, Santé Canada, 2001, disponible sur : <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/aliments-nutrition/saine-alimentation/rapports-politique-nutrition/document-travail-insecurite-alimentaire-individuelle-menages-2001.html#a11>

⁴³ PAM, *op.cit.*, p32.

facteurs de risque »⁴⁴. Les auteurs soulignent à propos de cette approche dite déterministe qu'elle : « renforce l'importance accordée à d'éventuelles causalités et à des corrélations simples tout en minimisant l'importance des décisions et des actions humaines. L'insécurité alimentaire est donc d'avantage considérée comme un phénomène ponctuel d'origine externe (sécheresse, criquets, prix), assez facile à mesurer »⁴⁵. Si ce système alimente certains dispositifs de prévention, les informations qu'il fournit sont souvent peu contextualisées et ne permettent donc pas de rendre compte de dynamiques plus lentes, de jeux d'échelles ou des effets d'interactions⁴⁶.

Une autre approche consiste en l'utilisation d'outils qualitatifs plus sensibles basés sur l'idée que l'insécurité alimentaire découle d'un (dys)fonctionnement du système alimentaire qu'il est possible d'envisager dans sa globalité. Ces outils veulent ainsi combler les lacunes d'une approche uniquement quantitative en engendrant des indicateurs moins désagrégés, favorisant une approche « possibiliste » qui a pour but d'identifier les goulots d'étranglement, les points clés comme les possibilités d'actions⁴⁷.

Enfin, des enquêtes qualitatives dites « rapides » existent parallèlement et sont souvent mobilisées dans le cadre d'actions visant un groupe-cible spécifique. Des enquêtes de terrain « qualitatives » rapides peuvent alors être mises en place dans le but de connaître les populations et de fournir une aide adaptée à leurs attentes et modèle alimentaire. Cette approche permet dans un même temps d'appréhender la connaissance du problème par les communautés elles-mêmes et d'utiliser ces informations dans un but d'empowerment de ces communautés.

Ainsi, différentes possibilités d'évaluation de l'insécurité alimentaire coexistent, chacune comportant certaines faiblesses et avantages. Les différentes méthodes sont ainsi utilisées en fonction des moyens, du temps et des préférences des chercheurs. Dans tous les cas, étant donné la complexité de la notion de la sécurité et la multiplicité des dimensions et des échelles qu'elle suppose, seule une approche pluridisciplinaire incorporant un panel important d'outils permet de l'appréhender de manière globale⁴⁸.

⁴⁴ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, pp. 13-15.

⁴⁵ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, pp. 13-15.

⁴⁶ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, pp. 13-15.

⁴⁷ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, pp. 13-15.

⁴⁸ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, pp. 13-14.

2.3 Acteurs de la sécurité alimentaire, diversité des échelles et stratégies

L'état de sécurité alimentaire n'étant, comme nous l'avons vu, que très peu défini par des phénomènes indépendants de l'activité et de la volonté humaine, intéressons-nous désormais à la place de l'humain comme acteur de la sécurité alimentaire. Nous verrons ainsi qu'un important panel d'acteurs existe dans le domaine de l'action pour la sécurité alimentaire. Nous survolerons également les stratégies que ceux-ci possèdent pour répondre à l'insécurité et les relations que ceux-ci peuvent entretenir dans ce cadre.

2.3.1 Stratégies de subsistance des populations insécurisées

Les premiers à tenter de trouver des solutions à l'insécurité constituent les premiers concernés par cette insécurité : les populations vulnérables. Face à l'insécurité alimentaire, les ménages ou les individus de manière isolée sont susceptibles d'adopter diverses stratégies, souvent dépendantes de la gravité ou de la nature de la crise. Dans les Etats dits *pays en voie de développement*, le capital social semble avoir un rôle central dans les stratégies économiques des ménages, jouant bien souvent comme une forme d'assurance⁴⁹. Les paysans africains ont souvent développé, face aux crises, des stratégies d'accumulation et de stockage⁵⁰. Ces stratégies rencontrent cependant de nombreux inconvénients et ne sont pas toujours en mesure de répondre à l'importance des besoins ou de constituer une solution durable dans le cas où la crise perdure⁵¹. Ces stratégies, si elles sont nécessaires à court terme, laissent par ailleurs souvent l'individu ou le ménage fragilisé pour une certaine durée, le rendant plus vulnérable aux risques futurs. Selon une étude de Savadogo et Larivière (1993) au Burkina Faso, face aux situations difficiles, le paysan adopte d'abord les stratégies qui laissent intact son capital productif pour limiter la vulnérabilité qui en découle. C'est en dernier recours que le capital productif et d'autres biens durables seront sacrifiés. L'étude relève que la migration constitue généralement une réponse lorsque que toutes les autres stratégies ont été mises en oeuvre⁵². D'autres études menées en Ethiopie ou au Nigeria

⁴⁹ Denis OUEDRAOGO, Moussa KABORE & Blaise KIENOU, *op.cit.*, pp. 65-84.

⁵⁰ Mathieu MERINO, *L'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne*, Fondation pour la recherche stratégique, Pau, 2009, 9p. Disponible sur : <https://www.frstrategie.org/web/documents/publications/notes/2009/200902.pdf>

⁵¹ Mathieu MERINO, *op.cit.*, p4.

⁵² Denis OUEDRAOGO, Moussa KABORE & Blaise KIENOU, *op.cit.*, pp. 65-84.

révèlent les mêmes tendances au cours de crises alimentaires⁵³⁵⁴.

Les stratégies de subsistance des individus rencontrent, dans certains cas, le soutien de la part des acteurs humanitaires ou gouvernementaux qui permettent, par exemple, la conservation des moyens de production. Les actions de soutien à ces stratégies visent alors à limiter les dommages fragilisant le ménage sur le long terme.

2.3.2 Les acteurs de l'insécurité alimentaire et les acteurs publics, une collaboration étroite pour une meilleure gestion ?

Vingt-deux ans après le premier Sommet mondial de l'alimentation de 1996, la lutte contre l'insécurité alimentaire et la faim dans le monde sont loin de se voir achevées. Une série de facteurs la menace encore dans de nombreux endroits du globe⁵⁵. Alors que les aléas climatiques ou la hausse des prix s'imposent comme des causes un peu trop évidentes ou faciles à identifier, l'insécurité alimentaire a des origines multiples, généralement associées, contingentes, parfois incertaines et stratégiques⁵⁶. Du fait de sa complexité et de la variabilité de ses échelles, l'insécurité alimentaire concerne ainsi directement un large panel d'acteurs. Dans les années 1960, les institutions responsables de la gestion de l'insécurité alimentaire se limitent aux agences nationales de gestion de stocks, auxquelles s'ajoutent le Programme alimentaire mondial (PAM) et quelques organisations non gouvernementales spécialisées souvent issues des conflits qui marquent la première moitié du 20^{ème} siècle. En réaction à la crise alimentaire que connaît la région du Sahel au cours des années 1970, puis aux crises et conflits de la guerre froide, une nouvelle série d'acteurs tels qu'Action contre la Faim et Solidarités firent leur apparition et le secteur de l'aide alimentaire fut largement investi. Depuis lors, il n'a plus connu d'évolution majeure et comprend principalement, en dehors des populations elles-mêmes, les acteurs suivants : 1) Tout d'abord, et de manière évidente, les institutions nationales tels que les Ministères en charge des différentes facettes de la

⁵³ Zelalem Yilma DEBEBE, Anagaw MEBRATIE, Robert SPARROW, Degnet ABEBAW, Marleen DEKKER, Getnet ALEMU, Arjun S. BEDI, *Coping with shocks in rural Ethiopia*, Leiden, African Studies Centre, 2013, 35p. Disponible sur : <https://openaccess.leidenuniv.nl/bitstream/handle/1887/21582/ASC-075287668-3345-01.pdf?sequence=1>

⁵⁴ Jean-Pierre Olivier DE SARDAN, « Aide humanitaire ou aide au développement ? La « famine » de 2005 au Niger », *Ethnologie française*, vol. XLI, no. 3, 2011, pp. 415-429.

⁵⁵ François GRÜNEWAKL, *Combattre l'insécurité alimentaire dans les contextes d'Etats fragiles et les situations de crise et post-crise*, Plaisians, URD, 2012, pp. 12-36. Disponible sur : http://www.urd.org/IMG/pdf/Etude_URD_sur_l_insecurite_alimentaire_final.pdf

⁵⁶ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *L'insécurité alimentaire : dimensions, contextes et enjeux*, Paris, Cambrézy L. et Petit V. (dir.), Coll. « Les études », 2012, pp. 2-3.

sécurité alimentaire (agriculture, élevage, commerce, régulation des stocks, santé, ...) et les institutions décentralisées de l'Etat qui sont et ont pour but d'être les premiers acteurs à protéger et favoriser la sécurité alimentaire sur le territoire de l'Etat - 2) Deuxièmement, les agences des Nations Unies tels que le PAM, la FAO ou l'UNICEF qui constituent des acteurs importants dans le domaine de la malnutrition - 3) Par ailleurs, le mouvement international de la Croix-Rouge et les ONG nationales et internationales – 4) Enfin, à ces différents acteurs s'ajoute une variété d'institutions de recherche nationales et internationales travaillant sur l'une des nombreuses dimensions de l'insécurité alimentaire.

La coordination et le travail conjoints entre ces différents acteurs varient en fonction des lieux et des situations, constituant parfois un exercice complexe de coordination et de coopération. Le système de « cluster » récemment mis en place par la réforme humanitaire des Nations Unies a notamment pour but de favoriser la coordination et la coopération entre les différents acteurs. Ainsi, le cluster « Sécurité alimentaire » qui trouve son siège à Rome constitue le lieu où se réfléchissent les stratégies inter-agences d'intervention sur la sécurité alimentaire en période de crise et post-crise⁵⁷.

Les Etats occupent très certainement un rôle central dans la prévention et la gestion de l'insécurité alimentaire. Ils sont effectivement les premiers gestionnaires des bases telles que la gestion de l'espace agricole, les subventions à l'agriculture ou encore, la gestion du processus d'urbanisation et l'équilibre entre les ressources importées et exportées, qui ont représenté dans bien des cas les fondements principaux de crises alimentaires. En cas de crise, ils devraient être les premiers à réagir et sont souvent au centre de l'implémentation et de la coordination de l'aide⁵⁸. Malgré les déviations politiques que peut engendrer un changement de gouvernement, l'Etat reste également l'acteur le mieux placé pour apporter et surveiller la mise en place des mesures sur une période de long terme. Il est également, dans la plupart des cas, l'acteur le plus légitime et crédible auprès des populations. Les acteurs étatiques disposent ainsi d'une large variété de réponses pour combattre l'insécurité alimentaire pour autant qu'ils en possèdent les moyens. Ces possibilités de réponse ne constituant cependant pas l'objet principal de la recherche, seront seulement évoquées celles apparaissant au cours de notre étude de cas.

⁵⁷ François GRÜNEWAKL, *op.cit.*, p19.

⁵⁸ Daniel MAXWELL, Kate SADLER, Amanda SIM, Mercy MUTONYI, Rebecca EGAN & Mackinnon WEBSTER, *op.cit.*, p47.

Néanmoins, la gestion de l'insécurité alimentaire à un niveau étatique représente une tâche difficile et un travail de longue haleine. L'enchevêtrement des causes, souvent à la fois conjoncturelles (sécheresses, inondations) et structurelles (dégradation des sols, faiblesse des revenus) comme le manque de moyens ou de volonté constituent un réel frein à la gestion ou à la prévention des crises pour certains Etats⁵⁹. Se pose aussi, et particulièrement dans de tels contextes, la question de la priorité politique accordée au problème de l'insécurité alimentaire. La lutte contre la faim n'a en effet pas toujours représenté une priorité pour les gouvernements concernés. Par ailleurs, sa mise à l'agenda politique se réalise parfois pour des raisons stratégiques, dans le but de servir des intérêts politiques entre autres, et ne signifie pas spécialement un traitement adéquat ou impartial du problème sur l'ensemble du territoire⁶⁰. De plus, de par la nature multidimensionnelle de l'insécurité alimentaire, une combinaison de différentes actions semble être la démarche la plus cohérente pour répondre au problème. Cette hypothèse, énoncée ci-dessus, devra cependant être vérifiée dans le cas de notre étude de cas. Enfin, la gestion de l'insécurité alimentaire par les acteurs étatiques peut être abordée sous de nombreux angles d'attaque. Comme le souligne P. Janin, cette dernière peut effectivement constituer « des enjeux à prendre en compte, des problèmes à résoudre, des objectifs à atteindre, des instruments à construire, des acteurs à impliquer ou des ressources à mobiliser »⁶¹.

L'élaboration de la gestion politique de l'insécurité alimentaire a connu, lorsqu'elle fut entreprise, une certaine évolution, passant dans de plus en plus de cas d'une gestion top-down à des processus plus collaboratifs, concertés, participatifs dans leur imagination comme dans leur réalisation⁶². P. Janin conclut en affirmant que « Quelles que soient les définitions retenues, elle [l'insécurité alimentaire] pose la question centrale des régulations/redistributions économiques et politiques, dont la fonction est d'assurer une certaine forme d'équilibre entre différents groupes sociaux interdépendants, enserrée dans des champs de contradictions et de contraintes multiples »⁶³.

Ainsi, lors de crises alimentaires, les acteurs œuvrant pour la sécurité alimentaire, dont

⁵⁹ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, p2.

⁶⁰ Jérôme DESTOMBES, *Les causes structurelles de l'insécurité alimentaire chronique en Afrique*, Ministère des affaires étrangères, 2003, p37. Disponible sur : <http://hubrural.org/IMG/pdf/causes-insecurite-alimentaire.pdf> p37.

⁶¹ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, p2.

⁶² Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, 17p.

⁶³ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, p2.

les acteurs humanitaires, seront très probablement amenés à collaborer avec les acteurs Etatiques. Il est par ailleurs intéressant pour ces derniers de cerner l'angle d'attaque avec lequel l'Etat traite le problème de l'insécurité alimentaire ainsi que les éventuels biais que pourrait cacher sa démarche.

2.3.3 Les acteurs humanitaires face à l'insécurité alimentaire

Au long de cette partie, nous aborderons d'un point de vue théorique les acteurs humanitaires et leur réponse à l'insécurité alimentaire, ceux-ci constituant le centre de notre recherche. Nous analyserons, dans un premier temps, les enjeux auxquels ils se voient confrontés dans le cadre de la réponse à l'insécurité alimentaire. Nous verrons ensuite les critères à partir desquels s'élabore l'action humanitaire en matière de sécurité alimentaire pour ensuite l'envisager sous ses différentes formes. Nous aborderons ainsi de manière transversale l'évolution de la perception de l'aide alimentaire et différentes manières de la classifier et de la définir, nous permettant d'établir des bases à l'analyse de notre cas particulier qui suivra cette dernière partie.

2.3.3.1 Risques et enjeux de l'action humanitaire face à l'insécurité alimentaire

Les enjeux de l'aide humanitaire en matière alimentaire constituent un élément qu'il est important d'aborder. Tout d'abord, parce que les acteurs de l'aide se sont déjà vu servir des objectifs distincts des leurs malgré eux. Ensuite, parce que dans certains cas, l'aide humanitaire s'est vu engendrer des conséquences négatives pour ses bénéficiaires ou pour les membres de la population concernée. Il est donc nécessaire pour les acteurs humanitaires de penser avec précaution la forme que doit prendre l'aide et la manière dont celle-ci doit être desservie.

Comme le souligne François Grunewald, l'aide humanitaire alimentaire a été utilisée et déviée de ses objectifs à maintes reprises depuis son apparition⁶⁴. Ce fut par exemple le

⁶⁴ François GRUNEWALD, « Pour ou contre l'aide alimentaire », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n°822, 1996. Disponible sur <https://www.icrc.org/fre/resources/documents/misc/5fzfmmh.htm>

cas du grain utilisé comme arme de propagande du modèle capitaliste en URSS lors de la famine de 1921 et qui détruisit la paysannerie ou plus tard, lorsque dans les camps à la frontière khméro-thaï, l'aide alimentaire permit de sauver de nombreuses vies mais également à remettre le régime des Khmers rouges sur pied. L'aide alimentaire servit parfois de levier de négociation et comme moyen de contrôle sur les populations d'une zone pour éviter les révoltes.

Plus tard, l'utilisation de l'aide alimentaire comme outil électoral ou comme outil structurel de politique de développement fit son apparition. Elle permit alors à certains pays "amis" de contenir une crise économique et une situation telle qu'elle aurait risqué de mettre en péril le gouvernement en place et d'engendrer un basculement géopolitique.

Le concept d'arme alimentaire défini par Sophie Bessis souligne bien les dangers et enjeux sous-jacents à l'aide alimentaire⁶⁵. Utilisée à des fins stratégiques, comme outil de propagande, pour assurer un contrôle sur un territoire ou encore, utilisée pour ravitailler des troupes ou la population d'une seule des parties à un conflit, il est parfois difficile pour les acteurs humanitaires d'assurer que l'aide distribuée serve réellement leurs convictions. D'un point de vue historique, on ne décompte ainsi plus les exemples dans lesquels l'aide humanitaire s'est vu être utilisée pour servir des objectifs bien loin de ses objectifs propres. Pour cette raison, François Grunewald soutient l'importance des principes humanitaires de neutralité, d'impartialité et d'indépendance ainsi que du contrôle et du suivi des actions menées.

Par ailleurs, mise en œuvre de la mauvaise manière, l'aide humanitaire dans le domaine alimentaire peut également engendrer des effets néfastes que subissent ensuite souvent les populations locales. A ce propos, l'auteur souligne en effet que les contextes économique et social doivent être attentivement étudiés afin que le ciblage et la distribution limitent les effets négatifs de l'aide humanitaire⁶⁶. Tout d'abord, parce que certains programmes peuvent déstabiliser durablement la production locale. Pour exemple, l'aide alimentaire arrivant en masse fait baisser les prix sur les marchés locaux, encombre les entrepôts et rend impossible la vente de sa production pour le paysan. Elle peut également engendrer une dépendance des populations envers l'aide gratuite. D'un autre côté, l'effet de mode et la dépendance vis à vis des médias fait des acteurs humanitaires des acteurs peu idéaux pour la mise en place de programme sur le plus long terme. De plus, du fait de

⁶⁵ Maxime HAUBERT, Sophie BESSI, « L'arme alimentaire », *Tiers-Monde*, Vol. XXI, n°81, 1980, pp. 210-211.

⁶⁶ François GRUNEWALD, « Pour ou contre l'aide alimentaire », *op.cit.*

l'influence médiatique et de l'opinion publique sur le ciblage de l'aide humanitaire, cette dernière arrive parfois de manière très décalée par rapport aux besoins. Enfin, l'auteur soutient que l'action d'urgence doit, dès que possible, faire place à des actions de relance et de soutien des activités locales. Alors que les humanitaires sont réputés pour suivre les journalistes et le mouvement des médias, il est désormais reconnu que l'action de retrait doit être accompagnée d'une stratégie permettant l'obtention de résultats durables.

Dans cette optique d'action durable, pour terminer, un enjeu dont de plus en plus d'organisations tiennent compte est l'enjeu climatique. Comme le soulignent de nombreux rapports publiés par la banque mondiale entre autres, la lutte contre l'insécurité alimentaire inclut désormais une lutte contre le changement climatique⁶⁷. De nombreux rapport soulignent effectivement les effets dévastateurs de la trajectoire actuelle de réchauffement, notamment en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, auxquels les populations les plus vulnérables sont les plus exposées. De cette manière, une étude publiée par Action Contre la Faim souligne que les changements climatiques impactent la sécurité alimentaire et nutritionnelle au travers de trois facteurs principaux⁶⁸. Premièrement, car le réchauffement climatique engendre une hausse dans la fréquence et l'intensité des chocs climatiques exacerbant les risques de catastrophe. Deuxièmement, parce que ce dernier modifie le rythme des saisons et troisièmement, parce qu'il modifie ainsi les conditions environnementales telles que le niveau des précipitations et la disponibilité des ressources naturelles. Par ailleurs, l'article souligne également que les changements climatiques affectent la nutrition au travers de ses impacts sur la santé. Les éventuelles conséquences de ces derniers constituent ainsi une nouvelle *variable* à prendre en compte pour le travail sur la sécurité alimentaire. Pour ces raisons, Action Contre la Faim défend que les acteurs qui travaillent pour favoriser la sécurité alimentaire doivent, par soucis de cohérence, prendre en compte l'impact de leurs actions et de leur fonctionnement sur le réchauffement climatique⁶⁹. Le nouvel enjeu défini ici et auquel font face les organisations humanitaires est donc celui de la cohérence du mode opératoire vis-à-vis des nouveaux objectifs fixés dans une perspective de long terme.

⁶⁷ World Bank, *Turn Down the Heat: Climate Extremes, Regional Impacts, and the Case for Resilience*, 2013, 254p. Disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/975911468163736818/Turn-down-the-heat-climate-extremes-regional-impacts-and-the-case-for-resilience-full-report>

⁶⁸ ACF International, *Enhancing Climate Resilience, and Food and Nutrition Security*, Paris, 2014, 174p. Disponible sur : https://www.preventionweb.net/files/38927_38927acf2014.guidelineenhancingclim.pdf

⁶⁹ Sandrine ROUSSY, Isabelle BREMAUD, Thibault LACONDE & Peggy PASCAL, « Vers une approche convergente du défi climatique au sein d'une ONG humanitaire », *Humanitaire*, n°38, pp. 52-59.

Il en va donc de la responsabilité des acteurs humanitaires quant à la révision des objectifs de l'action humanitaire pour que celle-ci reste en ligne avec ses principes régisseurs et quant aux conséquences de leurs programmes pour les populations locales, à court, moyen et long terme. Aujourd'hui néanmoins, les acteurs humanitaires possèdent de l'expérience et des outils de travail en suffisance pour évaluer le type d'action qui est le plus approprié pour une situation donnée sans pour autant que ceux-ci répondent nécessairement à l'ensemble des enjeux posés, chaque organisation possédant ses propres modes opératoires et préoccupations.

2.3.3.2 Temporalité et gravité de l'insécurité alimentaire, déterminants essentiels de la réponse

Comme le rappelle V. Tarasuk, « l'insécurité alimentaire n'est pas une condition statique »⁷⁰. Elle se caractérise de différentes manières et évolue dans le temps, éléments dont les acteurs qui tentent de déterminer et envisager les solutions à adopter doivent prendre en compte.

Les réponses apportées varient tout d'abord en fonction de l'évaluation de la période sur laquelle l'insécurité va être ressentie. Une publication de la Banque mondiale explique que cette dernière est décrite comme temporaire ou chronique. L'insécurité alimentaire temporaire ou transitoire concerne des individus qui, temporairement, ne peuvent pas répondre à leurs besoins nutritionnels. Souvent, l'instabilité des prix ou de la production ainsi que la variation des revenus du ménage en sont les principales causes^{71 72}. L'imprévisibilité de ce type d'insécurité complexifie la programmation de l'intervention et des systèmes d'alerte précoce et de protection⁷³. L'insécurité chronique touche pour sa part des personnes qui ne peuvent répondre à leurs besoins nutritionnels de manière continue c'est-à-dire qu'ils ne peuvent produire ou acheter ce dont ils ont besoin en quantité ou en qualité suffisante sur une période de longue durée. Il en résulterait des périodes prolongées

⁷⁰ Valerie TARASUK, *op.cit.*

⁷¹ Denis OUEDRAOGO, Moussa KABORE & Blaise KIENOU, *op.cit.*

⁷² FAO, *Introduction au concept de la sécurité alimentaire*, *op.cit.*, 4p.

⁷³ World Bank, *Poverty and hunger : issues and options for food security in developing countries (English)*, Washington DC, 1986, 82p. Disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/166331467990005748/Poverty-and-hunger-issues-and-options-for-food-security-in-developing-countries>

de pauvreté, d'absence de biens et d'accès adéquat aux ressources productives ou financières. Selon la FAO, ce type d'insécurité alimentaire peut être surmonté par des mesures typiques de développement à long terme telles que par exemple des mesures qui permettent un accès plus direct aux aliments, réduisent les problèmes de pauvreté et augmentent les capacités de production⁷⁴. Par ailleurs, ces deux types d'insécurité ne sont pas totalement dissociables, une insécurité alimentaire temporaire pouvant mener à une insécurité alimentaire chronique si elle n'est pas traitée avec les moyens suffisants et l'insécurité alimentaire chronique pouvant renforcer les conséquences de chocs transitoires sur la sécurité alimentaire des populations. Outre l'insécurité alimentaire transitoire et chronique, une troisième forme d'insécurité alimentaire se trouvant à la limite des deux précédentes est distinguée par la FAO. L'insécurité alimentaire saisonnière dont il est ici question existe, comme le souligne la FAO, "quand il y a un modèle cyclique de disponibilité et d'accès inadéquats aux aliments. Ceci est associé aux fluctuations saisonnières climatiques, aux types de récoltes, aux opportunités de travail (demande de main d'œuvre) et/ou à la prévalence de maladies"⁷⁵. L'insécurité alimentaire saisonnière est de cette manière similaire à l'insécurité alimentaire chronique pour sa prévisibilité et son occurrence à la suite d'une séquence d'événements. Par ailleurs, elle est également comparable à l'insécurité alimentaire transitoire pour sa durée limitée dans le temps. Elle constitue en quelque sorte une insécurité alimentaire transitoire récurrente. Comme nous le verrons dans l'analyse du cas pratique, c'est un tel type d'insécurité alimentaire que connaît notamment l'Etat éthiopien sur son territoire. La réponse à ce type d'insécurité alimentaire constitue ainsi un défi de court terme comme de long terme et combinera souvent, des mesures de prévention et de filet de sécurité comme des politiques de développement et de réduction de la pauvreté comme c'est le cas en Ethiopie⁷⁶.

Dans un second temps, les réponses apportées varient en fonction de l'analyse effectuée sur la gravité de la crise. En effet, outre la temporalité de l'insécurité alimentaire, l'ampleur ou la gravité de cette dernière doit également nécessairement être prise en compte pour son analyse. Cet examen définira l'étendue et l'urgence des moyens mis en œuvre pour répondre à la crise. Ainsi, différentes techniques existent pour catégoriser les différentes phases de l'insécurité alimentaire. Tout d'abord, l'utilisation d'un seuil spécifique en kilocalories pour calculer la prévalence de population ayant une alimentation insuffisante

⁷⁴ FAO, *Introduction au concept de la sécurité alimentaire*, op.cit, 4p.

⁷⁵ FAO, *Introduction au concept de la sécurité alimentaire*, op.cit, 4p.

⁷⁶ Cf. chapitre 3.3.2.1, pp. 74-77, Cf. annexe V, pp. 123-126..

sur un espace déterminé. La prévalence de la population en-deçà du seuil fixé déterminera la sévérité de l'insécurité alimentaire sur le territoire étudié. La FAO a également développé un outil d'analyse particulier, le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) qui classe les crises humanitaires et de sécurité alimentaire en se basant sur un série d'indicateurs représentant une variété de besoins des moyens d'existence. Cet outil peut se résumer par le tableau présenté ci-dessous. Cinq phases de gravité de la situation alimentaire et nutritionnelle y sont ainsi distinguées, allant d'une situation de sécurité alimentaire jusqu'à une situation d'insécurité aigüe désignée comme catastrophe humanitaire⁷⁷.

Classement des phases	Indicateurs
Sécurité alimentaire généralement présente	- Taux de mortalité brut - Prévalence de malnutrition
Insécurité alimentaire chronique	- Accès/disponibilité des aliments
Crise alimentaire et des moyens d'existence aigüe	- Diversité du régime alimentaire
Urgence humanitaire	- Accès/disponibilité de l'eau - Stratégies pour faire face aux problèmes
Famine / catastrophe humanitaire	- Biens des moyens d'existence

Voir: www.ipcinfo.org

Figure 2 : Classement des crises humanitaires et de sécurité alimentaire de l'IPC – Source : FAO, *Introduction au concept de la sécurité alimentaire*, CE-FAO, 2008, p2.

Ainsi, la temporalité des crises comme leur intensité permettent une certaine classification des situations d'insécurité alimentaire. Ils constitueront également des déterminants centraux de la réponse apportée par les différents acteurs. Bien que la classification et les indicateurs présentés constituent un outil important pour l'action humanitaire, ils ne permettent cependant de caractériser la situation d'insécurité alimentaire que de manière partielle et ne sont naturellement pas suffisants à l'entière élaboration de la réponse.

⁷⁷ FAO, *Introduction au concept de la sécurité alimentaire*, op.cit, 4p.

2.3.3.3 Les stratégies et moyens humanitaires face à l'insécurité alimentaire

Du fait de l'étendue que la notion d'insécurité alimentaire recouvre, de nombreux angles opérationnels existent dans de nombreux domaines. Du domaine agro-alimentaire au domaine économique en passant par le champ nutritionnel, politique et social de réduction de la vulnérabilité faces aux risques, il serait ici impossible d'en retracer toutes les formes et modalités. Seront donc évoqués dans les grandes lignes les différents types de programmes mis en œuvre par les organisations humanitaires dans les pays en voie de développement en matière alimentaire et nutritionnelle visant à augmenter la sécurité alimentaire. Si l'aide alimentaire prend souvent comme principal objectif de sauver des vies, elle peut également prendre un rôle préventif pour limiter les impacts d'une crise économique ou d'un phénomène tel que la vente de troupeaux ou la migration.

Les flux mondiaux d'aide alimentaire, en progression depuis 1970, ont connu leur apogée au cours des années 1990 et tout particulièrement en 1993 où ils ont atteint 17 millions de tonnes. En 2005 cependant, ils ne représentaient plus que 8 millions de tonnes. Il fut constaté que cette diminution et la tendance générale des flux d'aide alimentaire internationaux ne sont pas nécessairement corrélées avec l'évolution des besoins liés à l'insécurité alimentaire des populations des pays en développement et à l'évolution de leur production agricole mais bien avec les prix mondiaux des céréales. Ainsi, les flux augmentent quand les prix internationaux sont bas et que les stocks sont élevés, et inversement⁷⁸.

D'un autre côté, la forme que prend l'aide alimentaire a considérablement changé. Alors que dans les années 1970, cette dernière prenait plutôt la forme d'accords bilatéraux entre Etats pour être vendue sur les marchés des pays bénéficiaires, près de 75% de celle-ci est aujourd'hui distribuée directement dans le cadre d'opérations de secours d'urgence ou lors de projets contre l'insécurité alimentaire chronique. L'aide d'urgence constitue désormais entre la moitié et les deux tiers de l'aide alimentaire *totale*⁷⁹ et le PAM en est le principal opérateur⁸⁰.

⁷⁸ SWAC, *Nouveaux contextes et enjeux de sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'ouest*, Paris, OCDE, 2008, 44p. Disponible sur : <https://www.oecd.org/fr/csao/publications/41281211.pdf>

⁷⁹ Au niveau international et donc, sans y inclure la solidarité et l'aide alimentaire locale.

⁸⁰ SWAC, *op.cit.*, 44p

Par ailleurs, l'aide d'urgence en matière alimentaire et nutritionnelle ne prend pas toujours la forme d'une aide purement alimentaire, bien qu'elle en représente la majorité des cas. Ci-dessous sont présentés les différents types de programmes envisageables dans le cadre de l'action humanitaire pour la sécurité alimentaire.

Ces programmes, repris dans un document informatif relatif à l'insécurité alimentaire de la Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne (DG ECHO), ne correspondent pas à un niveau d'urgence particulier⁸¹. Ils sont par ailleurs classés selon la source identifiée de la crise. Ainsi, la DG ECHO soutient : « Lorsque le problème essentiel à traiter constitue un manque de disponibilité alimentaire, par exemple à la suite d'une production agricole interrompue ou insuffisante, les options de réponses sont les suivantes :

- La distribution gratuite de vivres, générale ou ciblée (distribution générale ou réservée à un groupe cible)
- La distribution ciblée et/ou autociblée de vivres en échange de temps ou de main d'œuvre de la part du bénéficiaire (par exemple, nourriture contre travail (food for work), nourriture contre formation, nourriture contre actifs)
- La fourniture d'une aide aux moyens d'existence des ménages pour protéger ou promouvoir les capacités de production affectées par les crises (par exemple, la distribution d'intrants agricoles, l'offre de formation, la fourniture d'eau et de fourrage pour le bétail,...)
- La distribution de bons d'achat pouvant être utilisés comme moyen de transfert »⁸².

« Lorsque le problème constitue un manque d'accès à la nourriture, par exemple pour des raisons de prix trop élevés ou d'interruption des revenus du ménage, les options de réponses sont les suivantes :

- Les transferts d'argent et les bons d'achat alimentaires (libellés en denrées alimentaires ou en valeur), ciblés ou généraux
- La mise à disposition générale, ciblée ou autociblée d'argent ou de bons d'achat alimentaire en échange de temps ou de main d'œuvre du bénéficiaire (par exemple argent contre travail)

⁸¹ DG ECHO, *Assistance alimentaire*, Politique thématique n°1, 2014, pp.22-28. Disponible sur : http://ec.europa.eu/echo/files/policies/food_assistance/them_policy_doc_foodassistance_fr.pdf

⁸² DG ECHO, *op.cit.*, pp.22-28.

- La fourniture d'une aide pour protéger ou promouvoir les moyens d'existence affectés par les crises (tel que la distribution d'intrants agricoles ou la reconstitution de stocks d'urgence)
- La réalisation de projets visant à améliorer l'accès aux marchés et le fonctionnement de ceux-ci dans des zones touchées par une crise (par exemple, la remise en état d'urgence de routes/ponts, l'information sur le marché) »⁸³.

« Lorsque le programme veut traiter une mauvaise utilisation des denrées alimentaires, les réponses possibles incluent :

- La fourniture de matériel de préparation et de stockage des denrées alimentaires (par exemple, au travers de la fourniture d'eau salubre, de combustibles...)
- La formation et la sensibilisation aux pratiques nutritionnelles et diététiques adéquates »⁸⁴.

Enfin, « lorsque le problème constitue une prévalence élevée de malnutrition aiguë ou de carences en micronutriments, les solutions envisageables constituent :

- Une alimentation thérapeutique en institution pour les personnes souffrant de malnutrition aiguë sévère
- Une alimentation thérapeutique en traitement ambulatoire pour les personnes souffrant de malnutrition aiguë sévère sans complications médicales (au travers, par exemple, d'une prise en charge communautaire).
- Une alimentation supplémentaire ou complémentaire ciblée sur les personnes souffrant de malnutrition aiguë modérée ou fournir cette alimentation à toutes les personnes à risque (par exemple, la mise en place d'un programme d'alimentation pour tous les enfants en-dessous de 5 ans)
- La fourniture d'un complément en micronutriment
- La promotion de la nutrition et de la diversité alimentaire »⁸⁵.

Certaines options de réponses pour favoriser la sécurité alimentaire dans le cadre humanitaire sont envisageables pour compléter un programme ou favoriser la résilience. Selon la DG ECHO, l'intégration du concept de résilience dans les activités est effectivement pertinente

⁸³ DG ECHO, *op.cit*, pp. 22-28.

⁸⁴ DG ECHO, *op.cit*, pp. 22-28.

⁸⁵ DG ECHO, *op.cit*, pp. 22-39.

et souhaitable dans le cadre de l'assistance alimentaire et de l'action humanitaire pour la sécurité alimentaire.

Le terme de résilience fut, au cours des années 2000, un concept longuement débattu et chaque acteur en possède aujourd'hui sa propre définition et conception⁸⁶. La DG ECHO définit pour sa part la résilience comme la "capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société exposée aux risques à résister, absorber, accueillir et corriger les effets d'un danger, en temps opportun et de manière efficace, notamment par la préservation et la restauration de ses structures essentielles et de ses fonctions de base"⁸⁷. La résilience constitue ainsi en d'autres mots : "la capacité à faire face, à récupérer, et à éviter les chocs, les dangers ainsi que les menaces économiques et environnementales"⁸⁸. Actuellement, les moyens de renforcement de la résilience continuent d'être débattus⁸⁹. Selon la DG ECHO, ce dernier passe principalement par la réduction des risques de catastrophes, notamment dans le secteur de l'action humanitaire. Le renforcement de la résilience se voit ainsi directement lié aux activités de réduction des risques de catastrophes, très souvent utilisées dans le cadre de l'action humanitaire ou le développement⁹⁰. En effet : "L'exposition à un risque élevé de catastrophe et l'impossibilité de le gérer plongent la partie de la population la plus défavorisée dans un cycle d'insécurité alimentaire et de pauvreté qui, en cas de catastrophe, se transforme rapidement en crise alimentaire et en sous-alimentation aiguë"⁹¹. Dès lors : "Les interventions d'assistance alimentaire contribuent à réduire les risques de catastrophes en protégeant les moyens de subsistance (notamment le capital humain et social) et/ou en opérant pour créer un environnement propice en termes de structures et de processus"⁹². De cette manière, l'amélioration de la résilience et des capacités de réponse des populations semble être pertinente dans les activités de l'aide humanitaire en matière alimentaire⁹³. La DG ECHO, important bailleur de fonds pour l'action humanitaire, consacre ainsi 13% de

⁸⁶ John HARDING, « Résilience et catastrophes naturelles selon les Nations Unies », *Humanitaire en mouvement*, n°11, 2013, pp.10-12. Disponible sur : https://www.urd.org/IMG/pdf/Groupe_URD_HEM_11_FR_Resilience.pdf

⁸⁷ DG ECHO, « Réduction des risques de catastrophes, renforcer la résilience en réduisant les risques de catastrophes dans l'action humanitaire », *Politique thématique*, n°5, 2013, p2. Disponible sur : http://ec.europa.eu/echo/files/policies/prevention_preparedness/DRR_thematic_policy_doc_fr.pdf

⁸⁸ John HARDING, *op.cit.*, pp.10-12

⁸⁹ John HARDING, *op.cit.*, pp.10-12

⁹⁰ DG ECHO, « Réduction des risques de catastrophes, renforcer la résilience en réduisant les risques de catastrophes dans l'action humanitaire », *op.cit.*, p24.

⁹¹ DG ECHO, « Réduction des risques de catastrophes, renforcer la résilience en réduisant les risques de catastrophes dans l'action humanitaire », *op.cit.*, p25.

⁹² DG ECHO, « Réduction des risques de catastrophes, renforcer la résilience en réduisant les risques de catastrophes dans l'action humanitaire », *op.cit.*, p26.

⁹³ DG ECHO, « Réduction des risques de catastrophes, renforcer la résilience en réduisant les risques de catastrophes dans l'action humanitaire », *op.cit.*, p24-27.

son budget à des activités de réduction des risques de catastrophe (RRC)⁹⁴. Dans le cadre de l'aide alimentaire humanitaire, les lignes politiques de la DG ECHO prévoient que : « lorsque l'efficacité et l'impact de l'assistance d'urgence ne sont pas compromis, l'assistance alimentaire humanitaire doit rechercher des procédures simultanées qui permettent de renforcer la résilience aux futures catastrophes des communautés affectées par la crise et de protéger ou renforcer leurs capacités existantes de façon à ce qu'elles puissent satisfaire leurs propres besoins alimentaires, ainsi que les capacités des systèmes nationaux à promouvoir durablement et à maintenir la sécurité alimentaire. D'une manière plus fondamentale, l'assistance alimentaire humanitaire de l'UE cherchera à éviter de porter atteinte à la résilience et à la capacité d'adaptation de la communauté »⁹⁵. Pour ce faire, l'UE suggère que l'assistance fournie intègre l'analyse des risques de catastrophe dans ses évaluations, renforce à court terme les systèmes d'alerte précoce, évite d'engendrer des effets préjudiciables tels que l'augmentation de la vulnérabilité des bénéficiaires à d'autres crises et enfin, diminue les risques futurs et/ou développe la résistance à ces derniers.

Chaque agence humanitaire reste cependant responsable de la définition de ses cadres autour de la résilience. La vision de la DG ECHO n'est pas celle de USAid et les porteurs de cette responsabilité ne sont pas encore clairement définis. Néanmoins, dans le cadre des récentes réflexions sur l'aide humanitaire et notamment, concernant son renouvellement et le développement de liens entre sa démarche et celle des acteurs du développement, les acteurs humanitaires semblent progressivement adopter une vision portant sur le long terme. En effet, l'intégration du concept de résilience et de la réduction des risques de catastrophe, qui constituent une démarche portant sur le long terme, démontre ainsi l'adoption d'une vision plus longue et durable par le domaine humanitaire. Les options de réponse envisagées dans une telle optique par la DG ECHO sont les suivantes :

- « La fourniture directe aux populations affectées par les crises alimentaires ou nutritionnelles de services de santé, d'eau salubre, de mesures d'assainissement et d'autres mesures de santé publique afin de réduire la prévalence des maladies fortement associées à la malnutrition aiguë (par exemple, maladies diarrhéiques, malaria et rougeole)

⁹⁴ DG ECHO, « Réduction des risques de catastrophe », 2017, disponible sur : https://ec.europa.eu/echo/what/humanitarian-aid/risk-reduction_fr.

⁹⁵ DG ECHO, « Assistance alimentaire », *op.cit*, p.32.

- Des transferts monétaires afin de garantir que les besoins multisectoriels divers d'un ménage sont couverts.
- Le soutien d'actions humanitaires « réactives » et « correctives » lorsque des préoccupations de protection peuvent déclencher une insécurité alimentaire aiguë ou en découler (par exemple, en assurant un passage sécurisé jusqu'aux champs) »⁹⁶.

Bien que le concept de résilience initie le développement de réponses durables, la confusion qui réside dans le concept de résilience et son lien avec le secteur humanitaire reste néanmoins encore débattue. Ce concept semble néanmoins pertinent dans le cadre de la réponse à l'insécurité alimentaire, celle-ci concernant tout particulièrement, comme évoqué ci-dessus, des populations vulnérables⁹⁷.

Cette liste, bien que probablement non-exhaustive, reprend l'ensemble des programmes évoqués dans la revue de la littérature parcourue jusqu'ici. Cependant, comme le souligne François Grunewald dans son article : « Les interrogations sur le bien-fondé des programmes, l'analyse des “domaines de validité” et des coûts de certains modes d'intervention, la réflexion sur les méthodes d'évaluation des besoins et les études d'impact, l'investigation économique sur les effets secondaires de l'aide ont déjà fait l'objet de nombreuses publications. Leurs conclusions varient largement selon l'angle choisi et le volet de l'aide alimentaire considéré »⁹⁸. Si le mode opératoire des programmes reste globalement inchangé, de nombreuses manières de classer l'aide humanitaire pour la sécurité alimentaire existent. Dans leur article, P. Janin et C. de Suremain classent ainsi les actions pour la sécurité alimentaire en trois catégories distinctes de celles vues précédemment : dans la première, ils placent les actions anticipatrices telles que l'éducation nutritionnelle et les activités créatrices de revenus. La deuxième catégorie est celle des activités préventives telles que les banques de céréales ou l'agriculture irriguée et la dernière comprend les activités curatives telles que l'aide alimentaire ou les ventes subventionnées⁹⁹.

Le document *Emergency food security interventions* propose un autre modèle de répartition du type de réponse humanitaire à l'insécurité alimentaire en disposant la réponse appropriée selon deux axes, l'un reprenant ce que l'on veut traiter (les symptômes ou les

⁹⁶ DG ECHO, *op.cit.*, pp22-28.

⁹⁷ Cf. chapitre 2.2.2, pp. 27-29.

⁹⁸ François GRUNEWALD, « Pour ou contre l'aide alimentaire », *op.cit.*

⁹⁹ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, p13.

causes) et l'autre reprenant la dimension temporelle de l'insécurité c'est-à-dire, si cette dernière est transitoire ou chronique. Comme présenté ci-dessous, une telle organisation mène à quatre « situations » auxquelles sont attribués de manière logique quatre types de programmes : les programmes d'aide d'urgence, les programmes de filet de protection, les programmes de préparation et réduction aux risques de catastrophes et enfin, les programmes long terme pour la construction de moyens de subsistance durables¹⁰⁰.

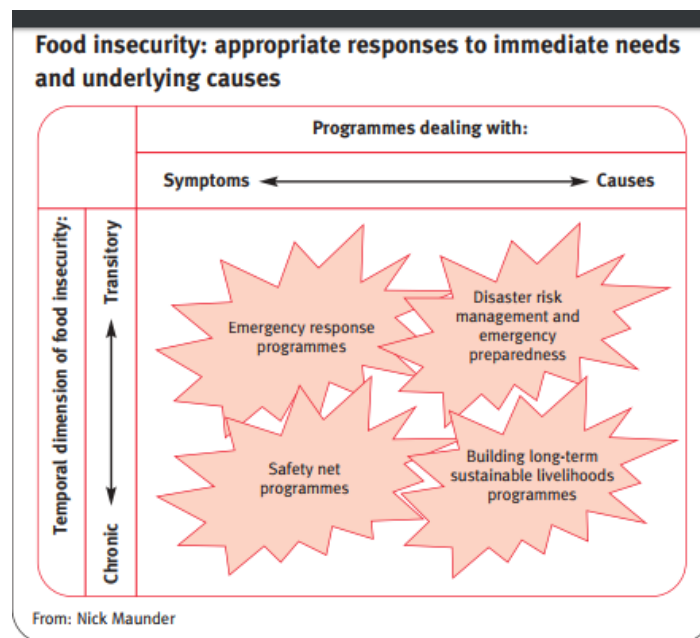


Figure 3 : Insécurité alimentaire : réponses appropriées aux besoins et aux causes sous-jacentes - Source : Daniel MAXWELL, Kate SADLER, Amanda SIM, Mercy MUTONYI, Rebecca EGAN & Mackinnon WEBSTER, *Emergency Food security interventions*, Londres, HPN, n°10, 2008, p46.

Au cours de l'analyse, ce schéma sera utilisé pour identifier dans quelle optique se situent les principaux acteurs de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Les différents programmes évoqués ci-dessus clarifient par ailleurs les situations dans lesquelles ils sont habituellement mobilisés.

Ainsi, bien que l'aide alimentaire mondiale ait dominé les écrans, l'aide humanitaire en matière alimentaire prend de nombreuses formes. Des programmes spécifiques sont mis en place en fonction du problème identifié et de l'approche des acteurs. Si les acteurs

¹⁰⁰ Daniel MAXWELL, Kate SADLER, Amanda SIM, Mercy MUTONYI, Rebecca EGAN & Mackinnon WEBSTER, *op.cit.*, 159p.

humanitaires sont réputés pour orienter leur action vers le traitement des symptômes lors des crises, qu'elles soient transitoires ou chroniques, ils semblent de plus en plus intégrer des objectifs portant sur une période de long terme, au travers de programmes de résilience et prenant pour cible les causes de l'insécurité plutôt que ses symptômes. Sans se confondre avec l'aide au développement, le secteur humanitaire s'en rapproche néanmoins en se fixant les nouveaux objectifs d'offrir une réponse plus complète et durable aux problèmes identifiés. Ce type d'aide, sans remplacer les différents types préexistants, est ainsi venu les compléter.

2.4 Conclusion de la partie théorique : La perception de la crise alimentaire, vers un nouveau paradigme ?

La revue de la littérature abonde dans le champ de la sécurité/l'insécurité alimentaire. Celui-ci apparaît en effet relativement bien balisé et normé. La sécurité alimentaire apparaît par ailleurs comme une notion changeante et complexe dans son étude concrète. Comme défend P. Janin : « Doit être pris en compte non seulement l'ensemble de ses dimensions (de la production à la consommation), mais également la diversité de ses échelles spatiales et temporelles (implicites comme explicites), la pluralité des normes technocratiques et sociétales, et leurs réappropriations par les acteurs »¹⁰¹. Du fait de la complexité du système dans lequel la notion de sécurité alimentaire s'inscrit et de la diversité des champs qui lui sont reliés, la difficulté d'en anticiper les risques et d'en réguler les crises semble évidente.

C'est à partir de l'expérience acquise au cours des crises et du temps que la notion de sécurité alimentaire se complexifia et fut expliquée à partir de facteurs divergents des traditionnels facteurs économiques. Jusqu'à présent, la crise de 2007-2008 constitue sans doute la dernière étape de cette transformation. Si elle est parfois considérée comme un changement de paradigme ou comme un changement d'échelle nourrissant de nouveaux doutes selon certains, elle constitue une normalité effrayante et prévisible pour d'autres¹⁰²

¹⁰¹ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, p16.

¹⁰² Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, p7.

¹⁰³. Dans tous les cas, elle souligne l'échec des politiques alimentaires de répondre de manière adéquate aux tensions liées à la terre, aux personnes, à la santé et à l'environnement¹⁰⁴. Par ailleurs, P. Janin soutient que les crises alimentaires de demain tendront de plus en plus vers un tel schéma de crises alimentaires, durables et systémiques, se caractérisant par leur imprévisibilité, par leur origine et leur fin difficiles à définir ainsi que par la diversité et la complexité de leurs facteurs explicatifs. Il défend que ces crises contiennent un caractère « nouveau » dans le sens qu'elles sont plus difficiles à appréhender et à résoudre du fait de la diversité des enjeux et de la variabilité des contextes qui les caractérisent¹⁰⁵.

Ainsi, dans cette approche systémique de la sécurité alimentaire, cette dernière ne se conçoit dès lors plus comme la simple poursuite de l'accès, de la disponibilité et de l'acquisition d'une nourriture adéquate mais comme une construction à la fois économique, politique, sociale, culturelle, voire médiatique¹⁰⁶. Mais dès lors, comment gouverner les crises alimentaires, de l'échelle internationale à locale, dans un système où s'entremêlent une telle multitude de facteurs et d'acteurs ? Si jusqu'ici, les réponses apportées par les différents acteurs de la sécurité alimentaire ont majoritairement été d'ordre technique et curatif (distribution de rations, subventions aux produits de première nécessité, contrôle des prix, ...), des outils de prévention ont progressivement émergé et le fossé entre l'aide d'urgence et la planification de projets sur le long terme devient flou et s'amoindrit. Dans le cadre de l'aide humanitaire, les acteurs semblent également basculer de manière croissante vers une réflexion sur le long terme, que ce soit au travers des réflexions sur l'impact environnemental, la cohérence des actions menées et la réponse au changement climatique qu'au travers de la mise en œuvre de nouveaux programmes tels que la réduction des risques de catastrophes. Si les programmes semblent inchangés, ils voient cependant leurs cadres temporels évoluer et se trouvent reliés à des objectifs et des interventions de long terme. Les différents acteurs disposent par ailleurs d'une gamme d'outils variée leur permettant d'appréhender le problème de l'insécurité alimentaire sous ses différents angles théoriques et opérationnels.

¹⁰³ Daniel MAXWELL, Kate SADLER, Amanda SIM, Mercy MUTONYI, Rebecca EGAN & Mackinnon WEBSTER, *op.cit.*, 159p.

¹⁰⁴ Tim LANG, « Crisis? What crisis? The normality of the current food crisis », *Journal of Agrarian Change*, Vol. X, n°1, 2010, pp. 87-97.

¹⁰⁵ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, pp. 9-10.

¹⁰⁶ Pierre JANIN, *op.cit.*, pp. 177-184.

Cette nouvelle complexité expliquée par « le nombre croissant de protagonistes impliqués, les effets aléatoires des interactions, la diversité des échelles mobilisées »¹⁰⁷ constitue ainsi un nouvel enjeu auquel font face l'ensemble des acteurs de la sécurité alimentaire. A ce sujet, P. Janin souligne « tout reste encore à faire, compte tenu de la divergence des intérêts entre multinationales agroalimentaires, fonds d'investissement étrangers, gouvernants et consommateurs »¹⁰⁸. De plus, comme le souligne l'auteur, « l'hétérogénéité des cadres de pensée conduit à une fragmentation de l'action publique ou privée, préjudiciable à la gestion du système alimentaire »¹⁰⁹. Les acteurs de la sécurité alimentaire doivent dès lors aborder celle-ci, (re)découverte comme une question « technique » mais aussi sociale et politique, comme « un chantier politique, sociétal et géopolitique dans un monde globalisé, relayé par les nouveaux principes de souveraineté, de durabilité et d'équité », les forçant à repenser la nature des modèles de développement et de société¹¹⁰. Ceci implique la création, à l'échelle nationale, de nouvelles coordinations avec les acteurs sociaux, locaux et transnationaux, coordinations dans lesquelles l'Etat occuperait une place centrale qu'il aurait les moyens d'occuper¹¹¹.

¹⁰⁷ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, p10.

¹⁰⁸ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, p9.

¹⁰⁹ Pierre JANIN, *op.cit.*, p1.

¹¹⁰ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, p10.

¹¹¹ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, p9.

3 Analyse de l'insécurité alimentaire en Ethiopie

Au cours de ce chapitre, nous aborderons dans un premier temps le problème de l'insécurité alimentaire d'un point de vue historique. Constitue-t-il un phénomène nouveau ? Dans quels contextes les populations l'ont-elles déjà expérimentée ? La région Somali, sur laquelle se centre notre recherche, est-elle touchée par l'insécurité alimentaire de la même manière que le reste du pays ? Cette première partie nous permettra à la fois de situer le phénomène de l'insécurité alimentaire dans son contexte historique en Ethiopie et de donner certains éléments nécessaires à la compréhension du problème alimentaire actuel. Dans un second temps, nous aborderons l'insécurité alimentaire et ses causes telles qu'elles sont décrites à l'heure actuelle ainsi que les besoins qui en découlent selon une perspective humanitaire. Nous pourrons ainsi envisager ensuite la manière dont les acteurs humanitaires et gouvernementaux répondent à l'insécurité alimentaire en région Somali.

3.1 Introduction : Famines et sécheresses en Ethiopie et région Somali

L'insécurité alimentaire en Ethiopie est un sujet largement documenté. Cependant, s'agit-il d'un phénomène récent ou d'un problème bien ancré dans l'histoire éthiopienne ? Est-il possible que des éléments récents aient accentué l'occurrence de sécheresses et famines en région Somali ?

Comme le démontre l'annexe III, l'Histoire d'Ethiopie est ponctuée par les famines. L'insécurité alimentaire que connaît le pays depuis les années 2000 ne constitue ainsi pas un phénomène nouveau¹¹². Si cette dernière peut se voir liée aux conditions climatiques, celles-ci ne l'expliquent cependant pas entièrement, le contexte socio-économique et politique du pays à différents moments de son histoire constituant des facteurs déterminants de la situation alimentaire en Ethiopie. S'il existe une étroite corrélation entre faim et sécheresse dans l'histoire du pays, cette dernière démontre cependant que cette relation n'est pas constante et nécessaire, la faim étant très souvent provoquée par l'accumulation de différents

¹¹² Cf. annexe III, pp. 116-122

facteurs¹¹³. Ainsi, comme le souligne S. Planel, « la vie des éthiopiens est marquée par la famine et celle-ci tend à rythmer leur histoire »¹¹⁴. Quand elle n'a pas constitué une menace pour les acteurs de la scène politique, elle a alors parfois été utilisée comme arme par ces derniers¹¹⁵. L'aide humanitaire en matière alimentaire s'est par ailleurs largement développée dans le pays, rencontrant certaines limites et questionnements.

La région Somali sur laquelle se centre notre recherche s'est vue particulièrement exposée aux crises qui ont secoué le pays. Les auteurs Patrick Webb, Joachim Von Braun et Yisehac Yohannes soulignent que les incidents ont souvent lieu dans deux zones géographiques particulières. La première s'étend sur les hautes terres centrales et du nord-est, couvrant le nord du Shewa, le Wollo (ces deux régions correspondant approximativement depuis 1994 à la région d'Afar) et Tigré à l'est de l'Erythrée. La deuxième constitue le croissant des terres basses agropastorales s'étendant du Wollo dans le Nord, à travers Hararghe, Bale et Sidamo (qui comprennent chacun une partie de l'actuelle région Somali depuis 1994) jusque Gamo Gofa dans le sud (actuellement région des nations, nationalités et peuples du sud (RNNPS)). Plus de la moitié des crises alimentaires recensées sont situées dans l'une de ces deux zones, désignant la région Somali comme l'une des plus exposée aux sécheresses¹¹⁶. La région Somali fut ainsi notamment fortement touchée par la crise de 1983-85, puis connaît à nouveau une grande insécurité alimentaire et un risque de famine entre 1999 et 2000^{117 118}. Par ailleurs, à l'heure actuelle comme dans le passé, la région Somali éthiopienne est particulièrement familière aux désastres, et plus spécifiquement aux sécheresses qui affectent fortement la sécurité alimentaire dans la région. Ainsi, la région Somali constitue un cadre dans lequel les problèmes alimentaires du pays se sont largement manifestés et représente une zone géographique pertinente pour la présente recherche.

¹¹³ Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, *Famine in Ethiopia; policy implications of coping failure at national and household levels*, Washington D.C, International Food Policy Research Institute (IFPRI), Coll. « Research Report », 1992, pp19-29.

¹¹⁴ Sabine PLANEL, *op.cit.*, pp. 837-859.

¹¹⁵ Fabrice WEISSMAN, *op.cit.*, p4.

¹¹⁶ Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, *op.cit.*, p19.

¹¹⁷ Fabrice WEISSMAN, *op.cit.*, pp. 3-4.

¹¹⁸ Nicholas HAAN, Nisar MAJID, James DARCY, *op.cit.*, p33.

3.2 Défis et enjeux alimentaires d'un pays en pleine croissance

3.2.1 *Causes de l'insécurité alimentaire au 21ème siècle*

Au début des années 2000, près d'un cinquième de la population éthiopienne est exposé à des risques de famine et est transitoirement dépendant de l'aide alimentaire¹¹⁹. Malgré les nombreuses initiatives pour répondre à l'insécurité alimentaire, cette dernière reste effectivement omniprésente sur le territoire éthiopien. Intéressons-nous dès lors aux racines et à l'importance de l'insécurité alimentaire en Ethiopie à l'heure actuelle. Cette étape est effectivement nécessaire pour comprendre de quelle manière les mesures prises répondent à cette dernière. Pour ce faire, nous aborderons les causes qui, au niveau national, concernent la région Somali ainsi que des éléments spécifiques à l'insécurité alimentaire de cette région.

De nombreuses manières d'aborder les causes de l'insécurité alimentaire sont utilisées au travers de la revue de la littérature. Le cadre conceptuel de l'ESFA nous permet d'envisager les différents champs influençant la sécurité alimentaire en Ethiopie. Par ailleurs, il permet d'envisager les différents facteurs explicatifs non pas comme des causes distinctes et indépendantes les unes des autres mais comme appartenant à un même système au sein duquel chaque élément est susceptible d'en influencer un autre. Abordons ainsi ces différents éléments dans les différents champs distingués au travers de ce cadre conceptuel afin d'envisager aux mieux les éléments déterminants de l'insécurité alimentaire éthiopienne et leurs interactions.

¹¹⁹ Jane TULLY, « L'insécurité alimentaire chronique en Ethiopie », *le Courrier ACP-UE*, n°197, 2003, pp. 60-61.

3.2.1.1 Le climat, facteur de risque pour la sécurité alimentaire en région Somali

La revue de la littérature cible les sécheresses et faibles taux de précipitation comme une cause déterminante de l'insécurité alimentaire en Ethiopie. Si les sécheresses ne constituent pas un phénomène nouveau, différentes sources affirment que leur fréquence a augmenté au cours des 20 dernières années. Alors qu'au siècle précédent, les sécheresses surviennent en moyenne tous les huit ans, elles se produisent aujourd'hui en moyenne tous les six ans au niveau local. Par ailleurs, la quantité de pluie annuelle moyenne a fortement diminué depuis 2001. Enfin, la littérature scientifique soulève l'existence de modifications dans la distribution et la régularité des saisons. Celles-ci commencent souvent avec du retard et durent moins longtemps, offrant des pluies de moins en moins prévisibles et certaines. Ces altérations climatiques ont un impact économique certain sur la population éthiopienne composée en grande majorité d'agriculteurs et dont les actifs et ressources sont souvent très sensibles au climat^{120 121}. Il en va de même pour les populations pastorales ou agro-pastorales abordées ci-dessous¹²². Par ailleurs, parce que la pauvreté touche 29,6% de la population éthiopienne en 2010, ces populations disposent souvent de peu de moyens pour endurer et affronter les différents chocs et risques climatiques^{123 124}.

La conjoncture climatique affecte ainsi la production alimentaire et la sécurité alimentaire des populations qui en dépendent. D'autres désastres affectent également le territoire éthiopien tels que les inondations, les incendies naturels, des tremblements de terre et éboulements dans certaines régions¹²⁵. Si l'insécurité alimentaire des populations ne s'explique pas uniquement par les désastres environnementaux, ces derniers affectent d'une manière certaine les populations qui y sont vulnérables¹²⁶.

¹²⁰ Lars Otto NAES, Marwenna SULLIVAN, Jo KHINMAUNG, Philippe CRAHAY, Agnes OTZELBERGER, *Changing climates changing lives; adaptation strategies of pastoral and agro-pastoral communities in Ethiopia and Mali*, Brighton, ACF International, 2010, pp. 7-21.

¹²¹ Wolde-Georgis TSEGAY, *op.cit.*

¹²² Fitsum ALEMAYEHU, Tesfahywet ZERYEHUN, *Emergency response situation in ethiopian pastoral and agro-pastoral areas*, Haramaya University, 2013, 32p.

¹²³ World Bank, *Data Bank; ration de la population pauvre en fonction du seuil de pauvreté national (% de la population)*, 2018. Disponible sur: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.NAHC?locations=ET>.

¹²⁴ Pas de chiffre disponible après 2010.

¹²⁵ Global Humanitarian Assistance, *Humanitarian financing to Ethiopia; 2000-2010*, Development Initiatives, Royaumes-Unis, 2011, 16p.

¹²⁶ Lars Otto NAES, Marwenna SULLIVAN, Jo KHINMAUNG, Philippe CRAHAY, Agnes OTZELBERGER, *Op.Cit.*, p20.

3.2.1.2 Cadre et environnement, des éléments externes déterminants de l'insécurité alimentaire

3.2.1.2.1 Contexte agro-écologique, une gestion des ressources défavorable à la production

Malgré les impressionnantes ressources que possède le pays, la production agricole éthiopienne démontre de faibles performances s'expliquant notamment par la dégradation des sols (érosion, formation de rigoles, perte de fertilité des sols, rareté des ressources en eau et désertification). Ce phénomène est principalement engendré par la surexploitation et la mauvaise utilisation des sols, mais également par un climat défavorable^{127 128}. Par ailleurs, l'Éthiopie connaît également une importante déforestation et perte de biodiversité sur son territoire. L'importante croissance démographique combinée aux faibles rendements de l'agriculture engendre la nécessité de l'exploitation de nouvelles parcelles¹²⁹. Celles-ci sont cependant souvent sujette à une exploitation inappropriée dans une perspective de long terme, générant uniquement des revenus transitoires et provoquant par ailleurs la raréfaction des parcelles exploitables^{130 131}.

Le développement du pays tout comme sa sécurité alimentaire sont entièrement dépendants des ressources du territoire et ce particulièrement pour les nombreux paysans vivants de l'agriculture de subsistance. La perte de productivité engendrée par la dégradation des terres constitue ainsi un enjeu essentiel pour le développement social et économique du pays comme pour la sécurité alimentaire de ce dernier¹³². Dessalew M. défend ainsi: "Multi-level approach should be used through the provision of capital investment, technical

¹²⁷ Fabrice WEISSMAN, *op.cit.*, pp. 2-5.

¹²⁸ Meseret DESSALEW, « Land Degradation in Amhara Region of Ethiopia: Review on extent, Impacts and Rehabilitation Practices », *Journal of Environment and Earth Science*, Vol. VI, n°1, 2016, pp. 120-130.

¹²⁹ Craig MCINTOSH, Alexander SARRIS, Fotis PAPADOPOULOS, « Productivity, credit, risk, and the demand for weather index insurance in smallholder agriculture in Ethiopia », *Agricultural Economics*, n°44, 2013, pp. 399-417.

¹³⁰ Philipp MAIER, *Food Security in Ethiopia: The Case of the Productive Safety Net Programme*, Vienne, Université de Vienne, 2014, p42.

¹³¹ Meseret DESSALEW, *op.cit.*, pp. 120-130.

¹³² Meseret DESSALEW, *op.cit.*, pp. 120-130.

assistance and capacity building for smallholder farmers in the watersheds and government institutions at national and subnational levels for sustainable land management”¹³³.

3.2.1.2.2 *Pression démographique et alimentation*

Un des défis majeurs de l’Ethiopie actuelle constitue sa croissance démographique. La population éthiopienne a doublé entre 1980 et 2003¹³⁴. Avec une croissance démographique annuelle de 2,7% et une population de 94,1 millions de personnes en 2013, les prévisions estiment que la population aura encore doublé d’ici 2050, menant certains chercheurs à affirmer qu’une crise malthusienne menace le pays¹³⁵. La pression qu’exerce la croissance démographique sur les ressources du pays constitue un challenge conséquent pour l’Etat éthiopien. Celui-ci rencontre effectivement des difficultés à offrir les opportunités nécessaires à sa population afin qu’elle puisse constituer une réelle force productive, tant en milieu rural qu’en milieu urbain. Ainsi, la croissance de la production ne suffit pas à compenser la croissance démographique du pays et les besoins alimentaires qui en découlent^{136 137}.

3.2.1.2.3 *Des infrastructures insuffisantes*

L’insuffisance d’infrastructures (routes et moyens de communication, marchés de gros, entrepôts, etc.) sur le territoire éthiopien constitue un élément central du dysfonctionnement de son marché et de la problématique de l’insécurité alimentaire. En effet, d’une part, elle entrave la répartition des denrées au niveau national, forçant parfois les producteurs à vendre à perte lors des bonnes récoltes, le transport vers d’autres régions nécessitant étant trop difficile et inenvisageable. D’autre part, outre le problème d’accès physique qu’elle engendre, cette insuffisance est problématique parce qu’elle rend la

¹³³ Meseret DESSALEW, *op.cit*, p124.

¹³⁴ Jane TULLY, *op.cit*, pp. 60-61.

¹³⁵ Philipp MAIER, *op.cit*, p42.

¹³⁶ Sabine PLANEL, « Densité, pauvreté et politique. Une approche du surpeuplement rural en Éthiopie », *Annales de géographie*, vol. DCLVI, n° 4, 2007, pp. 418-439.

¹³⁷ Jane TULLY, *op.cit*, pp. 60-61.

nourriture produite plus coûteuse (du fait des frais de transport)¹³⁸. De plus, cette augmentation des prix rend les denrées étrangères plus accessibles et ainsi, la production locale moins rentable. De cette manière, elle affaiblit un peu plus les producteurs locaux et ainsi, la sécurité alimentaire de ces derniers comme celle du pays. Ainsi, le transfert difficile et coûteux des denrées limite un peu plus l'accès de la population à ces dernières¹³⁹.

3.2.1.2.4 *Un cadre économique et des réponses politiques inefficaces ou inappropriées*

Les différents facteurs évoqués dans ce cadre sont inévitablement liés à la sphère politique du pays. La manière dont celle-ci aborde les différents défis et tente d'y répondre (ou non) a immanquablement un impact sur ces différentes problématiques et leur évolution. Les politiques n'ont, dans le passé, pas toujours été appropriées du fait de la gestion centralisée du pouvoir et des différents conflits¹⁴⁰. Bien qu'aujourd'hui la lutte contre l'insécurité alimentaire constitue une des priorités de l'agenda gouvernemental, les politiques actuelles suscitent par ailleurs certaines critiques. Une série de chercheurs défendent en effet que le pouvoir politique a de nombreuses responsabilités dans la stagnation de la situation alimentaire du pays, et notamment dans la faible progression de la production agricole.

Premièrement, parce que celui-ci marginalise très souvent les petits producteurs, indigents ou vulnérables, au travers de politiques trop indifférenciées. Le régime et les discours volontaristes du gouvernement nieraient ainsi certaines contraintes du réel telles que l'absence de préparation, de capitaux et de compétences, menant à des mesures exclusives envers certains groupes plus vulnérables et disposant de faibles moyens pour faire entendre leurs revendications¹⁴¹. Ainsi, la littérature scientifique souligne par exemple le manque de traitement adapté aux spécificités des différentes régions du pays ou la

¹³⁸ SOS Faim, *Pourquoi l'Ethiopie a faim*, Bruxelles, Défis Sud, n°109, 2012, 23p.

¹³⁹ SOS Faim, « Pourquoi l'Ethiopie a faim », *op.cit*, 23p.

¹⁴⁰ Jane TULLY, *op.cit*, pp. 60-61.

¹⁴¹ François JEAN, *Ethiopie; du bon usage de la famine*, Paris, Médecins Sans Frontières, 2017, pp. 6-12.

défaillance d'une vision complexe permettant des impacts durables sur la production et l'insécurité alimentaire en milieu rural^{142 143}.

Dans un second temps, le territoire éthiopien connaît actuellement un important accaparement de terres par les investisseurs étrangers. Bien que celui-ci ait pour l'instant un effet neutre sur la sécurité alimentaire du pays, de nombreux rapports insistent sur les dangers sociaux et écologiques de ces acquisitions¹⁴⁴. Ce phénomène présente des dangers sociaux car la vente des terres met en concurrence les grands investisseurs internationaux avec les agriculteurs locaux qui ne disposent pas des mêmes techniques et outils agricoles. Les populations locales, bien que fréquemment peu nombreuses, connaissent alors souvent les impacts négatifs de telles exploitations¹⁴⁵. Par ailleurs, l'Etat éthiopien expose ainsi ses terres aux conséquences environnementales engendrées par leur exploitation intensive. Enfin, le manque de transparence concernant les revenus des loyers engendre une certaine méfiance quant aux dépenses auxquelles ces revenus sont alloués¹⁴⁶. Ces différents éléments mènent à croire que la politique de gestion des terres cultivables est peu favorable à la production et au renforcement de la sécurité alimentaire nationale. La forte coalition de bailleurs de fonds nationaux et externes et les intérêts des investisseurs constituent une pression certaine sur les autorités compétentes et laissent craindre une négligence des priorités de l'Etat en faveur de certains intérêts privés¹⁴⁷. Ces allocations au secteur privé et réservées à l'exportation découragent par ailleurs les investissements profitables aux petits producteurs locaux¹⁴⁸.

En parallèle, les recherches soulèvent également un manque de coordination et des liens insuffisants entre les différents acteurs du système pour le développement, la multiplication et la distribution efficaces des savoirs et nouvelles technologies telles que les

¹⁴² Sabine PLANEL, « Densité, pauvreté et politique. Une approche du surpeuplement rural en Éthiopie », *op.cit.*, pp. 418-439.

¹⁴³ Samuel GEBRESELASSIE, « Intensification of Smallholder Agriculture in Ethiopia: Options and Scenarios », *Future Agricultures*, n°7, 2006, 15p.

¹⁴⁴ Genet MERSHA, « Ethiopie: l'« accaparement » de terres arables par des investisseurs étrangers », *Alternatives Sud*, vol. XVII, 2010, pp. 161-179.

¹⁴⁵ Dawit ALEMU, « L'économie politique des systèmes semenciers céréaliers en Ethiopie: contrôle de l'Etat, libéralisation du marché et décentralisation », *Future Agricultures*, n°48, 2012, 8p.

¹⁴⁶ Genet MERSHA, *op.cit.*, pp. 161-179.

¹⁴⁷ SOS Faim, « Pourquoi l'Ethiopie a faim », *op.cit.*, 23p.

¹⁴⁸ Dawit ALEMU, *op.cit.*, 8p.

semences¹⁴⁹. Ainsi, selon Philipp Maier, le dysfonctionnement du marché éthiopien est en partie dû au manque d'informations qui enferme les producteurs dans l'ignorance des techniques agricoles adéquates et ainsi, dans l'agriculture de subsistance. Une insuffisance d'accès au crédit constitue un autre facteur de ce dysfonctionnement, empêchant ces mêmes producteurs d'accéder à d'autres moyens de production et de diminuer leur vulnérabilité¹⁵⁰. Par ailleurs, la volatilité des prix des denrées sur le marché national, en forte croissance depuis 2006, participe à la fragilisation de la sécurité alimentaire. Cette volatilité est d'autant plus problématique qu'elle est hautement corrélée à la croissance du prix des denrées au niveau international, rendant plus complexe toute tentative de protection contre de tels chocs¹⁵¹. Enfin, le marché éthiopien s'avère défavorable au renforcement de la sécurité alimentaire de manière générale. La faible diversification de l'économie éthiopienne limite les opportunités en milieu rural comme en milieu urbain. Au regard des précédents points, l'insécurité alimentaire est donc, d'un point de vue économique, plus un problème d'accessibilité que de disponibilité engendré par une mauvaise gestion d'un marché dysfonctionnel¹⁵².

De cette manière, le secteur économique comme les autorités politiques présentent certains défauts et offrent ainsi difficilement les opportunités nécessaires au renforcement de la sécurité alimentaire, engendrant des rendements faibles dans le secteur agraire et des conditions difficiles pour la petite paysannerie qui constitue cependant une part importante de la population éthiopienne. Si de nombreux auteurs dénoncent les politiques hégémoniques de la classe dirigeante éthiopienne et leurs impacts souvent défavorables sur le monde rural éthiopien, les efforts réalisés dans le domaine de la sécurité alimentaire sont néanmoins palpables. L'amélioration de la sécurité alimentaire nécessite désormais l'alignement des discours volontaristes de la classe dirigeante dans le domaine avec les mesures adéquates, inclusives de l'ensemble de la paysannerie éthiopienne. De nombreux efforts politiques doivent ainsi encore être entrepris et ce dans des domaines plus variés que le simple champ de la productivité agricole¹⁵³.

¹⁴⁹ Dawit ALEMU, *op.cit.*, 8p.

¹⁵⁰ Philipp MAIER; *op.cit.*, pp. 37-57.

¹⁵¹ Philipp MAIER; *op.cit.*, p42.

¹⁵² Philipp MAIER; *op.cit.*, pp. 37-57.

¹⁵³ Samuel GEBRESELASSIE, *op.cit.*, 15p.

3.2.1.2.5 *Une aide alimentaire entrée dans les mentalités*

Entre 1970 et 2003, le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire est passé de 3% à 20%. Bien que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire continue de varier sensiblement en fonction des saisons et des précipitations, cette tendance souligne l'augmentation de vulnérabilité de la population face à l'insécurité alimentaire. Alors qu'en Ethiopie, l'aide humanitaire a sauvé plusieurs millions de vie, les chiffres soulignent l'échec des réponses apportées de s'adresser aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire¹⁵⁴.

L'aide alimentaire aux populations dans le besoin y est désormais institutionnalisée et l'Ethiopie constitue aujourd'hui l'Etat le plus dépendant de l'aide alimentaire. L'aide humanitaire a sa part de responsabilité dans la création et le maintien de cette relation de dépendance. Elle exerce par exemple une pression sur le prix des denrées, au détriment de la production locale et des paysans¹⁵⁵. Par ailleurs, elle peut dans certains cas décourager les paysans à la production, ceux-ci sachant désormais qu'ils bénéficieront de la même quantité de nourriture sans fournir de travail et c'est pourquoi le ciblage de l'aide alimentaire est sujet à de nombreuses critiques¹⁵⁶.

3.2.1.3 **Au niveau des ménages et communautés**

3.2.1.3.1 *Faible technologie et impossibilité d'investissement*

Un point central de l'insécurité alimentaire des ménages constitue le faible capital dont disposent généralement les ménages ainsi que les bas rendements de la production locale. Malgré les efforts fournis par le gouvernement depuis 1994 pour améliorer la production agricole au travers de nouvelles technologies et techniques agricoles, la productivité agricole est restée stagnante et nettement inférieure à la croissance de la

¹⁵⁴ Philipp MAIER; *op.cit.*, pp. 51-57.

¹⁵⁵ Jane TULLY, *op.cit.*, pp. 60-61.

¹⁵⁶ Jane TULLY, *op.cit.*, pp. 60-61.

population¹⁵⁷. Elle constitue pourtant la base de l'économie éthiopienne comme la principale ou la seule source de revenus des ménages¹⁵⁸.

La mauvaise productivité du milieu agraire est attribuée, comme expliqué ci-dessus, au manque d'investissement dans le secteur, au faible accès au crédit et à la mauvaise distribution des techniques et technologies améliorées (notamment à des semences plus rentables et aux engrais). Par ailleurs, le recours à l'irrigation reste marginal (seulement 3% des terres arables¹⁵⁹), exposant un peu plus les paysans aux aléas climatiques¹⁶⁰. Le paysan n'a donc généralement pas encore réussi à sortir de l'agriculture de subsistance, la sensibilité des technologies et techniques existantes aux différents risques du climat et du marché comme l'incomplétude des programmes politiques mis en place ne permettant pas une optimisation durable du rendement par parcelle¹⁶¹¹⁶².

3.2.1.3.2 Revenus alternatifs et pauvreté

Comme expliqué ci-dessus, la majeure partie de la population éthiopienne se concentre en milieu rural où une grande partie d'entre elle y exerce une agriculture de subsistance à faible productivité. La population rurale connaît ainsi une certaine pauvreté qui s'explique par une série de facteurs tels que l'absence d'emplois en dehors du secteur agricole, le manque de capitaux ou le recours à des techniques désuètes. Les activités paysannes ainsi limitées par un environnement socio-économique défavorable entraînent une forte vulnérabilité aux aléas de la production comme de la distribution. Le manque de moyen empêche par ailleurs les individus de faire face aux potentiels chocs économiques ou

¹⁵⁷ Philipp MAIER; *op.cit* pp. 48-49.

¹⁵⁸ Craig MCINTOSH, Alexander SARRIS, Fotis PAPADOPOULOS, *op.cit.*, pp. 399-417.

¹⁵⁹ Fabrice WEISSMAN, *op.cit.*

¹⁶⁰ Jérôme DESTOMBES, *Les causes structurelles de l'insécurité alimentaire chronique en Afrique*, Ministère des affaires étrangères, 2003, 51p.

¹⁶¹ Sabine PLANEL, « Densité, pauvreté et politique. Une approche du surpeuplement rural en Éthiopie », *op.cit.*, pp. 418-439.

¹⁶² Samuel GEBRESELASSIE, *op.cit.*, 15p.

climatiques, enfermant un peu plus ces derniers dans le cercle vicieux de la pauvreté au travers notamment du phénomène de morcellement des terres¹⁶³¹⁶⁴.

3.2.1.3.3 *Sécurité alimentaire et maladies en Ethiopie*

Les maladies qui touchent la population affectent également la sécurité alimentaire dans plusieurs de ses dimensions. Au niveau humain, les personnes malades prennent en effet plus difficilement part à l'activité productive, elles représentent par ailleurs un poids pour la société et le ménage (coût des traitements et des soins)¹⁶⁵. En Ethiopie, le virus du SIDA constitue le principal risque et ce particulièrement en zone urbaine. Des mesures favorables au renversement des épidémies sont cependant mises en place et la prévalence du SIDA semble décliner depuis 2012¹⁶⁶.

3.2.1.4 **Les risques liés au pastoralisme en région Somali**

Plus de 60% du territoire éthiopien est dédié à l'activité pastorale ou agro-pastorale, c'est à dire qui sert à un mode d'élevage extensif pratiqué par des peuples nomades et ainsi fondé sur l'exploitation de la végétation naturelle, combinée avec l'agriculture dans le cas des activités agro-pastorales^{167 168}. Les trois principales communautés pastorales sont les somalis (50% de la population pastorale), les Afars (30%) et les Oromos (10%). Bien que les arguments ci-dessus semblent principalement affecter le monde paysan, les communautés pastorales sont de plus en plus vulnérables aux crises alimentaires et des moyens de subsistance¹⁶⁹.

¹⁶³ Craig MCINTOSH, Alexander SARRIS, Fotis PAPADOPOULOS, *Op.Cit.*, pp. 399-417.

¹⁶⁴ Jane TULLY, *Op.Cit.*, pp. 60-61.

¹⁶⁵ Philipp MAIER; *Op.Cit.*, pp. 43-44.

¹⁶⁶ Philipp MAIER; *Op.Cit.*, pp. 43-44.

¹⁶⁷ Collectif, *Larousse de poche 2018*, Larousse, 2018, 1120p.

¹⁶⁸ Fitsum ALEMAYEHU, Tesfahywet ZERYEHUN, *Op.Cit.*, 32p.

¹⁶⁹ Fitsum ALEMAYEHU, Tesfahywet ZERYEHUN, *Op.Cit.*, 32p.

Les éléments abordés ci-dessus concernent également le monde pastoral somali sur lequel porte la présente recherche. Bien que le mode de vie pastoral et agro-pastoral dans une certaine mesure, soient adaptés à des environnements secs, ces populations subissent néanmoins les impacts des chocs climatiques tels que les sécheresses et les inondations. Le pastoralisme repose effectivement sur des ressources et des actifs tels que le bétail qui sont sensibles au climat. Le risque de la perte d'actifs productifs pour cause de sécheresse, d'inondation, de maladie ou de mort du bétail est ainsi bien présent dans ces régions. Les populations pastorales ou agro-pastorales somalis connaissent par ailleurs aussi une importante croissance démographique, entrant en tension avec les actifs déclinants et les ressources disponibles, engendrant dès lors une compétition pour ces dernières. D'un autre côté, ces populations ont elles aussi difficilement accès aux crédits, technologies et techniques adaptées et durables. Elles se voient ainsi incapables d'augmenter et de diversifier leurs ressources¹⁷⁰. Isolées géographiquement en termes d'infrastructures, de moyens de communication et de services publics, l'accès au marché est rendu difficile, comme la maximisation des bénéfices perçus sur leur production¹⁷¹. Par ailleurs, de par les particularités de leur mode de vie, les populations pastorales et agro-pastorales somalis sont confrontées à des politiques et pratiques inadaptées à leurs besoins¹⁷². Elles constituent effectivement un des premiers groupes à être marginalisé par les autorités publiques comme par les acteurs de l'aide humanitaire, moins implémentés dans ces régions où les besoins sont cependant grandissants^{173 174}. Ainsi, des études menées auprès de ménages pastoraux indiquent que le pastoralisme traditionnel comme vécu aujourd'hui n'est plus capable, dans la grande majorité des cas, de répondre aux besoins des communautés grandissantes sur le long terme¹⁷⁵. Enfin, l'aide humanitaire en région Somali rencontre certaines difficultés du fait des tensions qui résident dans la région. L'insécurité principalement issue du conflit qui oppose les forces gouvernementales au Front de Libération de l'Ogaden représente une importante cause du manque de nourriture au sein des ménages ainsi que de l'inflation des

¹⁷⁰ Fabrice WEISSMAN, « Ethiopie: la précarité alimentaire au coeur de l'économie politique », *Crash*, Paris, 2001, 26p. Disponible sur : <https://www.msf-crash.org/fr/publications/qui-sadresse-laide-alimentaire-durgence-la-reponse-internationale-la-famine-0>.

¹⁷¹ Sara PANTULIANO, Mike WEKESA, *Improving drought response in pastoral areas of Ethiopia*, London, Humanitarian Policy Group, 2008, p9.

¹⁷² Jane TULLY, *Op.Cit.*, 2p.

¹⁷³ Fitsum ALEMAYEHU, Tesfahywet ZERYEHUN, *Op.Cit.*, 32p.

¹⁷⁴ Sara PANTULIANO, Mike WEKESA, *Op.Cit.*, p9.

¹⁷⁵ Sara PANTULIANO, Mike WEKESA, *Op.Cit.*, p9.

prix de la nourriture. Dans les zones d'opération militaire, l'utilisation des infrastructures se voit d'autant plus difficile, limitant un peu plus l'accès à la nourriture. Par exemple, l'importante utilisation de mines décourage et restreint fortement les flux commerciaux et humanitaires. Les restrictions furent importantes dans les zones de Korahe, Fik, Warder, Gode et Degehabur du fait des opérations des Forces nationales de défenses éthiopiennes (ENDF)¹⁷⁶. Les conflits dans la région causent par ailleurs des déplacements de populations qui fragilisent les personnes déplacées comme les populations hôtes dont les ressources se voient dès lors exposées à une forte pression. Au cours de ce travail, la sécurité alimentaire des populations déplacées ne sera cependant pas abordée, les réponses apportées aux personnes déplacées et réfugiées appartenant à un tout autre registre et répondant à une toute autre stratégie.

3.2.1.5 Une insécurité alimentaire aux multiples facettes

Les racines de l'insécurité alimentaire identifiées au travers de la revue de la littérature sont principalement structurelles¹⁷⁷ et sont ainsi surtout issues des contextes politiques et économiques dans lesquels se situent les ménages. Le cadre conceptuel de l'EFSA souligne comment le contexte et l'exposition aux chocs et risques influencent, de manière directe ou indirecte, l'état nutritionnel des individus. Dans le cas de la région Somali, ces derniers affectent effectivement communautés, ménages et individus et résultent sur une absence de biens et un accès inadéquat aux ressources productives et financières, limitant la disponibilité et l'accès à l'alimentation tout comme une utilisation adéquate de cette dernière. Ces différents facteurs engendrent une insécurité qui sera souvent chronique car ses causes, souvent persistantes, favorisent et engendrent une vulnérabilité et une insécurité sur le long-terme. En Ethiopie et particulièrement en région Somali, ces chocs apparaissent cependant de manière cyclique au cours des années, engendrant une insécurité

¹⁷⁶ ONU, *Report on the findings from the UN humanitarian assessment mission to the Somali region*, Aigaforum, 2007, pp. 9-10. Disponible sur : http://www.aigaforum.com/un_report_on_somaliregion.pdf.

¹⁷⁷ Alors que certains éléments dits « conjoncturels » sont induits par les circonstances et influence le système à un moment donné, certains éléments dits « structurels » relèvent directement de la structure, et sont ainsi induit par l'agencement politique, économique, culturel, etc., du système.

alimentaire dite saisonnière c'est à dire, une insécurité alimentaire transitoire se répétant de manière cyclique (dans ce cas en fonction des saisons)¹⁷⁸.

Le survol des différents facteurs causaux de l'insécurité alimentaire en Ethiopie souligne que ses causes touchent aux différentes dimensions de sa définition. Ainsi, la disponibilité de nourriture est relativement problématique du fait de la pression démographique, des faibles rendements de l'agriculture et des chocs climatiques saisonniers au niveau rural. L'insécurité alimentaire en Ethiopie est cependant avant tout liée à une problématique d'accès. D'un point de vue économique, l'accès à la nourriture se voit effectivement contraint par une série de facteurs, tant au niveau local au travers de la faible diversité de revenus des ménages par exemple, qu'au niveau national de par le manque d'infrastructures, d'échanges entre les régions et le manque d'intégration des marchés. Enfin, l'insécurité alimentaire en Ethiopie est de plus en plus un problème de durabilité. Au travers de la location d'importantes parcelles de terre à des investisseurs étrangers ou de par l'utilisation de techniques et d'outils inappropriés au niveau local, les sols se dégradent, compromettant de plus en plus les perspectives de production futures. Comme le souligne J. Destombes dans son rapport, les principales sources de l'insécurité alimentaire en Ethiopie découlent d'un manque d'arbitrage politique adapté pour une sécurisation alimentaire durable¹⁷⁹. De cette manière, une transformation structurelle est nécessaire et suffisante pour combler les besoins alimentaires du pays¹⁸⁰. Selon l'auteur, celle-ci devrait alors inclure un renouvellement du diagnostic des causes structurelles, une identification des populations cibles par région, des révisions méthodologiques pour sortir du traitement à court terme et des stratégies de développement rural différenciées, socialement et géographiquement¹⁸¹.

3.2.2 Une évaluation humanitaire des besoins

Depuis la grande sécheresse des années 1980, les acteurs humanitaires n'ont jamais réellement quitté l'Ethiopie¹⁸². Pour répondre aux besoins des populations, l'aide

¹⁷⁸FAO, « Introduction au concept de la sécurité alimentaire », *Op.Cit.*, 4p.

¹⁷⁹ Jérôme DESTOMBES, *Op.Cit.*, pp. 37-44.

¹⁸⁰ SOS Faim, « Pourquoi l'Ethiopie a faim », *Op.Cit.*, 23p.

¹⁸¹ Jérôme DESTOMBES, *Op.Cit.*, pp. 37-39.

¹⁸² MSF, *Famine et transferts forcés de populations en Ethiopie 1984-1986*, Médecins Sans Frontières, Coll. « Prises de parole publiques », 2013, p12.

humanitaire s'y est en quelque sorte entérinée voire même, institutionnalisée. Si le chapitre précédent sous-entend que l'insécurité alimentaire y est toujours bien présente, quelles dimensions prend l'insécurité alimentaire au sein du pays et plus particulièrement, en région Somali actuellement ? Un rapide survol des besoins est nécessaire pour envisager l'ampleur de la situation à laquelle le peuple éthiopien et les acteurs humanitaires font face dernièrement.

Depuis les années 2000, la prévalence de la sous-alimentation au sein de la population éthiopienne a fortement diminué. Ainsi, alors qu'elle dépassait 50% en 2000, elle ne concerne plus que 28,8% de la population en 2015. Cette prévalence s'est par ailleurs toujours trouvée au-dessus de la moyenne régionale, celle en Afrique Subsaharienne s'élevant à 27% en 2000 et à 20,1% en 2015. Si la sous-alimentation en Ethiopie a connu une décroissance ininterrompue jusqu'en 2014, la sous-alimentation se voit toucher un pourcentage légèrement plus élevé en 2015 qu'en 2014, ce qui peut partiellement s'expliquer par la crise alimentaire qui touche le pays dès 2015¹⁸³.

Comme le démontrent les chiffres précédents ainsi que l'Annexe IV, les besoins sont répandus et divers en Ethiopie et les régions de l'Afar et de Somali semblent particulièrement atteintes par la crise. Celles-ci comptent respectivement 2 et 1.6 millions de personnes nécessitant une aide alimentaire en 2017. De cette manière, 78 des 93 *woredas* de la région Somali se situent alors en priorité une, les quinze dernières étant classées en priorité deux¹⁸⁴. La région Somali est ainsi actuellement une des régions les plus touchées par les crises alimentaires. Mais cette tendance se manifeste déjà dès le début des années 2000 au cours desquelles la région Somali constitue une des zones définies comme prioritaires pour un grand nombre d'interventions humanitaires. Entre 2006 et 2007, 20% de la population y sont dépendants de l'aide alimentaire^{185 186}. Ce chiffre connaît par ailleurs une augmentation en période de crise comme ce fut le cas entre juillet et décembre 2011, à la suite d'importantes sécheresses dans la région, année durant laquelle environ 27% de la population nécessitait

¹⁸³ World Bank, *Data Bank; Prévalence de la sous-alimentation (% de la population)*, 2015. Disponible sur: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SN.ITK.DEFC.ZS?contextual=aggregate&end=2015&locations=ET&start=2000&view=chart>.

¹⁸⁴ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, *Op.Cit.*, p48.

¹⁸⁵ ACAPS, *Op.Cit.*, 7p.

¹⁸⁶ ONU, « Report on the findings from the UN humanitarian assessment mission to the Somali region », *Op.Cit.*, pp. 19-15.

alors une aide alimentaire¹⁸⁷. En moyenne, entre 2011 et 2017, un million de personnes se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire dans la région. Au cours de cette période, l'année 2014 marque le seuil le plus bas de personnes touchées par l'insécurité alimentaire en région Somali, avec environ 75 milles personnes concernées. Depuis lors cependant, le nombre de personnes touchées ne fait qu'augmenter pour dépasser la barre des un million en 2016 et atteindre 1.75 million en 2017¹⁸⁸. Ainsi, en 2016, ce sont 61% des individus qui ont une consommation et un régime inadaptés et 31% qui nécessitent une assistance alimentaire^{189 190}. Cette même année, du fait de faibles quantités de pluie, 2.5 millions de personnes nécessitent ainsi une aide alimentaire d'urgence, 97 000 individus y souffrent de malnutrition aiguë sévère et 830 000 de malnutrition aiguë modérée¹⁹¹. L'insécurité alimentaire atteint le niveau 4 selon l'indice de l'IPC et les zones du Dollo et Korahe sont classées au niveau de catastrophe (niveau 5 selon l'IPC)^{192 193}.

Dans le domaine de la nutrition, en 2017, 60% de la population de la région soit 3.3 millions de personnes n'ont toujours pas une consommation ou un régime adéquat¹⁹⁴. En mars 2018, les estimations prévoient 89 353 cas de malnutrition aiguë sévère dans la région, faisant d'elle la deuxième région comptant le plus de cas¹⁹⁵.

Bien que les domaines de la nutrition et de l'alimentation constituent, au cours des années 2000, les domaines les plus problématiques dans la région, des besoins dans d'autres secteurs affectent également la sécurité alimentaire de cette dernière. Ainsi, environ la moitié de la superficie de la région constitue une zone nécessitant un approvisionnement en eau à la suite de sécheresses en 2016. Au cours de la crise de 2011, c'était la quasi-totalité de la

¹⁸⁷ Food and Agriculture Organisation, World Food Programme, *FAO/WFP Crop and food security assessment mission to Ethiopia*, World Food Programme, 2012, p29. Disponible sur : <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp246872.pdf?iframe>.

¹⁸⁸ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, *Op.Cit.*, p48.

¹⁸⁹ World Food Programme, *WFP Ethiopia; Drought Emergency Household Food Security Monitoring Bulletin #2*, World Food Programme, 2016, 6p. Disponible sur : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20Ethiopia%20Drought%20Emergency%20Household%20Food%20Security%20Monitoring%20Bulletin%20%232%2C%2031%20May%202016.pdf>.

¹⁹⁰ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, *Op.Cit.*, p48.

¹⁹¹ définie par un très faible rapport poids/taille (inférieure de -3z-scores à la médiane) selon les normes de l'OMS.

¹⁹² Cf. chapitre .2.3.3.2, p40.

¹⁹³ ACAPS, *Op.Cit.*, 7p.

¹⁹⁴ World Food Programme, *WFP Ethiopia Emergency Response*, World Food Programme, 2017, 2p. Disponible sur : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023097/download/?_ga=2.57948846.525301498.1521542850-324322316.1518686903.

¹⁹⁵ OCHA, *Ethiopia: Pipeline update and gaps for Nutrition*, OCHA, 2018, p1. Disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/02_nutrition_pipeline_031418.pdf.

région Somali qui se trouvait dans une telle situation¹⁹⁶. Par ailleurs, des problèmes sanitaires affectent la sécurité alimentaire dans la région, tels que des cas de rubéole ou de diarrhée aqueuse aigüe. Enfin, cette dernière est également concernée par des besoins en semences ou en soins animaliers (incluant la fourniture de vaccins, d'équipements ou de médicaments) qui affectent également le champ de la sécurité alimentaire¹⁹⁷. En 2018, l'aide humanitaire en région Somali prévoit ainsi une réponse totale s'élevant à 50 millions de dollars pour pouvoir répondre à l'ensemble des besoins identifiés, et ce en attendant l'arrivée des provisions entrantes supplémentaires¹⁹⁸.

3.3 Analyse de la réponse humanitaire

Les précédents chapitres nous ayant permis d'envisager les racines historiques comme les causes actuelles de l'insécurité alimentaire dans le contexte éthiopien et Somali, nous pouvons désormais aborder la réponse à cette insécurité, thème central de notre recherche. Dans un premier temps, nous aborderons les acteurs de l'aide en matière de sécurité alimentaire afin de la concevoir dans sa totalité et d'en souligner les éléments déterminants pour la suite du travail. Nous analyserons ensuite la nature de la réponse apportée à l'insécurité alimentaire en région Somali sous différents angles énoncés ci-dessous. Dans un premier temps, nous aborderons ainsi la répartition du financement pour l'aide humanitaire dans le domaine de la sécurité alimentaire ainsi que les objectifs qu'elle se donne. Dans un second temps, nous analyserons les différentes actions réalisées dans le domaine en région Somali. Nous soulignerons ensuite les dimensions auxquelles elle se rapporte et conclurons par une synthèse des éléments évoqués.

¹⁹⁶ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, *Op.Cit.*, p10.

¹⁹⁷ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, *Humanitarian Requirements Document - 2013*, Addis Ababa, Reliefweb, 2013, 32p. Disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/02Final_%20Jan_June%202013.pdf.

¹⁹⁸ OCHA, *Ethiopia: Food Commodities Pipeline*, Food Cluster, 2018, 1p. Disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/02_food_pipeline_031418_v5.pdf.

3.3.1 Acteurs et bailleurs de l'aide

3.3.1.1 Les organisations en présence

De manière générale, plus de 90 organisations humanitaires opèrent en Ethiopie et supportent les réponses apportées par le gouvernement. Les structures gouvernementales et les niveaux décentralisés de pouvoir servent d'armature à la réponse humanitaire dans le pays. Les partenaires qui supportent les efforts réalisés par le gouvernement comptent 11 agences des Nations Unies, 66 Organisations Non Gouvernementales Internationales (ONGI), le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et la Société de la Croix-Rouge éthiopienne (SCRE). Enfin, au moins 11 ONG nationales et communautaires supportent le travail humanitaire¹⁹⁹.

Bien que tous ces acteurs ne travaillent pas dans la région Somali ou dans le domaine de la sécurité alimentaire, un bon nombre d'entre eux y sont implémentés dans cet objectif, au sein d'une ou de plusieurs *woredas*²⁰⁰. Au début des années 2000, les ONG les plus importantes travaillant dans le domaine dans la région Somali sont *Save the Children-UK* et *Care* qui y sont implémentées dans différents *woredas*²⁰¹. D'autres ONG telles qu'*Action Contre la Faim (ACF)* ou *Médecins du Monde (MdM)* qui travaillent dans le Kebridehar ou *Médecins Sans Frontières (MSF)* sont implémentés sur des zones plus spécifiques²⁰².

Sur le terrain, la majorité de la coordination de la réponse humanitaire est réalisée par *The National Disaster Risk Management Commission (NDRMC)* qui dirige les *Disaster Risk Management Technical Working Group (DRMTWG)* au niveau fédéral et régional au travers du pays. Ces DRMTWG travaillent en parallèle avec les différents *clusters*. Par ailleurs, la NDRMC assure la coordination du champ humanitaire avec le niveau ministériel au travers de réunions *Strategic Multi-Agency Coordination (S-MAC)*. A cela s'ajoute la coordination inter-cluster orchestrée par le Bureau de la coordination des affaires

¹⁹⁹ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, *Op.Cit.*, p14.

²⁰⁰ Entité administrative au sein d'une région, comparable à un district.

²⁰¹ OCHA, *Ethiopia: Feature - Somali region sets out its programme*, Jijiga, IRIN, 2002. Disponible sur : <https://reliefweb.int/report/ethiopia/ethiopia-feature-somali-region-sets-out-its-programme>.

²⁰² ONU, « Report on the findings from the UN humanitarian assessment mission to the Somali region », *Op.Cit.*, p19.

humanitaires (BCAH) qui fixe les priorités pour l'ensemble des acteurs et assure la cohérence et la complémentarité des actions menées²⁰³. La coordination entre les différents partenaires se réalise autant au niveau national que régional et local.

Dans le cluster de l'alimentation qui constitue le cluster pour lequel l'action est la plus importante dans le domaine de la sécurité alimentaire, la prise en charge de la mise en oeuvre de l'aide d'urgence en Ethiopie se répartit entre trois entités : La NDRMC, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et un consortium d'ONG, le Programme d'opération d'urgence commune (ou *Join Emergency Operation Program*, JEOP)²⁰⁴. Dans la région Somali en Ethiopie, ce sont le PAM et la NDRMC qui sont responsables de la réponse alimentaire²⁰⁵.

3.3.1.2 Les bailleurs de l'aide

Compte tenu du nombre d'acteurs présents en Ethiopie, l'ampleur de l'aide internationale allouée au pays est considérable. Il est cependant difficile d'en évaluer le montant exact du fait des différents canaux de financement et du nombre de partenaires. Les principaux canaux pour l'aide humanitaire constituent le *Central Emergency Response Fund* (CERF), *the Ethiopian Humanitarian Fund* (EHF). Les partenaires peuvent également être financés au travers d'un financement bilatéral par des bailleurs dont les plus importants sont *the european community humanitarian office* (ECHO) ou *the Office of U.S foreign Disaster Assistance* (OFDA). Alors que le CERF finance uniquement les agences des Nations Unies et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), l'EHF participe à la fois au financement des projets des agences des Nations Unies et des ONG internationales. Les ONG nationales ne peuvent ainsi pas bénéficier directement de fonds en provenance de l'un de ces deux organismes. Pour percevoir des fonds internationaux, elles doivent établir un

²⁰³ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, *Op.Cit.*, p14.

²⁰⁴ World Food Programme, *HRD Relief Programme*, Food Cluster, 2017, 8p. Disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20Ethiopia%20HRD%20Relief%20Update_%2017%20June%202017.pdf.

²⁰⁵ World Food Programme, *2017 Emergency Situation Report #2*, WFP Ethiopia, 2017. Disponible sur : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/wfp_ethiopia_emergency_situation_report_02_march_and_april_2017.pdf.

partenariat avec une ONG internationale²⁰⁶. Enfin, pour tout de même mentionner l'aide au développement, le Groupe d'Assistance au Développement (GAD) regroupe donateurs et agences de développement en Ethiopie et établit un dialogue avec le gouvernement en intégrant les acteurs dans une approche harmonieuse et responsable²⁰⁷.

L'EHF, le principal bailleur pour les ONG internationales travaillant sur le terrain, alloue ses fonds en fonction de la correspondance du programme du partenaire avec la stratégie nationale émise par le gouvernement au travers du *Humanitarian Requirements Document* (HRD), les potentiels plans stratégiques réalisés par les régions et l'exercice humanitaire de priorisation des besoins inter-clusters²⁰⁸. L'EHF fait par ailleurs preuve de souplesse lorsque des événements imprévus modifient les besoins anticipés par ces différents documents et finance la réponse d'urgence permettant une réponse rapide aux urgences soudaines^{209,210}. Ainsi, les allocations octroyées à l'aide humanitaire par l'EHF passent de 13.6 millions de dollars en 2007 (plus bas montant alloué depuis la création de l'EHF) à 68.2 millions en 2008, puis retombent à 15.4 millions en 2010 pour ensuite remonter en 2011 à 42.9 millions²¹¹. Les fonds alloués à l'aide d'urgence varient sensiblement d'une année à l'autre selon la volonté des bailleurs et les moyens requis pour répondre aux besoins humanitaire, l'Ethiopie se voyant financée de manière plus importante lors des périodes de crise. C'est encore le cas en 2015 et 2016, années pour lesquelles l'EHF perçoit 60 et 59,4 millions. En 2017, EHF bénéficie d'un montant de 97,2 millions et finance des projets pour 83,3 millions. Vingt-deux millions de ce montant ont été reportés de l'année précédente et les plus importants contributeurs de ces fonds constituent les Etats-Unis, ECHO, la Suède,

²⁰⁶ Tasneem MOWJEE, *NGOs and Humanitarian Reform: Mapping Study*, Action Aid, 2008, 31p. Disponible sur : <https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/mapping-study-ethiopia.pdf>.

²⁰⁷ DAG Ethiopia, *About DAG*, UNDP Ethiopia, 2017. Disponible sur : <http://dagethiopia.org/new/about>.

²⁰⁸ Ethiopian Humanitarian Fund, *Reserve Allocation Paper*, Humanitarian Response, 2017, 3p. Disponible sur : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ehf_allocation_paper_reserve_november_2017.pdf.

²⁰⁹ Humanitarian Response, *HEF*, OCHA, 2018. Disponible sur : <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/ethiopia/hrf>.

²¹⁰ Ethiopia Humanitarian Fund, *2016 Annual Report*, OCHA, 2016, 36p. Disponible sur : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ehf_annual_report_2016_final_.pdf.

²¹¹ OCHA, *Humanitarian Response Fund - Ethiopia; Annual Report 2013*, Ethiopie, OCHA, 2014, p11. Disponible sur : <https://www.alnap.org/system/files/content/resource/files/main/final-hrf-annual-report-24-july-2014-for-web.pdf>

l'Allemagne et l'Irlande²¹²²¹³. A la fin de l'année 2017, la région Somali a capté 45,4% de ces ressources²¹⁴. C'est la première fois qu'elle constitue la région ayant attiré le plus de fonds de l'EHF, les régions de l'Oromia et de l'Amhara captant généralement la majorité des fonds ces dernières années^{215 216 217}. Par ailleurs, elle bénéficie de 23,4% de l'aide alimentaire distribuée au travers des actions la NDRMC, des JEOP et du WFP²¹⁸. La nutrition constitue le secteur priorisé au travers de l'exercice inter-clusters et des principes développés dans le plan régional Somali²¹⁹.

3.3.2 Les programmes mis en œuvre, entretien d'une dépendance alimentaire ou émergence d'une aide humanitaire "durable"?

3.3.2.1 L'Etat, acteur essentiel de la gestion de la sécurité alimentaire

Après avoir cerné les racines de l'insécurité alimentaire ainsi que les acteurs de la problématique en Ethiopie, nous aborderons la réponse gouvernementale à l'insécurité alimentaire afin de situer le rôle rempli par les acteurs humanitaires vis-vis de celle-ci. Pour ce faire, nous évoquerons également la manière dont coopèrent ou non ces deux protagonistes, nous permettant de saisir le cadre au sein duquel se déploie l'action humanitaire ainsi que l'influence de ce cadre sur cette dernière.

²¹² World Food Programme, « 2017 Emergency Situation Report #2 », *Op.Cit.*, pp. 2-3.

²¹³ Ethiopia Humanitarian Fund, *2017 Overview*, OCHA, 2017, p1. Disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/EHF_2017Overview_042617_0.pdf.

²¹⁴ OCHA, *Ethiopia Humanitarian Fund Update*, OCHA, 2017, 1p. Disponible sur : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ehf_update_07_dec.pdf.

²¹⁵ Ethiopia Humanitarian Fund, « 2016 Annual Report », *Op.Cit.*, p5.

²¹⁶ OCHA, *Ethiopia Humanitarian Response Fund; 2015 Annual Report*, OCHA, 2015, 38p. Disponible sur : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/final_ehf_annual_report_-_2015.pdf.

²¹⁷ Directed by Eugene OWUSU, *Humanitarian Response Fund; Ethiopia*, OCHA, 2014, 51p. Disponible sur : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/hrf_annual_report_-_2014.pdf.

²¹⁸ World Food Programme, « HRD Relief Programme », *Op.Cit.*, p3.

²¹⁹ Ethiopian Humanitarian Fund, « Reserve Allocation Paper », *Op.Cit.*, pp. 1-2.

D'un point de vue institutionnel, la réponse à l'insécurité alimentaire a connu un important développement. Si la première institution, née dans le courant de la famine de 1973-1974, constituait en des dispositifs peu efficaces de prévention et de secours des victimes de la sécheresse, la structure institutionnelle pour la sécurité alimentaire en Ethiopie se développe progressivement^{220 221}. En 1993, une révision de la gestion des risques de désastres et catastrophes mène à la création de la *National Policy on Disaster Prevention and Management* (NPDPM) ainsi qu'à l'émission de lignes directrices pour l'implémentation de telles politiques en 1995. La même année fut créé *the Disaster Prevention and Preparedness Commission* (DPPC). Les initiatives gouvernementales continuent d'aboutir sur une série de programmes et structures aux cours des années 2000. Celles-ci visent alors plus particulièrement à sortir du cycle de réponses d'urgence aux crises alimentaires au travers de l'adoption d'une démarche proactive en matière de gestion des risques de désastres²²². La logique d'aide d'urgence dominait effectivement jusqu'alors la conception des institutions oeuvrant pour la sécurité alimentaire. Ainsi, en 2004, le DPPC fut scindé en deux bureaux distincts. Le premier, *the Disaster Prevention and Preparedness Agency* (DPPA) est dédié à la réponse d'urgence tandis que le second, *the Food security Coordination Bureau* (SCB), est dédié au traitement de l'insécurité alimentaire chronique, témoignant d'une distinction des démarches à adopter dans les deux cas²²³. Par ailleurs, dès 2003, les bureaux de certains secteurs clés tels que celui du ministre de l'Agriculture et du développement rural furent impliqués de manière plus importante dans la gestion des risques de catastrophe. En 2007, la DPPA fut finalement transférée sous la responsabilité du *Ministère de l'agriculture et du développement rural*. Cette démarche aboutit par ailleurs sur la création de structures pour la réduction des risques de catastrophes dans les Etats régionaux²²⁴. Ainsi, en Ethiopie, les institutions contre l'insécurité alimentaire s'intègrent peu à peu aux structures nationales et, comme nous le verrons encore plus tard, se rapportent à un nombre de domaines de plus en plus variés. Cette série de réformes institutionnelles démontre le passage d'une approche centrée sur la réponse d'urgence aux sécheresses à une

²²⁰ Global Facility for Disaster Reduction and Recovery , *Ethiopia*, GFDRR, 2017. Disponible sur : <https://www.gfdr.org/en/ethiopia>.

²²¹ Mesay K. DUGUMA, Michael BRÜNTRUP, Daniel TSEGAI, *Policy Options for Improving Drought Resilience and its Implication for Food Security; the Cases of Ethiopia and Kenya*, Bonn, German Development Institute, 2017, pp. 33-56.

²²² Global Facility for Disaster Reduction and Recovery, *Op.Cit.*

²²³ Mesay K. DUGUMA, Michael BRÜNTRUP, Daniel TSEGAI, *Op.Cit.*, pp. 33-56.

²²⁴ Mesay K. DUGUMA, Michael BRÜNTRUP, Daniel TSEGAI, *Op.Cit.*, pp. 33-56.

approche plus proactive et multisectorielle, prenant en compte une plus grande variété de facteurs²²⁵.

A l'heure actuelle, la majorité des actions réalisées par le gouvernement éthiopien dans le domaine de l'insécurité alimentaire sont ainsi principalement gérées par le *Disaster Risk Management and Food Security Sector* (DRMFSS), département se trouvant sous la responsabilité du Ministre de l'Agriculture et entièrement dédié à la prévention et au management de l'insécurité alimentaire au niveau national. Le département se voit effectivement chargé du système national d'alerte précoce, de la planification de la réponse et du *Productive Safety Net Programme* (PSNP) ainsi que de la coordination entre les différents acteurs dont les acteurs humanitaires. Bien que nous évoquons les programmes les plus essentiels en matière de sécurité alimentaire ci-dessous, il est important de souligner que d'autres départements se voient affectés au traitement de l'insécurité alimentaire, celle-ci étant désormais envisagée de manière multisectorielle.

Ainsi, et comme expliqué dans l'annexe V, d'un point de vue institutionnel mais également stratégique et pratique, le gouvernement éthiopien se donne de nombreux moyens pour travailler sur la problématique de la sécurité alimentaire et ce, au travers d'une approche multidimensionnelle et sur différents niveaux²²⁶. Les programmes mis en place abordent l'insécurité alimentaire dans ses différentes dimensions. Ses nombreuses racines telles que le manque d'infrastructure, la pauvreté, les risques de désastres, la gestion des ressources ou encore l'accès aux technologies adaptées sont directement traitées au travers de programmes mis en place. Outre l'aide d'urgence et d'un point de vue stratégique, la réponse gouvernementale se veut efficace et durable en s'adressant aux causes sous-jacentes de cette dernière. Les structures et les initiatives mises en place par l'Etat éthiopien font de celui-ci à la fois un acteur de la prévention des crises au travers du système d'alerte précoce, un pilier de la planification et de la coordination entre les différents acteurs oeuvrant pour la sécurité alimentaire au travers de structures de coordination et d'évaluation des besoins et de récolte de fonds et à la fois un moteur de l'action au travers de sa politique pro-pauvres et des nombreux programmes et structures dédiés à l'amélioration de la sécurité alimentaire. De cette manière, ce dernier constitue le protagoniste au centre de l'action pour la sécurité alimentaire, tant au niveau national qu'au travers des structures locales. Les études

²²⁵ Global Facility for Disaster Reduction and Recovery, *Op.Cit.*

²²⁶ Cf. annexe V, pp. 123-126.

démontrent en ce sens une implication grandissante de la part du pouvoir politique dans le domaine de la sécurité alimentaire. Ainsi, en 2016, le gouvernement dépense 800 millions de dollars dans le but de contrôler les impacts de la sécheresse de cette année-là. Alors que cette dernière était importante et que ses conséquences auraient pu être désastreuses, les impacts furent limités grâce à l'intervention gouvernementale soutenue par les organisations internationales²²⁷.

3.3.3 Action humanitaire pour la sécurité alimentaire en région Somali

D'importantes recherches au travers de la revue de la littérature nous permettent à présent d'exposer une synthèse de l'action humanitaire en matière de sécurité alimentaire dans la région Somali d'Ethiopie. Elles démontrent déjà que les programmes évoqués constituent le résultat d'une collaboration très étroite entre les instances publiques nationales et les acteurs de l'aide humanitaire (les ONG nationales et internationales, et d'autres organisations internationales telles que le PAM ou la FAO). Ci-dessous, elles souligneront que, de 2000 à nos jours, un très large panel d'actions ont effectivement été mises en œuvre dans ce but.

3.3.3.1 Objectifs de l'action humanitaire et secteurs financés ?

Depuis longtemps, les acteurs humanitaires travaillent en Ethiopie dans le but de secourir les victimes de la famine et autres désastres. Aujourd'hui encore, un nombre important d'organisations internationales y sont continuellement présentes et y travaillent de manière conjointe avec le gouvernement au travers des structures dont celui-ci dispose²²⁸. Ainsi, en 2017, alors que le département national de la NDRMC assure une aide à environ 4.62 millions de personnes, le PAM et le JEOP assurent respectivement une assistance à 1.79 et 1.46 million de personnes²²⁹.

²²⁷ Mesay K. DUGUMA, Michael BRÜNTRUP, Daniel TSEGAI, *Op.Cit.*, pp. 33-56.

²²⁸ World Food Programme, *Country Brief*, World Food Programme, 2018, p.2. Disponible sur : https://docs.wfp.org/api/documents/db1e06bb7dee48ca826c1d0d477cb555/download/?_ga=2.20132412.525301498.1521542850-324322316.1518686903.

²²⁹ OCHA, « Ethiopia: Food Commodities Pipeline », *Op.Cit.*, p.1.

Au niveau national, entre 2000 et 2010, le financement alloué aux acteurs humanitaires est principalement dédié à l'aide alimentaire d'urgence. Chaque année, un nombre important de personnes sont effectivement dépendantes de l'aide humanitaire, principalement dans le domaine alimentaire. Ce secteur capte ainsi, entre 2005 et 2009, entre 175 millions et 650 millions de dollars par an. Les financements captés dans le domaine varient en fonction des besoins recensés, les années connaissant des désastres étant plus largement financées compte tenu de l'importance des besoins. Les autres secteurs en lien avec la sécurité alimentaire sont proportionnellement largement moins financés que l'aide alimentaire d'urgence. Ainsi, entre 2005 et 2009, l'aide alimentaire d'urgence capte 80.5% du financement humanitaire²³⁰. Au cours de la même période, seulement 0.5% de ce financement est consacré à la prévention des désastres et à la préparation de leur survenue²³¹. En 2013, les allocations du HRF²³² sont majoritairement dédiées au secteur de la nutrition et ce à hauteur de 12.3 millions de dollars. Suivent ensuite les secteurs de l'agriculture (4.3 millions \$), de la protection (3 millions \$) qui ne concernent pas directement l'action pour la sécurité alimentaire dans notre cas, et le secteur *Water, Sanitation and Hygiene* (WASH) (2 millions \$)²³³. Les allocations du CERF, seconde instance de financement de l'action internationale humanitaire en Ethiopie accorde également la part la plus importante de son budget en matière de sécurité alimentaire au travers du secteur de l'alimentation dont les régions d'Oromia et Somali constituent les principales bénéficiaires²³⁴. Par ailleurs, les secteurs WASH et de l'agriculture sont, à la suite du secteur de l'alimentation, les secteurs les plus financés²³⁵. Les activités au cours de la sécheresse de 2015-2016 semblent ne pas varier. Le secteur de l'agriculture connaît cependant une importante campagne d'urgence en matière de semences²³⁶. Au cours de cette période, les rapports humanitaires soulignent les efforts réalisés au niveau du renforcement des moyens de subsistance et de la résilience²³⁷. En 2017 encore, dans les régions d'Oromia et de Somali, ce sont les secteurs de l'aide

²³⁰ Global Humanitarian Assistance, *Op.Cit.*, p.10.

²³¹ Global Humanitarian Assistance, *Op.Cit.*, p.10.

²³² Cf. chapitre 3.3.1.2, p72.

²³³ OCHA, « Humanitarian Response Fund - Ethiopia; Annual Report 2013 », *Op.Cit.*, p.12.

²³⁴ Central Emergency Response Fund, *Ethiopia 2013*, United Nations CERF, 2013. Disponible sur : <http://www.unocha.org/cerf/cerf-worldwide/where-we-work/eth-2013>.

²³⁵ Central Emergency Response Fund, *Op.cit.*

²³⁶ Food and Agriculture Organization, *2016 Emergency Seed Response*, Food and Agriculture Organization, 2016. Disponible sur : <http://www.fao.org/emergencies/fao-in-action/stories/stories-detail/en/c/455625/>.

²³⁷ Food and Agriculture Organization, « 2016 Emergency Seed Response », *Op.Cit.*

alimentaire d'urgence, puis de la santé et de la nutrition qui captent l'essentiel des ressources attribuées à l'action humanitaire²³⁸.

D'un point de vue plus stratégique, en 2017, les objectifs de l'action humanitaire soulignés par le HRD sont les suivants : 1) Sauver des vies et réduire la morbidité induite par la sécheresse et l'insécurité alimentaire aiguë; 2) Protéger et restaurer les moyens de subsistance; 3) Préparer et répondre à d'autres chocs humanitaires, désastres naturels, conflits et déplacements. La sécurité alimentaire se trouve donc en première ligne des objectifs poursuivis par l'action humanitaire. Ces objectifs sous-entendent par ailleurs une approche court-terme de l'action tout en incluant la *réduction* des risques de catastrophe au travers de la protection des moyens de subsistance et de la *préparation* face aux chocs²³⁹. Au cours des 10 dernières années, la région Somali connut un nombre important de chocs climatiques nuisant fortement à sa population. Plusieurs documents soulignent ainsi l'état dramatique de la sécurité alimentaire dans la région ainsi que dans d'autres zones pastorales et agropastorales limitrophes, faisant de la région Somali une zone prioritaire pour l'action humanitaire depuis la deuxième dizaine des années 2000²⁴⁰. Elle constitue donc la cible de nombreux programmes entrepris et une des principales régions bénéficiaires de l'aide humanitaire actuelle^{241 242}.

A présent que la manière dont les secteurs ont été investis par l'action humanitaire au cours des années 2000 dans le domaine de la sécurité alimentaire ont été abordés, analysons plus en détail le contenu de l'action menée dans chacun de ces domaines en région Somali.

3.3.3.2 L'Aide humanitaire par secteur d'activité

3.3.3.2.1 Pour le secteur de l'alimentation : l'humanitaire en soutien au PSNP

Les agences humanitaires et gouvernementales réalisent des efforts conjoints pour l'évaluation des besoins en matière alimentaire ainsi que dans l'offre de la réponse. De cette

²³⁸ Ethiopian Humanitarian Fund, « Reserve Allocation Paper », *Op.Cit.*, p.2.

²³⁹ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, « Humanitarian Requirements Document », *Op.Cit.*, pp.11-12.

²⁴⁰ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, « Humanitarian Requirements Document - 2013 », *Op.Cit.*, 31p.

²⁴¹ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, « Humanitarian Requirements Document », *Op.Cit.*, pp.11-12.

²⁴² WFP, « Country Brief », *Op.Cit.*, 2p.

manière, en soutien à l'action du PSNP et de manière complémentaire à ce dernier, le JEOP ainsi que le PAM assument la livraison d'une aide alimentaire²⁴³. Les programmes gouvernementaux abordés ci-dessous sont effectivement complétés par une aide d'urgence internationale humanitaire, cependant moins prévisible et donc moins appréciée que l'aide offerte par ces derniers²⁴⁴. Au niveau national, les différents partenariats humanitaires sont responsables de collecter la nourriture acheminée aux points stratégiques pour ensuite la délivrer aux points de distribution. En région Somali, l'acheminement et la distribution de l'aide alimentaire humanitaire sont placés sous la responsabilité du PAM bien qu'une petite partie de la région soit néanmoins sous la responsabilité de la NDRMC. Au travers de la *Protracted Relief and Recovery Operation* (PRRO 200712), le PAM s'adresse ainsi aux personnes souffrant d'insécurité alimentaire et de malnutrition de manière chronique ou transitoire dans les régions exposées aux risques de désastres. Dans la lignée du PSNP et du *Government's Growth Transformation Plan*, il vise à offrir une assistance alimentaire d'urgence ou prévisible, pour les cas d'insécurité alimentaire chronique, et à résoudre la malnutrition au travers d'approches curatives et préventives. Il poursuit pour ce faire un objectif de croissance de revenus et d'amélioration de la sécurité alimentaire en milieu rural. Il est ainsi censé supporter les efforts du gouvernement en matière alimentaire, nutritionnelle ainsi que pour la gestion des risques de catastrophe. Comme le PSNP, le PAM apporte à la fois une solution alimentaire, nutritionnelle et monétaire à l'insécurité alimentaire en région Somali²⁴⁵. De cette manière, en 2017, 20 004 Mt de nourriture ont été distribuées, servant à 1 697 796 personnes²⁴⁶. Comme indiqué par le PAM, les *woredas* en région Somali sont en grande majorité désignées comme étant de priorité 1 ou 2 pour la distribution de l'aide alimentaire d'urgence en 2017²⁴⁷. Au sein de ces *woredas*, les personnes vulnérables et les personnes plus affectées par l'insécurité alimentaire et dont cette insécurité résulte d'un choc (sécheresse, inondation, conflit) sont par ailleurs ciblées en premier lieu dans le cas de ressources insuffisantes²⁴⁸.

²⁴³ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, « Humanitarian Requirements Document », *Op.Cit.*, p.27.

²⁴⁴ World Bank, « Moving Away from Humanitarian Appeals to Managing Droughts in Ethiopia », *Op.Cit.*

²⁴⁵ WFP, *Responding to Humanitarian Crises and Transitioning Food-Insecure Groups to More Resilient Strategies*, Ethiopie, World Food Programme, 2018. Disponible sur : http://www1.wfp.org/operations/200712-responding-humanitarian-crises-and-transitioning-food-insecure-groups-more?_ga=2.236286402.297622350.1525353659-324322316.1518686903.

²⁴⁶ WFP, « HRD Relief Programme », *Op.Cit.*, p.3.

²⁴⁷ WFP, « HRD Relief Programme », *Op.Cit.*, p.8.

²⁴⁸ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, « Humanitarian Requirements Document », *Op.Cit.*, pp.26-27.

3.3.3.2.2 Nutrition et santé, des programmes aux objectifs variés

En réponse à l'importante malnutrition en région Somali, les ONG nationales et internationales y réalisent des programmes de nutrition depuis les années 2000. A la suite des sécheresses de 2015 et 2016, la région Somali constitue à l'heure actuelle une des principales zones cibles pour l'action humanitaire en matière de nutrition²⁴⁹. Ces programmes varient largement en fonction des zones du fait des contraintes sécuritaires dans la région et de la taille de la population. Le *woreda* de Gode fut ainsi largement couvert tandis que d'autres zones furent faiblement prises en charge car faiblement peuplées. Par ailleurs, du fait du manque de prise en charge de la nutrition par les instances gouvernementales (dans ce cas la DPPC) et du manque de ligne de conduite et de coordination entre les différents acteurs, les ONG furent, au début des années 2000, amenées à travailler selon leurs propres critères (d'admission, de traitement), manquant parfois de cohérence entre elles. Le manque de coordination fut en partie comblé par la nouvelle organisation humanitaire en clusters de 2006²⁵⁰.

Les programmes de nutrition mis en place et soutenus par les ONG en région Somali consistent à la fois en des centres nutritionnels thérapeutiques (CNT) et des centres nutritionnels ambulants. Ils comptent également des traitements vermifuges ainsi que des programmes d'apport en vitamine A. Les premiers bénéficiaires de tels programmes sont les enfants en bas âge et les femmes enceintes et allaitantes²⁵¹. La situation nutritionnelle en région Somali est par ailleurs soutenue, depuis 2012, par des programmes de nutrition dans les écoles lancés par le PAM. Les rations, à consommer à l'école, peuvent également être emportées par les filles en région pastorale afin de motiver les parents de ces dernières à les laisser à l'école. En 2012, plus de 60 000 enfants bénéficient ainsi du programme alimentaire à l'école et parmi eux, plus de 50 000 de portions à emporter²⁵².

Depuis le début des années 2000, le nombre de personnes souffrant de malnutrition aiguë sévère et de malnutrition aiguë modérée semble ainsi avoir diminué²⁵³. Il connaît cependant

²⁴⁹ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, « Humanitarian Requirements Document », *Op.Cit.*, pp.30-32.

²⁵⁰ S.A, « Somali Region Ethiopia », *Field Exchange*, Ethiopie, n°11, 2000, p.24. Disponible sur : <https://www.ennonline.net/fex/11/somali>.

²⁵¹ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, « Humanitarian Requirements Document », *Op.Cit.*, pp.30-32

²⁵² FAO, World Food Programme, *Op.Cit.*, pp38-39.

²⁵³ FAO, World Food Programme, *Op.Cit.*, p.31.

encore des pics en 2011 et 2017. Ainsi, en 2017, les équipes MSF ont soigné 6136 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition sévère entre janvier et mars, un nombre 10 fois plus élevé que l'année précédente à la même période²⁵⁴.

Gouvernement et partenaires collaborent encore une fois, dans le domaine de la nutrition, dans le but d'assurer un accès de qualité et dans les temps impartis aux services de nutrition pour un maximum de bénéficiaires. Ils s'accordent par ailleurs pour renforcer les capacités du personnel de santé, pour améliorer le système d'information et d'éducation des communautés en matière de nutrition et pour mener des actions curatives comme préventives²⁵⁵.

3.3.3.2.3 Eau, hygiène et assainissement, pour un accès à l'eau saine

Une large variété d'ONG et d'organisations de développement travaillent dans le but de favoriser l'accès à l'eau en zone pastorale. Parmi elles travaillent notamment ACF, *Catholic Relief Services* (CRS), CARE, Oxfam et des organisations locales²⁵⁶. Ces activités qui permettent aux communautés de bénéficier d'un accès à une eau saine participent au renforcement de leur sécurité alimentaire. En effet, de par le niveau anormalement bas des précipitations dans la région, la population et le bétail souffrent d'importantes pénuries d'eau²⁵⁷. Principalement financée par l'OFDA et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), la réponse à ces pénuries consiste en l'approvisionnement des communautés en eau par camion, en la réhabilitation ou la construction de points d'eau, en la distribution de kits d'assainissement et en la promotion de l'assainissement et de l'hygiène²⁵⁸. Les activités menées s'étendent sur des périodes de trois à six mois mais certaines, abordées ci-dessous, tentent cependant de sortir de la logique d'urgence au travers

²⁵⁴ MSF, « Ethiopie : dix fois plus d'enfants souffrant de malnutrition dans la zone de Dolo », MSF, 2017. Disponible sur : <https://www.msf.ch/nos-actualites/communiqués-presse/ethiopie-dix-fois-plus-d'enfants-souffrant-malnutrition-zone-dolo>.

²⁵⁵ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, « Humanitarian Requirements Document », *Op.Cit.*, pp. 30-34.

²⁵⁶ Magda NASSEF, Mulugeta BELAYHUN, *Water Development in Ethiopia's Pastoral Areas*, Addis Ababa, Save the Children, 50p.

²⁵⁷ Mohammed SIYAD ABDI, *Rapid Assessment in Sitti Zone*, Sitti, Fews Net, 2015, 5p. Disponible sur : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/trip_report_from_rapid_assessment_sitti_may_2015_final.pdf.

²⁵⁸ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, « Humanitarian Requirements Document », *Op.Cit.*, pp. 37-40.

de la réhabilitation ou de la création de points d'eau²⁵⁹. La communication limitée entre les acteurs humanitaires et les acteurs du développement dans le domaine restreint néanmoins les ambitions de développement sur le long terme et le renforcement de la résilience des projets²⁶⁰. Par ailleurs, la réponse d'urgence est parfois limitée du fait du manque de fonds et de la complexité de l'accès à l'eau dans les sols en région Somali^{261 262}.

3.3.3.2.4 *Dans le secteur de l'agriculture, prise en compte marquée des spécificités du mode de vie pastoral et agro-pastoral*

Au sein du cluster de l'agriculture sont distinguées les activités destinées aux régions pastorales et agro-pastorales et les régions agraires. La réponse se veut ainsi adaptée aux spécificités du mode de vie pastoral et agropastoral. En région Somali, cette dernière consiste tout d'abord en un apport de compléments nutritionnels pour le bétail. Les interventions visent les ménages pastoraux qui ne possèdent pas les moyens d'acheter les compléments nécessaires pour conserver l'ensemble de leur bétail²⁶³. En permettant aux éleveurs de conserver l'ensemble de leurs actifs au cours des périodes où la nourriture vient à manquer, l'intervention leur permet de maintenir leur production et leurs revenus, protégeant ainsi la sécurité alimentaire du ménage.

La mise en oeuvre de distributions d'urgence de semences dans la région poursuit le même objectif, permettant aux ménages agriculteurs ou agro-pastoraux de poursuivre leur production malgré le manque de moyens pour l'achat de semences. La fourniture de semences de bonne qualité leur permet de poursuivre leur activité agraire pour les deux prochaines saisons tout en assurant des rendements intéressants. Ainsi, en 2011, 1,27 MT de semences ont été nécessaires en urgence pour permettre aux agriculteurs et agro-pastoraux de poursuivre leurs activités²⁶⁴. Oxfam constitue l'organisation coordinatrice des

²⁵⁹ Magda NASSEF, Mulugeta BELAYHUN, *Op.Cit.*, pp. 25-26.

²⁶⁰ Magda NASSEF, Mulugeta BELAYHUN, *Op.Cit.*, pp. 25-26.

²⁶¹ Mohammed SIYAD ABDI, *Op.cit.*, 5p.

²⁶² Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, « Humanitarian Requirements Document », *Op.Cit.*, pp. 37-40.

²⁶³ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, *Joint Government and Humanitarian Partners' Revised Humanitarian Requirements Document for South and South-eastern Parts of the Country*, Addis Ababa, World Food Programme, 2011, pp. 9-10.

²⁶⁴ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, « Joint Government and Humanitarian Partners' Revised Humanitarian Requirements Document for South and South-eastern Parts of the Country », *Op.Cit.*, pp. 9-13.

distributions. En 2017, les distributions ont toujours lieu dans la région bien que les acteurs humanitaires envisagent des stratégies de sortie.

Des programmes offrent également un apport en bétail lorsque les pertes ont été trop importantes, ainsi que des services vétérinaires aux animaux permettant la protection du bétail contre les maladies lorsque leur condition physique est affaiblie. Ils permettent de ce fait de limiter les maladies, particulièrement au cours de sécheresses. Ainsi, en 2011, plus de 1 998 310 bêtes ont été traitées pour un budget de 1 204 428 de dollars sur trois régions pastorales dont la région Somali²⁶⁵.

Enfin, les communautés seront encouragées à mettre en place des centres de nutrition animale comme des interventions de déstockage afin de permettre aux animaux les plus productifs de survivre aux sécheresses et de stabiliser les prix des produits liés au bétail sur le marché. Les mesures de sauvegarde du bétail permettent à la fois une continuité dans la production de lait, essentiel à l'alimentation en région Somali, et la conservation d'une certaine stabilité des prix dans le commerce de bétail²⁶⁶.

A l'heure actuelle, la limitation des impacts des sécheresses en région Somali nécessite une intervention d'urgence de sorte à conserver les troupeaux. La région Somali constitue une cible prioritaire pour l'action humanitaire dans le secteur. En 2017, une réponse d'urgence sous les formes citées-ci dessus constitue l'actuelle stratégie humanitaire et gouvernementale étant donné l'état d'urgence.

3.3.3.2.5 Activités multisectorielles hors cluster

Certains programmes sortant du cadre des clusters humanitaires sont mis en place par les partenaires et le gouvernement travaillant de manière conjointe. Ces programmes incluent généralement des actions touchant à différents domaines et sont ainsi porteurs d'une approche particulière.

²⁶⁵ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, « Joint Government and Humanitarian Partners' Revised Humanitarian Requirements Document for South and South-eastern Parts of the Country », *Op.Cit.*, pp. 9-13.

²⁶⁶ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, « Humanitarian Requirements Document », *Op.Cit.*, pp. 17-19.

a) Le programme “Managing Environmental Resources to Enable Transitions” (MERET)

Le programme MERET en Ethiopie est lancé en 2003 pour une période de 30 ans. Il cible des communautés connaissant une insécurité alimentaire chronique dans les régions d’Amhara, Dire Dawa, Oromiya, SNNP, du Tigré et de Somali. Le programme fournit à ces communautés une assistance alimentaire ou monétaire en échange de leur participation à des activités de conservation du sol ou de l’eau, de maintien des infrastructures rurales, de reforestation ou à des activités génératrices de revenus²⁶⁷. Le gouvernement éthiopien et le PAM travaillent conjointement pour l’implémentation du projet qui bénéficie à 649 000 personnes en 2012. Ainsi, ce dernier favorise le renforcement de la sécurité alimentaire des communautés et leur participation à la réhabilitation des ressources nécessaires au maintien de celle-ci²⁶⁸.

b) CDRM-Pillar plus.

Mis en place par l’organisation *Save the Children* soutenue par la commission européenne, le programme *Community Disaster Risk Management* a pour but de rendre les communautés résilientes aux risques de sécheresses en réduisant leur vulnérabilité à ces dernières. Le projet vise ainsi 40 208 ménages pastoraux et agro-pastoraux dans les régions de l’Afar et de Somali²⁶⁹. Les activités, prévues sur une période de 15 mois en région Somali, touchent à la fois au domaine économique (diversification des activités économiques, renforcement des capacités et formations), aux actifs des populations (réhabilitation de points d’eau, protection des animaux contre les maladies) et à la gestion des ressources naturelles (formation à la gestion des sols, pâturages,...)²⁷⁰.

²⁶⁷ FAO, World Food Programme, *Op.Cit.*, pp. 39-40.

²⁶⁸ WFP, *MERET (Managing environmental Resources to Enable Transitions)*, Addis Ababa, WFP, 2012, 2p. Disponible sur : <https://m.wfp.org/sites/default/files/MERET%20Factsheet.pdf>.

²⁶⁹ Gudina GEMECHIS, Tola Tarekegn, *Community Disaster Risk Management (CDRM-PILLAR Plus) - Project for Drought Prone Areas of Ethiopia*, Addis Ababa, Save the Children, 2012, pp. 55-56.

²⁷⁰ Gudina GEMECHIS, Tola Tarekegn, *Op.Cit.*, pp. 55-56.

c) Enhanced livelihoods in the mandera triangle (ELMT) and Enhanced Livelihoods in Southern Ethiopia (ELSE)

Mis en place par une collaboration entre CARE, Save the Children et Vétérinaires Sans Frontière (VSF) Suisse, ce programme vise un renforcement des capacités des communautés à faire face à l'insécurité alimentaire. Bien que leurs activités incluent des activités de prévention et de réponse d'urgence, leur objectif consiste à fortifier les communautés de sorte à ce qu'elles aient une gestion productive, durable et résistante aux chocs de leurs moyens de subsistance. Par ailleurs, le programme vise également la diversification de ces moyens tout comme que le renforcement des capacités de gouvernance civile de la communauté²⁷¹.

3.3.3.3 Une aide oscillant entre anciennes et nouvelles démarches

D'un point de vue théorique, l'action humanitaire touche aux différentes dimensions de la sécurité alimentaire, démontrant une compréhension complète du concept des acteurs humanitaires. En effet, dans un premier temps, les dimensions de la disponibilité et de l'accès à l'alimentation sont abordées en région Somali au travers des programmes d'aide alimentaire, de nutrition, de distribution de semences et d'apports nutritionnels et de soins pour le bétail. Ces différentes activités permettent en effet d'augmenter la production et la quantité alimentaire disponible ou d'assurer un accès pour le ménage à cette dernière. D'un autre côté, les activités dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, ainsi que certaines activités dans le secteur de la nutrition renforcent une utilisation et une consommation adéquate de la nourriture, touchant ainsi à la troisième dimension de la sécurité alimentaire. Enfin, les acteurs humanitaires accordent une attention croissante au problème de la durabilité de la sécurité alimentaire en région Somali, notamment car celle-ci est largement exposée à des risques de catastrophe. Des programmes mêlant réponse d'urgence aux besoins et projets de renforcement des infrastructures et des moyens de subsistance sont ainsi mis en place conjointement avec le gouvernement. Ces projets qui entrent dans la stratégie gouvernementale se voient favorisés par certains acteurs humanitaires et bailleurs de fonds favorables à une telle approche telle que la commission

²⁷¹ Nigel NICHOLSON, Solomon DESTA, *Final Evaluation - Enhanced Livelihoods in the Mendera Triangle (ELMT) and Enhanced Livelihoods in Southern Ethiopia (ELSE) Program 2007-2009*, Save the Children, 2010, 62p.

européenne. Cependant, face à la logique d'urgence, la majorité du budget et des actions humanitaires mises en œuvre ne sont concrètement pas créatrices de résilience face aux catastrophes, démarche parfois même absente de la stratégie du cluster. Si l'aide humanitaire permet effectivement la protection ou la restauration des moyens de subsistance, elle permet par contre rarement aux populations de devenir indépendantes vis-à-vis d'elle de manière durable.

D'un autre côté, au regard des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire évoquées ci-dessus²⁷², l'action humanitaire réalisée dans le domaine en région Somali répond à un certain nombre des racines de l'insécurité alimentaire. Grâce aux efforts réalisés au niveau gouvernemental et aux progrès réalisés dans le domaine humanitaire, l'action humanitaire aborde l'insécurité alimentaire en Ethiopie de manière compréhensive. Ainsi, des efforts sont réalisés en matière de gestion des risques de catastrophe, des efforts étant faits pour rendre les communautés plus résilientes face aux risques de sécheresses notamment. Les activités de food-for-work (et cash-for-work) permettent par ailleurs de répondre aux besoins tout en mettant en œuvre des travaux utiles à la communauté. Ces travaux, qu'ils consistent en la construction d'infrastructures, réhabilitation de sols ou protection de l'environnement, ont pour but de s'adresser aux causes de l'insécurité alimentaire et d'offrir, de manière durable, une partie de la solution à cette dernière. Par ailleurs, l'action humanitaire, en consacrant entièrement certaines activités à la protection des actifs, à la réduction des risques de catastrophe et au renforcement de la résilience, permet dans certains cas une réponse s'adressant directement à la source de l'insécurité. Une telle réponse est ainsi mise en œuvre lorsque, par exemple, elle forme les communautés à des pratiques de soins et d'hygiène, ou lorsqu'elle établit des centres de nutrition pour le bétail et des mécanismes de déstockage dans les communautés. De cette manière, elle répond également à des besoins propres aux communautés pastorales, démontrant une certaine compréhension de leurs moyens de subsistance et mode de vie.

L'aide humanitaire pour la sécurité alimentaire reste cependant principalement une aide alimentaire d'urgence. D'un point de vue budgétaire et au niveau de la mise en œuvre, cette dernière consiste effectivement d'abord en une aide alimentaire. Sous cette forme, elle continue de décourager les bénéficiaires à engendrer leurs propres revenus et ressources. De

²⁷² Cf. chapitre 3.2.1, p55.

cette manière, si de nombreux efforts sont réalisés en matière de gestion de risques de catastrophe et pour améliorer la résilience des populations, celle-ci n'est cependant réellement renforcée qu'au travers d'une faible part de l'aide humanitaire. La majorité du budget étant alloué à des activités d'urgence uniquement, ce dernier est souvent insuffisant pour poursuivre la démarche d'action durable.

Alors que d'importants cadres sont mis en place et de nombreuses démarches sont réalisées pour favoriser l'action résiliente par tous les acteurs de l'aide, l'action humanitaire reste néanmoins fortement ancrée dans une logique d'urgence²⁷³. Celle-ci s'explique en partie par l'insuffisance de financement pour poursuivre de manière parallèle, des actions de court et de long terme. Bien qu'elle ne sera jamais suffisante pour répondre à l'entièreté des facteurs de l'insécurité alimentaire en région Somali, des efforts peuvent encore être fournis dans le but de développer une réponse humanitaire incluant un peu plus la dimension de la durabilité. Rompre le cercle de la réponse aux besoins est nécessaire, le risque de l'épuisement des donateurs ou de l'apparition d'un contexte géopolitique moins favorable menaçant directement l'approvisionnement en nourriture de millions d'éthiopiens²⁷⁴.

²⁷³ WFP, « Country Brief », *Op.Cit.*, 2p.

²⁷⁴ Sue LAUTZE, Angela RAVEN-ROBERTS, Teshome ERKINEH, « Humanitarian governance in Ethiopia », *Humanitarian Exchange*, Londres, n°43, 2009, pp.7-10.

4 Conclusion générale

L'objet général de ce mémoire porte sur les formes de réponses humanitaires à l'insécurité alimentaire en région pastorale et agropastorale somali en Ethiopie. De nos jours, si la faim a été éradiquée sur une partie du globe, l'alimentation continue de susciter de nombreux questionnements tels que comment assurer des quantités de nourriture suffisantes et la possibilité pour tous d'y accéder ? Quelles doivent-êtr nos pratiques alimentaires ? Comment pratiquer l'agriculture dans certains milieux et comment la réinventer dans d'autres ? Toutes ces réflexions concernent directement la notion de sécurité alimentaire et suscitent, à l'heure actuelle, de nouveaux débats et réflexions. Dès lors que celle-ci constitue toujours un enjeu pour nos sociétés, il semble utile et pertinent d'en questionner les acteurs et leurs pratiques.

En Ethiopie, les acteurs humanitaires travaillent dans le domaine alimentaire de manière permanente depuis les années 1980²⁷⁵. Alors que d'importants fonds sont débloqués chaque année dans le but de répondre à l'insécurité alimentaire, le pays reste aujourd'hui exposé à de nombreuses crises - certes contenues - mais successives, dans le domaine alimentaire. Face à une problématique telle que celle connue en Ethiopie et dans le respect des principes humanitaires, quels sont les moyens dont disposent les acteurs humanitaires pour répondre à l'insécurité alimentaire ?

La zone géographique sur laquelle se concentre notre recherche - la région Somali - constitue à l'heure actuelle une des régions les plus marquée par l'insécurité alimentaire en Ethiopie^{276 277}. Par ailleurs, elle représente une région largement exposée aux chocs climatiques auxquels sa population, majoritairement pastorale et agropastorale, est très sensible²⁷⁸. L'étude de la notion de sécurité alimentaire démontre que l'insécurité alimentaire comporte plusieurs dimensions et qu'elle se voit définie par une multitude de facteurs et leurs interactions²⁷⁹. Les premières recherches soulignent ainsi que les seules conditions climatiques ne peuvent à elle-seules expliquer une situation alimentaire difficile,

²⁷⁵ MSF, *Famine et transferts forcés de populations en Ethiopie 1984-1986*, Médecins Sans Frontières, Coll. « Prises de parole publiques », 2013, p12.

²⁷⁶ Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, *op.cit.*, pp. 19-29.

²⁷⁷ Cf. annexe VII, p133.

²⁷⁸ Cf. chapitre 3.2.1.1, p56.

²⁷⁹ Cf. chapitres 2.1 et 2.2, pp. 22-33.

ce qui semble pourtant transparaître au travers de nombreux discours. L'histoire éthiopienne comme l'analyse des causes de l'insécurité alimentaire en région Somali confirment l'exactitude de cette affirmation, une telle problématique résultant généralement de la superposition d'une multitude de facteurs^{280 281}. En parallèle, les découvertes réalisées au cours de notre démarche soulignent la multitude des acteurs concernés par les problématiques alimentaires. L'étude menée questionne, dans le cadre de la région Somali, la démarche de ces différents acteurs face à l'insécurité alimentaire qui y sévit et se concentre plus précisément sur l'action menée par acteurs humanitaires en la matière.

Depuis les années 2000, les réflexions et débats concernant l'aide humanitaire ont amené au développement de nouvelles démarches et de nouveaux outils. Les réflexions menées par les acteurs humanitaires les ont ainsi menés à envisager une réponse sortant en partie de la logique d'urgence afin d'empêcher, notamment, un cercle de réponse d'urgence et la création, à terme, d'une dépendance à l'égard de l'aide humanitaire²⁸². Comme le démontrent nos recherches, ces problématiques font effectivement partie des enjeux rencontrés par les acteurs humanitaires dans le cadre de leurs actions pour la sécurité alimentaire²⁸³. Mais quelles sont dès lors les solutions et perspectives d'action envisagées dans le domaine ? Le fil conducteur de notre recherche et question - *de quelle manière les acteurs humanitaires répondent-ils à l'insécurité alimentaire dans la Somali éthiopienne depuis les années 2000 ?* - synthétise ces réflexions. Pour y répondre, les deux hypothèses formulées dans l'introduction guident plus spécifiquement nos recherches au sein de la revue de la littérature ainsi que la récolte de données²⁸⁴.

La revue de la littérature nous habilite à développer les outils nécessaires à l'analyse de l'aide humanitaire en matière de sécurité alimentaire en région Somali. De cette manière, le cadre conceptuel de l'ESFA permet, dans un premier temps, d'envisager les déterminants de l'insécurité alimentaire et leurs interactions²⁸⁵. Il rend ainsi possible de soulever l'impact d'éléments tels que le climat sec, la croissance démographique, le contexte agro-écologique, la gestion politique en matière économique, sociale et humanitaire ou des éléments propres aux ménages et communautés tels que le mode de vie pastoral et agropastoral, le manque

²⁸⁰ Cf. Annexe III, pp. 111-117.

²⁸¹ Cf. chapitre 3.2.1.5, pp. 64-65

²⁸² Cf. chapitre 2.3.3 et 2.4, pp. 41-51.

²⁸³ Cf. chapitre 2.3.3.1, pp. 35-38.

²⁸⁴ Cf. chapitre 1.2, p14.

²⁸⁵ Cf. chapitre 2.2.1, p23.

d'opportunité et la faible technologie dans la définition de l'état de sécurité alimentaire en région Somali²⁸⁶. Par ailleurs, les recherches portant sur les différentes dimensions de la notion de sécurité alimentaire nous permettent d'approfondir l'analyse de l'aide humanitaire en la matière. En outre, le diagramme de P. Janin et C-E. Suremain nous permet de distinguer l'action humanitaire traitant les symptômes de l'insécurité alimentaire de celle abordant ses causes²⁸⁷. Enfin, le survol des bases de l'action humanitaire en matière de sécurité alimentaire et des enjeux qui la traversent soulignent la multitude des possibilités et moyens que possèdent les acteurs humanitaires en la matière. A la lumière des précédentes réflexions, nous avons pu aborder l'action humanitaire mise en œuvre pour la sécurité alimentaire dans la région Somali et répondre à notre première hypothèse.

A l'image des objectifs qu'elle se fixe au travers du *Humanitarian Response Document* (HRD), la réponse humanitaire à l'insécurité alimentaire en région Somali s'étend sur différentes temporalités. Dans un premier temps, les objectifs soulignés dans le HRD (à l'instar de la réponse humanitaire) restent ancrés dans une logique de court terme²⁸⁸. En effet, en région Somali, les acteurs humanitaires continuent de répondre à des besoins urgents, symptômes de l'insécurité alimentaire dans la région. Cette démarche est poursuivie dans le cadre de besoins en termes de disponibilité et d'accès (aide alimentaire, programmes de nutrition, fourniture d'urgence de semence) ou d'utilisation (activité d'approvisionnement en eau potable par camion)²⁸⁹. La réponse d'urgence concerne ainsi des besoins multidimensionnels et permet dans certains cas aux populations de conserver leurs actifs, comme le montre l'aide du PSNP par exemple. Cette réponse d'urgence, bien que permettant de sauver de nombreuses personnes en région Somali, ne constitue cependant jamais une solution aux causes de l'insécurité alimentaire sur le long terme²⁹⁰.

Dans les clusters de l'alimentation, WASH ou de l'agriculture sont retrouvées des activités de protection des actifs, notamment au travers du PSNP ou d'activités en soin animal. Au travers de ces différents programmes, la disponibilité des aliments comme l'accès à l'alimentation se voient renforcés au niveau du ménage à moyen terme²⁹¹.

²⁸⁶ Cf. chapitre 3.2.1, pp. 55-66.

²⁸⁷ Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *op.cit.*, p13.

²⁸⁸ Cf. chapitre 3.3.3.1, pp. 77-78.

²⁸⁹ Cf. chapitre 3.3.3, pp. 77-86

²⁹⁰ Cf. chapitre 3.3.3.3, pp. 86-89

²⁹¹ Cf. chapitre 3.3.3, pp. 77-86

Néanmoins, au travers de telles activités, celui-ci reste dépendant de l'aide humanitaire dans le domaine.

Certaines activités, réalisées dans le cadre des clusters ou de manière transversale, au travers d'une collaboration entre acteurs humanitaires, abordent cependant les causes de l'insécurité alimentaire en région Somali et abordent le problème au travers d'une perspective portant sur le court comme sur le long terme, permettant de répondre aux objectifs de préparation et de renforcement des populations aux chocs. En effet, certains programmes tels que CDRM-Pillar plus ou ELSE permettent, en région Somali, la création et la gestion de moyens de subsistances productifs, durables et résistants aux chocs. Ils renforcent ainsi la stabilité de la sécurité alimentaire en apportant une réponse aux causes de l'insécurité (diversifications des revenus, productivité, diminution de la sensibilité au climat) et offrent une réponse durable à l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, au sein même des clusters, certaines activités permettent également l'atteinte de tels objectifs. Ainsi, les travaux réalisés au cours des activités de food-for-work ou la réhabilitation de points d'eau dans le cluster WASH offrent une réponse aux causes de l'insécurité alimentaire (qui vient souvent compléter un programme d'urgence), favorisant ainsi la stabilité de la sécurité alimentaire dans le temps. Trop peu de ces projets ont cependant été menés à terme en région Somali pour que leur impact puisse être visible au niveau régional. Il serait néanmoins intéressant, dans le cadre d'une recherche qui le permettrait, d'en évoquer l'impact au niveau local et régional.

Alors que ce dernier paragraphe nous permet de confirmer l'hypothèse selon laquelle *les acteurs humanitaires offrent notamment une réponse durable au problème de l'insécurité alimentaire en région Somali*, certaines nuances doivent cependant être apportées.

Tout d'abord, l'étude du financement de l'action humanitaire au travers de l'EHF démontre que la part du budget alloué à de tels projets est très marginale. En effet, près de 80% du financement est destiné à la mise en œuvre de la réponse d'urgence. De cette manière, entre 2005 et 2009, seul un très faible montant du financement humanitaire en Ethiopie est dédié à la préparation et à la réduction des risques de désastre²⁹². Si des chiffres correspondants n'ont pas été trouvés pour la fin de notre période de recherche, la revue de la

²⁹² Cf. chapitre 3.3.3.1, pp. 77-79.

littérature n'indique pas de changement important entre 2009 et 2018. En effet, quand bien même les financements sont suffisants pour répondre aux besoins urgents, voire excédentaires, les fonds prévus sont très rarement destinés ou redirigés vers des activités de résilience. Le modèle de financement de l'EHF apparaît dès lors peu favorable à de telles démarches portées sur le long terme. Les acteurs humanitaires doivent ainsi, pour la poursuivre, compter sur leurs ressources internes ou sur un financement bilatéral conclu avec des bailleurs partageant la même optique, en dehors donc des structures habituelles proposées au niveau national.

Nous répondons ainsi à notre première hypothèse en affirmant que si les programmes démontrent une ouverture du secteur humanitaire sur des démarches de moyen et long terme, l'action financée et mise en place sur le terrain reste fort attachée à la logique d'urgence.

D'un autre côté, comme le démontrent nos recherches, la complexité et la variété des facettes et échelles qui définissent l'état de sécurité alimentaire sous-entend la variété des acteurs qui participent à sa définition. Les notions théoriques abordées soulignent effectivement l'importance du rôle que peut jouer l'Etat dans les problématiques alimentaires du fait des compétences qu'il possède habituellement en la matière. L'importance du rôle de ce dernier pour notre problématique se confirme, l'Etat éthiopien ayant développé de nombreuses structures pour la prévention, l'évaluation et le traitement de l'insécurité alimentaire sur son territoire. En effet, les premières institutions pour la gestion de l'insécurité alimentaire créées au cours de la grande famine des années 1970 débouchèrent, au cours des années 1990, sur la création de la NPDPM et de la DPPC, plus tard scindée en deux bureaux distincts dont l'un fut transféré sous la responsabilité du Ministère de l'Agriculture et du développement rural^{293 294}. La transformation du paysage institutionnel en matière de sécurité alimentaire permet d'intégrer progressivement les acteurs humanitaires à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les structures nationales. Ceci est principalement réalisé au travers du DRMFSS qui coordonne la réponse apportée par les différents acteurs tout en se chargeant de la prévention et de la planification de la réponse. Nos recherches démontrent ainsi une importante coopération entre acteurs humanitaires et étatiques au sein des structures de l'Etat. Au travers de celles-ci, acteurs humanitaires et étatiques travaillent de manière conjointe tant dans les domaines de la récolte

²⁹³ Cf. chapitre 3.3.2.1, pp. 74-77.

²⁹⁴ Cf. annexes V & VI, pp. 123-129.

d'information et de l'évaluation des besoins que dans la planification et la mise en œuvre des réponses. Ceci permet la vérification de la première partie de notre seconde hypothèse qui soutenait que *les acteurs humanitaires et les institutions éthiopiennes entretiennent des rapports étroits dans la lutte contre l'insécurité alimentaire*.

Si la transformation du paysage institutionnel permet une inclusion croissante des acteurs humanitaires à l'action gouvernementale dans le domaine de la sécurité alimentaire, nos recherches démontrent par ailleurs que cette inclusion permet de fournir un cadre et une stratégie aux activités mises en œuvre dans le domaine par ces derniers. En effet, les réformes institutionnelles au cours des années 2000 s'accompagnent d'un approfondissement de la stratégie de l'Etat concernant la réponse à l'insécurité alimentaire. Comme démontré, l'Etat éthiopien s'est muni d'outils pour la lutte contre l'insécurité alimentaire en adoptant des stratégies multisectorielles de RRD, de réduction de la pauvreté ainsi qu'au travers de l'ouverture de différents programmes²⁹⁵. Bien que ceux-ci n'incluent pas toujours les acteurs humanitaires, les structures et stratégies mises en place permettent d'inscrire l'aide humanitaire dans une démarche globale réalisée au niveau de l'Etat, donnant à l'action humanitaire plus de cohérence à l'échelle nationale et l'inscrivant dans une stratégie plus globale. L'Etat joue ainsi un rôle certain dans l'introduction des notions de RRD et de résilience au champ de l'action pour la sécurité alimentaire, et ce notamment au niveau humanitaire. Il constitue ainsi un moteur favorable à l'introduction d'une approche cohérente et durable sur le long-terme vis-à-vis de l'insécurité alimentaire. Ceci vient d'une part renforcer la vérification de notre première hypothèse et confirme, d'autre part, la validité de l'entière de notre seconde hypothèse qui supposait que *les acteurs humanitaires et les institutions éthiopiennes entretiennent des rapports étroits dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, ce qui permet de renforcer la durabilité et la cohérence des réponses apportées*.

Les recherches portant sur les structures étatiques dédiées à la gestion de l'insécurité alimentaire nous permettent ainsi de confirmer notre deuxième hypothèse. Les découvertes effectuées lors de l'analyse la nuancent néanmoins. En associant la problématique de l'insécurité alimentaire à des politiques de réduction de la pauvreté, à un encadrement de l'action humanitaire et à l'émission de stratégies et d'un cadre clair en matière de résilience et RDD, l'Ethiopie démontre une compréhension complexe et nuancée du problème de

²⁹⁵ Cf. chapitre 3.3.2.1, pp. 74-77, Cf. annexe V, pp. 123-126

l'insécurité alimentaire sur son territoire. Cependant, certains efforts restent à fournir pour sortir du simple discours volontariste. En effet, si les institutions éthiopiennes favorisent une réponse humanitaire intégrée à la stratégie de développement nationale, l'application d'une telle démarche sur le terrain doit encore faire ses preuves²⁹⁶. Comme le souligne le cas du PSNP, les succès rencontrés dans la limitation des dégâts lors des crises n'est pas forcément synonyme de résilience comme le soutiennent pourtant certains acteurs. Si les structures actuelles permettent effectivement de limiter la mortalité et de protéger les actifs en région Somali, elles ne permettent pas encore de rendre les populations indépendantes vis-à-vis de l'aide qui leur est apportée. Ces éléments viennent ainsi nuancer la réponse à notre deuxième hypothèse. En effet, si la démarche gouvernementale semble favorable sur de nombreux points à la réduction des risques et à la construction de la résilience, elles ne permettent pas toujours, contrairement à ce que certains acteurs affirment, d'avoir un réel impact en matière de RRC et de construction de la résilience en matière alimentaire sur le terrain. Il convient dès lors de distinguer les activités mises en œuvre sur le terrain et leurs impacts de la rhétorique utilisée pour les décrire.

Ainsi, si l'aide humanitaire en région Somali ne se veut pas suffisante à la résolution de l'insécurité alimentaire dans une optique de long terme, notre analyse démontre qu'elle possède encore de larges potentialités d'action pour diriger son action un peu plus loin de cette optique. Notre analyse souligne l'existence d'une approche portant sur le long terme par les différents acteurs de la sécurité alimentaire qui envisage cette dernière dans toutes ses dimensions et de manière complexe. Les différents acteurs se donnent par ailleurs de nombreux outils et moyens pour poursuivre leurs objectifs, les menant à collaborer au sein de structures communes. Ceux-ci incluent une compréhension particulière du contexte pastoral et agropastoral comme de la multitude de déterminants de la sécurité alimentaire dans la région. En dépit de la coopération et de la coordination entre les différents acteurs pour la région Somali, les résultats en matière de renforcement de la résilience doivent encore être démontrés. Si les différents protagonistes veulent espérer voir les résultats d'une telle approche, les acteurs humanitaires comme étatiques, bien que sur la bonne voie, doivent ainsi continuer d'approfondir les outils dont ils disposent et se diriger vers de nouveaux financements afin de donner à cette approche une réelle place sur le terrain.

²⁹⁶ Cf. annexe VI, pp. 126-129.

In Fine, les recherches effectuées questionnent le système de l'aide humanitaire en Ethiopie en matière alimentaire en soulignant ses forces et faiblesses. Elles mettent effectivement acteurs humanitaires et étatiques en garde vis-à-vis des crises qui ne sont pas prêtes, à ce rythme et comme l'actualité le démontre, de s'arrêter. La région Somali reste effectivement vulnérable à une série de chocs et autres risques qui sont susceptibles de ruiner les efforts déployés par les acteurs humanitaires et en matière de réduction de la pauvreté. Elles démontrent cependant que les objectifs, outils et stratégies existent pour penser et mettre en oeuvre des actions permettant le renforcement d'une sécurité alimentaire stable sur le long terme. Notre recherche soutient, par ailleurs, que des structures et des activités poursuivant un tel but sont déjà mises en place mais qu'un investissement plus important dans cette optique est nécessaire pour augmenter la résilience. Enfin, elle rappelle que l'action humanitaire à elle seule n'est pas suffisante à la résolution du problème, ce dernier nécessitant une responsabilisation politique et des changements à un niveau plus global. En approfondissant leurs réflexions et actions, les acteurs humanitaires ne pourraient prétendre à atteindre de tels objectifs. Ils ont néanmoins la possibilité de renforcer la pertinence de leurs actions et la cohérence de celle-ci vis-à-vis des objectifs qu'ils se fixent dans l'intérêt des populations auprès desquelles ils interviennent.

L'approche sur le long terme restant très marginale dans l'étude de notre cas suggère peut-être que là n'est pas le rôle que désirent ou peuvent actuellement remplir les acteurs humanitaires. Quelles sont raisons qui expliquent la difficulté de ces derniers à infléchir leur action vers une temporalité plus longue ? Alors que ces questions se posent toujours au sein du secteur humanitaire, il convient également d'interroger l'espace laissé aux populations locales dans le processus de planification et de mise en oeuvre des diverses solutions. Le presque blocage du financement international pour ces acteurs est peut-être à l'image de la place attribuée à ces derniers dans la résolution du problème. Dans la superstructure que représentent désormais les institutions de l'aide humanitaire en Ethiopie comme de manière générale, quelle est effectivement l'espace accordé aux objectifs et stratégies locales ? Bien que paraissant nécessaire, l'évocation de notions telles que représentent celles de résilience et durabilité n'est-elle pas faire preuve d'autorité et d'ethnocentrisme vis-à-vis des représentations des populations pastorales et agropastorales en Ethiopie ? Ces dernières perçoivent peut-être d'autres enjeux que ceux-envisagés par les acteurs de l'aide. Espérons que les cadres et codes fournis au travers des structures humanitaires et gouvernementales laissent la place à l'expression et l'action de ces populations, dans le cadre de la sécurité

alimentaire comme ailleurs. Car si des initiatives existent également dans ces domaines, elles sont loin de représenter une norme dans le cadre de l'action humanitaire.

Bibliographie

MONOGRAPHIE & OUVRAGES COLLECTIFS

ACAPS, *Ethiopia; Food insecurity and malnutrition in Somali region*, ACAPS Briefing Note, 2017, 7 p. Disponible sur : <https://www.acaps.org/country/ethiopia/special-reports#container-928>

ACF, *Improved early warning early action in Ethiopia*, Disaster & Emergencies Preparedness Programme, 2017, 4 p. Disponible sur : <https://disasterpreparedness.ngo/wp-content/uploads/2017/08/Improved-EWS-Compiled.pdf>

ACF International, *Enhancing Climate Resilience and Food and Nutrition Security*, Paris, 2014, 174 p. Disponible sur : https://www.preventionweb.net/files/38927_38927acf2014.guidelineenhancingclim.pdf

Fitsum ALEMAYEHU, Tesfahywet ZERYEHUN, *Emergency response situation in Ethiopian pastoral and agro-pastoral areas*, Haramaya University, 2013, 32 p.

S.A, *Alert: Immediate 2018 Humanitarian Requirements - Ethiopia*, Humanitarian Response, 2018, 4p. Disponible sur : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/alert_-_immediate_2018_humanitarian_requirements_-_ethiopia.pdf

Stephen ANDERSON, Elisabeth FARMER, *USAID Office of Food for Peace Food Security Country Framework for Ethiopia*, Washington D.C, Food Economy Group, 2015, 26 p.

Georg BOKELOH, Maria GERSTER-BENTAYA, Lioba WEINGARTNER, *Assurer la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle*, Feldafing, Klaus Klennert, 2006, 258 p.

CARITAS Suisse, *La pauvreté entrave l'adaptation au changement climatique*, Lucerne, 2013, 11 p. Disponible sur : https://www.caritas.ch/fileadmin/user_upload/Caritas_Schweiz/data/site/was-wir-sagen/unsere-position/positionspapiere/PP_Pauvrete_changement_climatique_Sahel_F_Internet.pdf

Jean CHRISITE, *Evaluation de la Stratégie sur la sécurité alimentaire de l'ACDI au Honduras et en Ethiopie*, FSPG, 2013, 35 p. Disponible sur : http://www.ccic.ca/files/fr/working_groups/2013_07_19_Case_Studies_FSPG.pdf

COMITE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE, *S'entendre sur la terminologie*, Rome, 39ème session, 2012, 17 p. Disponible sur : <http://www.fao.org/docrep/meeting/026/MD776F.pdf>

Zelalem Yilma DEBEBE, Anagaw MEBRATIE, Robert SPARROW, Degnet ABEBAW, Marleen DEKKER, Getnet ALEMU, Arjun S. BEDI, *Coping with shocks in rural*

Ethiopia, Leiden, African Studies Centre, 2013, 35 p. Disponible sur : <https://openaccess.leidenuniv.nl/bitstream/handle/1887/21582/ASC-075287668-3345-01.pdf?sequence=1>

Olivier DE SCHUTTER, *Rapport du rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation*, Conseil des droits de l'homme, 23 p. Disponible sur : http://www.bfc-international.org/IMG/pdf/Mission_a_l_Organisation_des_Nations_Unies_pour_l_alimentation_et_l_agriculture_fao_fr.pdf

Jérôme DESTOMBES, *Les causes structurelles de l'insécurité alimentaire chronique en Afrique*, Ministère des affaires étrangères, 2003, 57 p. Disponible sur : <http://hubrural.org/IMG/pdf/causes-insecurite-alimentaire.pdf>

Stephen DEVEREUX, *Food Insecurity in Ethiopia*, IDS Sussex, 2000, 18 p.

DG ECHO, *Assistance alimentaire*, Politique thématique n°1, 2014, 54 p. Disponible sur : http://ec.europa.eu/echo/files/policies/food_assistance/them_policy_doc_foodassistance_fr.pdf

Mesay K. DUGUMA, Michael BRÜNTRUP, Daniel TSEGAI, *Policy Options for Improving Drought Resilience and its Implication for Food Security; the Cases of Ethiopia and Kenya*, Bonn, German Development Institute, 2017, 87 p.

François ENTEN, *L'aide alimentaire et la politique des chiffres en Ethiopie (2002 – 2004)*, Paris, CRASH, 2008, 72 p.

ETHIOPIA HUMANITARIAN FUND, *2016 Annual Report*, OCHA, 2016, 36 p. Disponible sur : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ehf_annual_report_2016_final.pdf

ETHIOPIA HUMANITARIAN FUND, *2017 Overview*, OCHA, 2017, 1 p. Disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/EHF_2017Overview_042617_0.pdf

ETHIOPIAN HUMANITARIAN FUND, *Reserve Allocation Paper*, Humanitarian Response, 2017, 3 p. Disponible sur : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ehf_allocation_paper_reserve_november_2017.pdf

FAO, *Introduction au concept de la sécurité alimentaire*, CE-FAO, 2008, 4 p. Disponible sur : <http://www.fao.org/3/a-al936f.pdf>

FAO, *2016 Emergency Seed Response*, Food and Agriculture Organization, 2016. Disponible sur : <http://www.fao.org/emergencies/fao-in-action/stories/stories-detail/en/c/455625/>

FAO, FIDA et PAM, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2015. Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux*, Rome, FAO, 2015, 66 p.

FAO, WFP, *FAO/WFP Crop and food security assessment mission to Ethiopia*, Rome, World Food Programme, 2012, 43 p. Disponible sur : <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp246872.pdf?iframe>

Gudina GEMECHIS, Tola Tarekegn, *Community Disaster Risk Management (CDRM-PILLAR Plus) - Project for Drought Prone Areas of Ethiopia*, Addis Ababa, Save the Children, 2012, 66 p.

GLOBAL HUMANITARIAN ASSISTANCE, *Humanitarian financing to Ethiopia; 2000-2010*, Royaume-Uni, Development Initiatives, 2011, 16 p.

Christophe GOLAY & Melik OZDEN, *Le droit à l'alimentation, un droit humain fondamental stipulé par l'ONU et reconnu par des traités régionaux et de nombreuses constitutions nationales*, Genève, CETIM, 2005, pp. 6-22. Disponible sur : <http://www.eoi.at/d/EOI%20-%20Jahresberichte/Monaco/bro1-alim-A4-fr.pdf>

Kumar GOPALAKRISHNA, *Ethiopian Famines 1973-1985: A case-Study*, Oxford, World Institute for Development Economic Research of the United Nations University, 1987, 82 p.

François GRÜNEWAKL, *Combattre l'insécurité alimentaire dans les contextes d'Etats fragiles et les situations de crise et post-crise*, Plaisians, URD, 2012, pp. 12-36. Disponible sur : http://www.urd.org/IMG/pdf/Etude_URD_sur_l_insecurite_alimentaire_final.pdf

GOVERNMENT OF ETHIOPIA & HUMANITARIAN PARTNERS, *Humanitarian Requirements Document - 2013*, Addis Ababa, Reliefweb, 2013, 32 p. Disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/02Final_%20Jan_June%202013.pdf

GOVERNMENT OF ETHIOPIA & HUMANITARIAN PARTNERS, *Humanitarian Requirements Document*, World Health Organization, 2017, 51 p. Disponible sur : <http://www.who.int/health-cluster/countries/ethiopia/ethiopia-humanitarian-response-plan-2017.pdf>

GOVERNMENT OF ETHIOPIA & HUMANITARIAN PARTNERS, *Joint Government and Humanitarian Partners' Revised Humanitarian Requirements Document for South and South-eastern Parts of the Country*, Addis Ababa, World Food Programme, 2011, 26 p.

Nicholas HAAN, Nisar MAJID, James DARCY, *A review of emergency food security assessment practice in Ethiopia*, London, United Nations World Food Programme, 2006, 64 p.

O. K. HARRISON, *Mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) et Programmes d'action nationaux d'adaptation aux changements climatiques (PANAs) en Afrique de l'Est*, African Forest Forum, Working Paper Series, vol. II, n°20, 72 p.

Pierre JANIN & Charles-Edouard DE SUREMAIN, *L'insécurité alimentaire : dimensions, contextes et enjeux*, Paris, Cambrézy L. et Petit V. (dir.), Coll. « Les études », 2012, 17 p.

François JEAN, *Ethiopie; du bon usage de la famine*, Paris, Médecins Sans Frontières, 2017, 102 p.

Philipp MAIER, *Food Security in Ethiopia: The Case of the Productive Safety Net Programme*, Vienne, Université de Vienne, 2014, 114 p.

Daniel MAXWELL, Kate SADLER, Amanda SIM, Mercy MUTONYI, Rebecca EGAN & Mackinnon WEBSTER, *Emergency food security interventions*, Londres, HPN, n°10, 2008, 159 p.

Craig MCINTOSH, Alexander SARRIS, Fotis PAPADOPOULOS, *Productivity, credit, risk, and the demand for weather index insurance in smallholder agriculture in Ethiopia*, Agricultural Economics, n°44, 2013, pp. 399-417.

MSF, *Famine et transferts forcés de populations en Ethiopie 1984-1986*, Médecins Sans Frontières, Coll. « Prises de parole publiques », 2013, 130p.

Mathieu MERINO, *L'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne*, Pau, Fondation pour la recherche stratégique, 2009, 9 p. Disponible sur : <https://www.frstrategie.org/web/documents/publications/notes/2009/200902.pdf>

Tasneem MOWJEE, *NGOs and Humanitarian Reform: Mapping Study*, Action Aid, 2008, 31 p. Disponible sur : <https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/mapping-study-ethiopia.pdf>

Lars Otto NAES, Marwenna SULLIVAN, Jo KHINMAUNG, Philippe CRAHAY, Agnes OTZELBERGER, *Changing climates changing lives; adaptation strategies of pastoral and agro-pastoral communities in Ethiopia and Mali*, Brighton, ACF International, 2010, 51 p.

Magda NASSEF, Mulugeta BELAYHUN, *Water Development in Ethiopia's Pastoral Areas*, Addis Ababa, Save the Children, 50 p.

NDRMC, OCHA, *Prioritisation Statement*, Reliefweb, 2016, 2 p. Disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/prioritisation_statement.pdf

Nigel NICHOLSON, Solomon DESTA, *Final Evaluation - Enhanced Livelihoods in the Mendera Triangle (ELMT) and Enhanced Livelihoods in Southern Ethiopia (ELSE) Program 2007-2009*, Save the Children, 2010, 62 p.

OCHA, *Ethiopia: Food Commodities Pipeline*, Food Cluster, 2018, 1 p. Disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/02_food_pipeline_031418_v5.pdf

OCHA, *Ethiopia Humanitarian Fund Update*, OCHA, 2017, 1 p. Disponible sur : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ehf_update_07_dec.pdf

OCHA, *Ethiopia Humanitarian Response Fund; 2015 Annual Report*, OCHA, 2015, 38 p. Disponible sur : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/final_ehf_annual_report_-_2015.pdf

OCHA, *Ethiopia: Pipeline update and gaps for Nutrition*, OCHA, 2018, 1 p. Disponible sur :

https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/02_nutrition_pipeline_031418.pdf

OCHA, *Humanitarian Principles*, OCHA, 2011, 2 p. Disponible sur :

<https://www.unocha.org/sites/dms/Documents/120103OOM%20-%20Humanitarian%20Principles%20-%20French.pdf>

OCHA, *Humanitarian Response Fund - Ethiopia; Annual Report 2013*, Ethiopie, OCHA, 2014, 45 p. Disponible sur :

<https://www.alnap.org/system/files/content/resource/files/main/final-hrf-annual-report-24-july-2014-for-web.pdf>

ONU, *Report on the findings from the UN humanitarian assessment mission to the Somali region*, Aigaforum, 2007, 23 p. Disponible sur :

http://www.aigaforum.com/un_report_on_somaliregion.pdf

Directed by Eugene OWUSU, *Humanitarian Response Fund; Ethiopia*, OCHA, 2014, 51 p. Disponible sur :

https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/hrf_annual_report_-2014.pdf

PAM, *Manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence*, Rome, 2^{ème} édition, 2009, 145 p. Disponible sur :

http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp203222.pdf

Sara PANTULIANO, Mike WEKESA, *Improving drought response in pastoral areas of Ethiopia*, London, Humanitarian Policy Group, 2008, 39 p.

S.A, *Food security and the Meles' legacy*, Johannesburg, IRIN, 2012. Disponible sur :

<http://www.irinnews.org/report/96154/ethiopia-food-security-and-meles-legacy>

SAVE THE CHILDREN, *Ethiopia Emergency Bulletin 1: Ethiopia Food crisis*, OCHA, 2000. Disponible sur : <https://reliefweb.int/report/ethiopia/ethiopia-emergency-bulletin-1-ethiopia-food-crisis>

Mohammed SIYAD ABDI, *Rapid Assessment in Sitti Zone*, Sitti, Fews Net, 2015, 5 p. Disponible sur :

https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/trip_report_from_rapid_assesement_sitti_may_2015_final.pdf

SPHERE PROJECT, *Sphere Handbook: Humanitarian Charter and Minimum Standards in Disaster Response*, 2011, 2011, pp. 139-355.

SOS FAIM, *Pourquoi l'Ethiopie a faim*, Bruxelles, Défis Sud, n°109, 2012, 23 p.

SWAC, *Nouveaux contextes et enjeux de sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'ouest*, Paris, OCDE, 2008, 44 p. Disponible sur : <https://www.oecd.org/fr/csao/publications/41281211.pdf>

Valerie TARASUK, *Document de travail sur l'insécurité alimentaire individuelle et des ménages*, Santé Canada, 2001, 112 p. Disponible sur : <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/aliments-nutrition/saine-alimentation/rapports-politique-nutrition/document-travail-insecurite-alimentaire-individuelle-menages-2001.html#a11>

Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, *Famine in Ethiopia; policy implications of coping failure at national and household levels*, Washington D.C, International Food Policy Research Institute (IFPRI), Coll. « Research Report », 1992, 167 p.

WORLD BANK, *Poverty and hunger : issues and options for food security in developing countries (English)*, Washington DC, 1986, 82 p. Disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/166331467990005748/Poverty-and-hunger-issues-and-options-for-food-security-in-developing-countries>

WORLD BANK, *Turn Down the Heat: Climate Extremes, Regional Impacts, and the Case for Resilience*, 2013, 254 p. Disponible sur : <http://documents.worldbank.org/curated/en/975911468163736818/Turn-down-the-heat-climate-extremes-regional-impacts-and-the-case-for-resilience-full-report>

WFP, *Country Brief*, World Food Programme, 2018, 2 p. Disponible sur : https://docs.wfp.org/api/documents/db1e06bb7dee48ca826c1d0d477cb555/download/?_ga=2.20132412.525301498.1521542850-324322316.1518686903.

WFP, *Ethiopia Drought, emergency Dashboard*, World Food Programme, 2016, 1 p. Disponible sur : <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ep/wfp285880.pdf>

WFP, *WFP Ethiopia, Emergency Situation Report #04*, World Food Programme, 2017, 4 p. Disponible sur : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000050315/download/?_ga=2.42644005.101993737.1525797620-324322316.1518686903

WFP, *HRD Relief Programme*, Food Cluster, 2017, 8 p. Disponible sur : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20Ethiopia%20HRD%20Relief%20Update%2017%20June%202017.pdf>

WFP, *MERET (Managing environmental Resources to Enable Transitions)*, Addis Ababa, WFP, 2012, 2 p. Disponible sur : <https://m.wfp.org/sites/default/files/MERET%20Factsheet.pdf>

WFP, *WFP Ethiopia, Drought Emergency Household Food Security Monitoring Bulletin #2*, World Food Programme, 2016, 6 p. Disponible sur : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20Ethiopia%20Drought%20E>

[mergency%20Household%20Food%20Security%20Monitoring%20Bulletin%20%232%2C%2031%20May%202016.pdf](https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023097/download/?ga=2.57948846.525301498.1521542850-324322316.1518686903)

WFP, *WFP Ethiopia Emergency Response*, World Food Programme, 2017, 2 p. Disponible sur : [https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023097/download/? ga=2.57948846.525301498.1521542850-324322316.1518686903](https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023097/download/?ga=2.57948846.525301498.1521542850-324322316.1518686903).

ARTICLES SCIENTIFIQUES

Haji ABBAS, « L’Ethiopie va-t-elle éclater ? Conflits politiques, économie et société en pays arssi », *Cahiers d’études africaines*, n°126, 1992, pp. 239-284.

Dawit ALEMU, « L’économie politique des systèmes semenciers céréaliers en Ethiopie: contrôle de l’Etat, libéralisation du marché et décentralisation », *Future Agricultures*, n°48, 2012, 8 p.

Kassahun BEDADA BEYI, « The Evolution of Ethiopian Government’s Early Warning », *Field Exchange*, n°40, 2011, p 64.

Martin BRUEGEL & Alessandro STANZIANI, « Pour une histoire de la « sécurité alimentaire » », *Revue d’histoire moderne et contemporaine*, vol. LI, n°3, 2004, pp. 7-16.

Jean-Pierre Olivier DE SARDAN, « Aide humanitaire ou aide au développement ? La « famine » de 2005 au Niger », *Ethnologie française*, vol. XLI, n°3, 2011, pp. 415-429.

Meseret DESSALEW, « Land Degradation in Amhara Region of Ethiopia: Review on extent, Impacts and Rehabilitation Practices », *Journal of Environment and Earth Science*, vol. VI, n°1, 2016, pp. 120-130.

DG ECHO, « Réduction des risques de catastrophes, renforcer la résilience en réduisant les risques de catastrophes dans l’action humanitaire », *Politique thématique*, n°5, 2013, 55 p. Disponible sur : http://ec.europa.eu/echo/files/policies/prevention_preparedness/DRR_thematic_policy_doc_fr.pdf

Jacques FORSTER, « Les défis de l’action humanitaire », *Annuaire suisse de politique de développement*, n°18, 1999, pp. 3-7.

Samuel GEBRESELASSIE, « Intensification of Smallholder Agriculture in Ethiopia: Options and Scenarios », *Future Agricultures*, n°7, 2006, 15 p.

François GRUNEWALD, « Pour ou contre l’aide alimentaire », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n°822, 1996. Disponible sur <https://www.icrc.org/fre/resources/documents/misc/5fzfmh.htm>

Maxime HAUBERT, Sophie BESSI, « L'arme alimentaire », *Tiers-Monde*, Vol. XXI, n°81, 1980, pp. 210-211.

HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES, *Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, 1966. Disponible sur : <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx>

John HARDING, « Résilience et catastrophes naturelles selon les Nations Unies », *Humanitaire en mouvement*, n°11, 2013, 28 p. Disponible sur : https://www.urd.org/IMG/pdf/Groupe_URD_HEM_11_FR_Resilience.pdf

Pierre JANIN, « La lutte contre l'insécurité alimentaire au Sahel : permanence des questionnements, évolution des approches », *Cahier Agricultures*, vol. XIX, n°3, 2010, pp. 177-184.

Tim LANG, « Crisis? What crisis? The normality of the current food crisis », *Journal of Agrarian Change*, vol. X, n°1, 2010, pp. 87-97.

Sue LAUTZE, Angela RAVEN-ROBERTS, Teshome ERKINEH, « Humanitarian governance in Ethiopia », *Humanitarian Exchange*, n°43, 2009, pp. 7-10.

Fred LHELGOUALCH, « L'Erythrée, un autre drame de la décolonisation », *Histoire pour tous*, 2015. Disponible sur : <https://www.histoire-pour-tous.fr/dossiers/5103-lerythree-un-autre-drame-de-la-decolonisation.html/>.

Genet MERSHA, « Ethiopie: l'« accaparement » de terres arables par des investisseurs étrangers », *Alternatives Sud*, vol. XVII, 2010, pp. 161-179.

Denis OUEDRAOGO, Moussa KABORE & Blaise KIENOU, « Insécurité alimentaire, vulnérabilité et pauvreté en milieu rural au Burkina : une approche en termes de consommation d'énergie », *Mondes en développement*, vol. 140, n°4, 2007, pp. 65-84.

Sabine PLANEL, « Densité, pauvreté et politique. Une approche du surpeuplement rural en Éthiopie », *Annales de géographie*, vol. DCLVI, n°4, 2007, pp. 418-439.

Sabine PLANEL, « Réalités, perceptions et usages des « Famines vertes » du sud éthiopien », *Revue Tiers Monde*, vol. CLXXXIV, n°4, 2005, pp. 837-859.

Alain RONDEAU, « La conférence mondiale de l'Alimentation ou le triomphe de la rhétorique », *Revue Tiers-Monde*, vol. XVI, n°63, 1975, pp. 671-684.

Sandrine ROUSSY, Isabelle BREMAUD, Thibault LACONDE & Peggy PASCAL, « Vers une approche convergente du défi climatique au sein d'une ONG humanitaire », *Humanitaire*, n°38, pp. 52-59.

S.A, « Somali Region Ethiopia », *Field Exchange*, Ethiopie, n°11, 2000, p. 24. Disponible sur : <https://www.ennonline.net/fex/11/somali>.

Jane TULLY, « L'insécurité alimentaire chronique en Ethiopie », *le Courrier ACP-UE*, n°197, 2003, pp. 60-61.

Fabrice WEISSMAN, « Ethiopie: la précarité alimentaire au coeur de l'économie politique », *Crash*, 2001, 26 p. Disponible sur : <https://www.msf-crash.org/fr/publications/qui-sadresse-laide-alimentaire-durgence-la-reponse-internationale-la-famine-0>.

Fabrice WEISSMAN, « The food emergency in Ethiopia: What the drought conceals », *Crash*, 03/01/2003. Disponible sur : <https://www.msf-crash.org/en/publications/humanitarian-actors-and-practices/food-emergency-ethiopia-what-drought-conceals>

DICTIONNAIRE ET ENCYCLOPÉDIE

Eloi FICQUET, Alain GASCON, Jacqueline PIRENNE, Jean DORESSE, Hervé LEGRAND, R. SCHNEIDER, Jean CHAVAILLON, Jean LECLANT, « ÉTHIOPIE », Encyclopædia Universalis, consulté le 23 mai 2017. Disponible sur : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/ethiopie/>

COLLECTIF, *Larousse de poche 2018*, Larousse, 2018, 1120p.

TRAVAIL DE FIN D'ÉTUDE

François VAN DURME, *Problématique de l'aide alimentaire - Comment l'assurer de façon durable au Tigré ?*, Louvain School of Management, Université Catholique de Louvain, 2015. Prom. : Tyteca Daniel.

ARTICLES DE PRESSE

Laurence CARMEL, « Conflits et climat : pourquoi les famines sont de retour », Paris, *Le Monde*, 2017. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/28/conflits-et-climat-pourquoi-les-famines-sont-de-retour_5101632_3212.html.

Mohamed HASSAN, Gregoire LALIEU, *L'Ethiopie à la croisée des chemins*, Investig'Action, 2016. Disponible sur : <https://www.investigaction.net/fr/lethiopie-a-la-croisee-des-chemins-13-lempire-de-selassie/>.

MEDECINS SANS FRONTIERES, « Ethiopie : dix fois plus d'enfants souffrant de malnutrition dans la zone de Dolo », MSF, 2017. Disponible sur : <https://www.msf.ch/nos-actualites/communiqués-presse/ethiopie-dix-fois-plus-denfants-souffrant-malnutrition-zone-dolo>.

Benoit MIRIBEL, « Réflexions sur l'évolution du contexte humanitaire », Grotius International, 2009. Disponible sur : <https://grotius.fr/reflexions-sur-l%E2%80%99evolution-du-contexte-humanitaire/#.WxGMwO6FOpp>.

PAGES INTERNET & RESSOURCES AUDI-VISUELLES

CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND, *Ethiopia 2013*, United Nations CERF, 2013. Disponible sur : <http://www.unocha.org/cerf/cerf-worldwide/where-we-work/eth-2013>.

DAG ETHIOPIA, *About DAG*, UNDP Ethiopia, 2017. Disponible sur : <http://dagethiopia.org/new/about>

David DAS NEVES, *La situation alimentaire en Ethiopie aussi est extrêmement préoccupante*, PNUD, 2017. Disponible sur : <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/blog/2017/5/23/La-situation-alimentaire-en-Ethiopie-aussi-est-extr-mement-pr-occupante.html>

DG ECHO, *Réduction des risques de catastrophe*, 2017, disponible sur : https://ec.europa.eu/echo/what/humanitarian-aid/risk-reduction_fr.

FAO, *Contribuer à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition*, Rome, FAO, 2018. Disponible sur : <http://www.fao.org/about/what-we-do/so1/fr/>.

FAO, *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale*, Rome, FAO, 1996. Disponible sur : <http://www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm>

FAO, *Indicateurs de la sécurité alimentaire*, Rome, FAO. Disponible sur : <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/indicateurs-de-la-securite-alimentaire/fr/#.Wlxt5qjibIU>

FAO, *Rôle des SADA dans la Sécurité Alimentaire de Kinshasa*, Rome, 1997. Disponible sur : <http://www.fao.org/docrep/003/AA039F/aa039f05.htm#bm05>

GFDRR, *Ethiopia*, Global Facility for Disaster Reduction and Recovery, 2017. Disponible sur : <https://www.gfdr.org/en/ethiopia>

Directed by Bernard HUBERT, *Ethiopie*, Plateformes Nationales d'Information pour la Nutrition, 2018. Disponible sur : <http://www.nipn-nutrition-platforms.org/Ethiopie>.

LE DESSOUS DES CARTES, *Erythrée : aux origines des flux migratoires*, Arte, 2016. Disponible sur : <http://ddc.arte.tv/nos-cartes/erythree-aux-origines-des-flux-migratoires>.

MSF, *Notre Histoire; de 1971 à aujourd'hui*, Médecins Sans frontières, Paris. Disponible sur : <https://www.msf.fr/mentions-legales-licence-droits-usage>.

OCHA, *Ethiopia: Feature - Somali region sets out its programme*, Jijiga, IRIN, 2002. Disponible sur : <https://reliefweb.int/report/ethiopia/ethiopia-feature-somali-region-sets-out-its-programme>

OCHA, *HEF*, Humanitarian Response, 2018. Disponible sur :

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/ethiopia/hrf>

ONU, *Éliminer la pauvreté, c'est possible*, New York, ONU, 2017. Disponible sur :

<http://www.un.org/fr/aboutun/copyright/index.html>.

PNUD, *Objectifs de développement durable*, New York, PNUD, 2018. Disponible sur :

<https://www.google.be/search?q=siege+social+pnud&oq=siege+social+pnud+&aqs=chrome..69i57j0.6229j0j4&sourceid=chrome&ie=UTF-8>.

SOS FAIM, *Le paradoxe de la faim dans le monde – Version actualisée*, YouTube, 2012.

Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=iswD-wgR6Yg>.

Wolde-Georgis TSEGAY, « El Niño and drought early warning in Ethiopia », Bradford, Internet Journal of African Studies, 1997. Disponible sur :

<https://www.brad.ac.uk/research-old/ijas/ijasno2/Georgis.html>

UNITED NATIONS OFFICE FOR DISASTER RISK REDUCTION (UNISDR), *Hyogo Framework for Action (HFA)*, UNISDR, 2018. Disponible sur :

<https://www.unisdr.org/we/coordinate/hfa>.

WORLD BANK, *Data Bank; Prévalence de la sous-alimentation (% de la population)*, 2015. Disponible sur:

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SN.ITK.DEFC.ZS?contextual=aggregate&end=2015&locations=ET&start=2000&view=chart>

WORLD BANK, *Data Bank; ration de la population pauvre en fonction du seuil de pauvreté national (% de la population)*, 2018. Disponible sur:

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.NAHC?locations=ET>

WORLD BANK, *Moving Away from Humanitarian Appeals to Managing Droughts in Ethiopia*, OCHA, 2017. Disponible sur :

<https://reliefweb.int/report/ethiopia/moving-away-humanitarian-appeals-managing-droughts-ethiopia>

WFP, *Responding to Humanitarian Crises and Transitioning Food-Insecure Groups to More Resilient Strategies*, Ethiopie, World Food Programme, 2018. Disponible sur :

http://www1.wfp.org/operations/200712-responding-humanitarian-crises-and-transitioning-food-insecure-groups-more?_ga=2.236286402.297622350.1525353659-324322316.1518686903.

WFP, *WFP Ethiopia, 2017 Emergency Situation Report #2*, World Food Programme, 2017. Disponible sur :

https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/wfp_ethiopia_emergency_situation_report_02_march_and_april_2017.pdf

Annexes

Annexe I : Une base juridique à la recherche, le droit à l'alimentation

Une alimentation adéquate est un besoin humain fondamental et un manque prolongé de nourriture et de nutriments peut causer d'importantes déficiences physiques et mentales chez les êtres humains²⁹⁷. Si pour ces raisons, l'insécurité alimentaire et la malnutrition peuvent être perçues comme intolérables d'un point de vue éthique et humain, elles le sont également d'un point de vue juridique. Le droit à l'alimentation est effectivement considéré comme un droit humain fondamental. Bien que réellement défini et formalisé dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui fut adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1966 et qui entra en vigueur dix ans plus tard, il avait cependant déjà été mentionné dans la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948²⁹⁸. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels est aujourd'hui obligatoire pour 151 Etats parties. Ces derniers s'y engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour réaliser « *le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture suffisante (...) ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence* » et « *le droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim* » (Article 11)²⁹⁹.

Dans le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le droit à l'alimentation présente deux composantes essentielles : la disponibilité de l'alimentation et l'accès à l'alimentation. Le droit à l'alimentation défend ainsi la disponibilité d'une alimentation acceptable et adéquate pour chacun ainsi que l'accès à cette dernière. Cet accès doit par ailleurs être assuré d'un point de vue physique (incluant ainsi les personnes vulnérables telles que les malades, handicapés, ... pour qui l'accès est rendu plus difficile) qu'économique (soulignant que l'accès à l'alimentation ne peut mettre en danger la jouissance d'autres droits

²⁹⁷ Georg BOKELOH, Maria GERSTER-BENTAYA, Lioba WEINGARTNER, *Assurer la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle*, Feldafing, Klaus KLENNERT, 2006, p15.

²⁹⁸ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *Pacte International relatif aux droits économique, sociaux et culturels*, 1966. Disponible sur : <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx>

²⁹⁹ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *op.cit.*

tels que les droits à la santé ou à un logement)³⁰⁰.

Le droit à l'alimentation défini ci-dessus est reconnu comme un droit universel et appartient ainsi à toute personne. Cependant, faute de directives plus précises concernant le contenu du droit à l'alimentation et l'obligation des Etats, l'application du droit à l'alimentation défendu dans le Pacte fut très limitée³⁰¹. Pour cette raison, l'engagement 7 du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 demande au Haut-Commissaire des Nations Unies d'en clarifier le contenu. Cette clarification fut progressivement réalisée, dans un premier temps, au travers de l'adoption en 1999 de la Résolution sur le Droit à l'alimentation par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et de l'adoption du document Observation générale 12 sur le Droit à l'alimentation par l'Assemblée des Nations Unies. Elle fut également réalisée au travers du développement de directives volontaires par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de leur adoption par le conseil de cette dernière en 2004, créant un instrument légal et international clarifiant le contenu du droit à l'alimentation ainsi que l'obligation des Etats de garantir et de mettre en œuvre ce droit³⁰².

Par ailleurs, le droit à l'alimentation est parfois reconnu et renforcé par des instruments internationaux spécifiques (tels que la Convention sur les droits de l'enfant), des instruments régionaux, nationaux, ainsi que des instruments internationaux non juridiquement contraignants relatifs aux droits de l'homme³⁰³. Dans de nombreux cas, ces instruments protègent plus concrètement des individus ou des groupes vulnérables.

Enfin, le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation participe également à la clarification et au renforcement de ce dernier en clarifiant par exemple, les nombreuses dimensions et droits auquel il est lié. Le rapporteur M. Jean Ziegler (ayant exercé entre 2000 et 2008) définit ainsi que *“le droit à l'alimentation est le droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement, soit au moyen d'achats monétaires, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant*

³⁰⁰ Christophe GOLAY & Melik OZDEN, *Le droit à l'alimentation, un droit humain fondamental stipulé par l'ONU et reconnu par des traités régionaux et de nombreuses constitutions nationales*, Genève, CETIM, 2005, pp. 6-22.
Disponible sur : <http://www.eoi.at/d/EOI%20-%20Jahresberichte/Monaco/bro1-alim-A4-fr.pdf>

³⁰¹ Georg BOKELOH, Maria GERSTER-BENTAYA, Lioba WEINGARTNER, *op.cit.*, pp p16.

³⁰² Georg BOKELOH, Maria GERSTER-BENTAYA, Lioba WEINGARTNER, *op.cit.*, pp. 15-16.

³⁰³ Christophe GOLAY & Melik OZDEN, *op.cit.*, pp. 10-22.

aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur, et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne”³⁰⁴. Il affirme également que le droit à l'alimentation inclut un accès aux ressources et aux moyens pour produire et assurer sa subsistance tel que l'accès à la terre, à l'eau, aux semences et aux crédits. En effet, en 2004, Jean Ziegler défend que le droit à l'alimentation constitue également « le droit de pouvoir s'alimenter par ses propres moyens, dans la dignité. » devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Le rapporteur général sur le droit à l'alimentation entre 2008 et 2014, Olivier de Schutter, précise à ce sujet « *Les droits légaux protègent le droit de chacun de vivre avec dignité et garantissent à chaque individu d'avoir accès aux ressources nécessaires pour produire une alimentation suffisante pour lui-même ou de bénéficier d'un pouvoir d'achat suffisant pour se la procurer sur le marché. Ils imposent des obligations à l'État, et offrent aux individus et aux communautés des mécanismes de recours quand ces obligations ne sont pas respectées* »³⁰⁵. Il indique pour ce faire qu'il est nécessaire qu'une cartographie appropriée des personnes en précarité alimentaire ainsi qu'un plan cohérent doivent être réalisés en respectant les principes de participation, de responsabilisation, de non-discrimination, de transparence, de dignité humaine et d'autonomisation tout en suivant la primauté du droit et en n'excluant aucun individu ou ménage sans argumentation³⁰⁶. De Schutter affirme ainsi qu'il est de la responsabilité des Etats de mettre en œuvre des stratégies et de mobiliser les ressources adéquates afin d'assurer le droit à l'alimentation. Ces derniers doivent également améliorer la coordination entre les différents acteurs du développement œuvrant dans ce même but³⁰⁷.

Ainsi, le droit à l'alimentation bénéficie d'une reconnaissance internationale. De manière peu surprenante, les différentes dimensions qui composent le droit à l'alimentation coïncident avec les différentes dimensions de la sécurité alimentaire évoquées ci-dessous³⁰⁸. Le nombre de personnes souffrant de la faim à l'heure actuelle démontre cependant les lacunes du droit international et des législations nationales pour donner un réel effet au droit à l'alimentation et ce, malgré les évolutions réalisées dans le domaine et le développement

³⁰⁴ Christophe GOLAY & Melik OZDEN, *op.cit.*, p6.

³⁰⁵ Olivier DE SCHUTTER, *Rapport du rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation*, Conseil des droits de l'homme, 2013, p4. Disponible sur : http://www.bfc-international.org/IMG/pdf/Mission_a_l_Organisation_des_Nations_Unies_pour_l_alimentation_et_l_agriculture_fao_fr.pdf

³⁰⁶ Olivier DE SCHUTTER, *op.cit.*, 23p.

³⁰⁷ Olivier DE SCHUTTER, *op.cit.*, 23p.

³⁰⁸ FAO, *Les directives sur le droit à l'alimentation*, Rome, FAO, 2006, 230p. Disponible sur : <http://www.fao.org/3/a-a0511f.pdf>

de différents outils juridiques dans le but de servir l'exercice de ce droit.

Annexe II : Sécurité alimentaire et nutritionnelle, construction d'un concept complexe aux dimensions multiples

Historiquement, la notion de sécurité alimentaire réfère à un approvisionnement alimentaire disponible par rapport aux besoins d'une population à un niveau régional, national ou mondial³⁰⁹. L'insécurité alimentaire concernant souvent un groupe spécifique d'individus plutôt qu'une société entière et prenant plutôt place à un niveau local ou régional que sur un large territoire, la notion est cependant habituellement perçue comme plus pertinente pour désigner les besoins d'un groupe communautaire, local, d'un ménage ou d'un individu.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la production des aliments de base constituait la priorité afin de protéger la population contre les disettes au niveau local et national. Les politiques alimentaires et agricoles des années 1950 et 1960 se sont ainsi axées sur l'augmentation de la productivité, de la production et de la commercialisation des aliments de base. En 1966, les Nations Unies adoptent le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui pose les bases du concept de sécurité alimentaire tout en reconnaissant déjà l'importance de la nutrition pour la notion de sécurité alimentaire³¹⁰. C'est lors de la conférence mondiale sur l'alimentation en 1974 que l'idée de sécurité alimentaire est abordée pour la première fois, par le Conseil Alimentaire Mondial. La conférence, organisée pour faire face à la crise alimentaire engendrée à la suite d'une importante diminution des stocks mondiaux de céréales souligne alors « le droit de chaque homme, femme et enfant d'avoir à manger et de ne pas souffrir de malnutrition afin de se développer pleinement et de conserver ses facultés physiques et mentales »³¹¹. Le problème de la sécurité alimentaire est surtout abordé à l'échelle mondiale et principalement en termes de quantité qu'il était important d'accroître pour répondre aux besoins de la population mondiale croissante³¹². La garantie de la sécurité alimentaire dépendait ainsi d'une

³⁰⁹ Georg BOKELOH, Maria GERSTER-BENTAYA, Lioba WEINGARTNER, *op.cit.*, pp.3-6.

³¹⁰ CSA, *S'entendre sur la terminologie*, Rome, 2012, pp.4-7. Disponible sur : <http://www.fao.org/docrep/meeting/026/MD776F.pdf>

³¹¹ FAO, *Rôle des SADA dans la Sécurité Alimentaire de Kinshasa*, 1997, Rome. Disponible sur : <http://www.fao.org/docrep/003/A039F/aa039f05.htm#bm05>

³¹² Alain RONDEAU, « La conférence mondiale de l'Alimentation ou le triomphe de la rhétorique », *Revue Tiers-*

production suffisante de denrées alimentaires et de la bonne gestion spatio-temporelle du rapport entre l'offre et la demande alimentaire³¹³.

Dans les années 1980, la notion de sécurité alimentaire évolue, notamment à la suite des travaux de A. Sen. Celui-ci émet l'idée que ce n'est pas tant une offre insuffisante et non garantie de nourriture mais bien un manque d'accès aux denrées qui est à la source de l'insécurité alimentaire³¹⁴. Il souligne ainsi l'importance de la problématique de l'accès physique et financier à la nourriture. La famine africaine de 1984-1985 entraîne par ailleurs au cours de la même période un autre changement de perspective car elle démontre le lien entre la stabilité des moyens d'existence des individus et leur sécurité alimentaire. Ces nouvelles ouvertures découlent en 1986 sur une nouvelle définition de la sécurité alimentaire émise par la Banque Mondiale. Celle-ci définit dès lors la sécurité alimentaire comme « l'accès pour tous et à tout moment aux denrées alimentaires nécessaires pour mener une vie saine et active »³¹⁵. Si cette définition s'utilise largement depuis les années 1990, la Conférence Internationale sur la Nutrition (CIN) de 1992 introduit finalement plus clairement la dimension nutritionnelle dans la notion de sécurité alimentaire. La notion de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) fera dès lors son apparition dans la littérature scientifique. En 1996, la définition donnée par la FAO met en lumière la nouvelle complexité du concept en abordant la sécurité alimentaire de la manière suivante : « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active »³¹⁶. La notion de sécurité nutritionnelle y est ainsi introduite au travers des aspects liés à la pratique des soins quotidiens, aux services de santé et à l'environnement, autant d'éléments apportant une vision plus complète des enjeux liés à l'alimentation³¹⁷.

Enfin, dans le contexte de l'émergence des enjeux climatiques et environnementaux au niveau mondial, la dimension de la durabilité fut introduite. En 2001, la sécurité alimentaire et nutritionnelle est ainsi définie par la FAO comme « une situation dans laquelle

Monde, Vol. XVI, n°63, 1975, pp. 671-684.

³¹³ Pierre JANIN, « La lutte contre l'insécurité alimentaire au Sahel : permanence des questionnements, évolution des approches », *Cahier Agricultures*, 2010, Vol. 19, n°3, pp.177-184.

³¹⁴ FAO, *Rôle des SADA dans la Sécurité Alimentaire de Kinshasa*, *op.cit.*

³¹⁵ CSA, *op.cit.*, p5.

³¹⁶ FAO, Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, Rome, 1996. Disponible sur : <http://www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm>

³¹⁷ Georg BOKELOH, Maria GERSTER-BENTAYA, Lioba WEINGARTNER, *op.cit.*, pp.3-6.

toutes les personnes ont un accès physique, social et économique durable à une nourriture suffisante, sûre et nutritive qui répond à leurs besoins diététiques et à leurs préférences alimentaires, pour mener une vie saine et active »^{318 319 320}.

Annexe III : L'Histoire éthiopienne au rythme des famines

Au total, en Ethiopie, Patrick Webb, Joachim Von Braun et Yisehac Yohannes recensent 39 périodes de pénurie alimentaire et/ou d'excès de mortalité jusqu'en 1992, date de publication de leurs recherches³²¹. A ces 39 périodes de pénurie s'ajoute la crise de 1999 durant laquelle 10 millions de personnes nécessitent une assistance alimentaire. Une grande partie de cette population est constituée de populations pastorales provenant principalement de la région Somali³²². Il est cependant difficile de recenser et classer les crises alimentaires rencontrées en Ethiopie, les différents auteurs travaillant avec différents indicateurs et utilisant différentes méthodes sur différentes échelles. Ainsi, d'autres sources affirment par exemple que l'état de famine fut présent de manière permanente sur 20% du territoire éthiopien entre 1958 et 1977³²³. Néanmoins, il est possible d'affirmer que l'insécurité alimentaire s'est imposée comme une problématique récurrente au cours de l'Histoire éthiopienne, et ce au cours des derniers siècles comme des dernières décennies.

Bien qu'il ne soit pas cohérent d'aborder ici chaque crise alimentaire en fonction de son contexte politique et économique, il est néanmoins utile de survoler les périodes de famines et sécheresses qui ont marqué l'histoire éthiopienne. Celles-ci seront abordées parallèlement à leur contexte historique, offrant une compréhension plus complète de l'insécurité alimentaire au cours de l'histoire éthiopienne. Nous verrons ainsi que la faim a

³¹⁸ Denis OUEDRAOGO, Moussa KABORE & Blaise KIENOU, « Insécurité alimentaire, vulnérabilité et pauvreté en milieu rural au Burkina : une approche en termes de consommation d'énergie », *Mondes en développement*, vol. 140, no. 4, 2007, pp. 65-84.

³¹⁹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2001a) *Bilans alimentaires : Historique, sources, concepts et définitions*, Table ronde internationale de discussion sur les statistiques agricoles, d'élevage et celles du commerce extérieur, Abidjan, FAO/ENSEA, 15 p.

³²⁰ FAO, *Introduction au concept de la sécurité alimentaire*, op.cit., 4p.

³²¹ Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, op.cit., pp.19-29.

³²² Nicholas HAAN, Nisar MAJID, James DARCY, Op.Cit., p33.

³²³ Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, op.cit., pp.19-29.

souvent accompagné la transformation de la société éthiopienne et qu'elle ponctue son histoire de la même manière que les luttes de pouvoir qui la façonnent³²⁴.

La première période de sécheresse déduite à partir de l'étude du niveau du Nil remonterait à 250 B.C et l'occurrence de famines à répétition se confirme autour de 1131-1145 A.C. Depuis lors, chaque siècle semble avoir été marqué par un certain nombre de sécheresses et de crises alimentaires. Jusqu'au 17ème siècle cependant, la sévérité comme les racines des crises alimentaires restent floues. Les premiers facteurs à l'origine des famines qui furent identifiés sont les épidémies de choléras, les sécheresses, les maladies bovines ou les invasions d'insectes. Pour ces différentes raisons et parce que l'Ethiopie est alors appauvrie par différentes luttes de succession qui affaiblissent le pouvoir impérial au profit des chefs locaux entre le 18ème et le 19ème siècle, huit périodes de crises alimentaires ont été recensées au niveau régional et national confondus³²⁵³²⁶. Alors que l'Ethiopie sort de son isolement et connaît un nombre important de conflits territoriaux, notamment avec son voisin égyptien au cours de la deuxième moitié du 19ème siècle, les famines continuent de marquer l'histoire éthiopienne. Entre 1864 et 1866, le Tigré et le Gondar connaissent des sécheresses qui engendrent d'importantes pertes humaines mais dont il est difficile de recenser l'étendue et les causes du fait du peu de la littérature disponible sur le sujet³²⁷. Certains scientifiques soulignent néanmoins la corrélation entre les oscillations australes du phénomène d'El Niño et l'occurrence d'un déficit de précipitations dans la corne de l'Afrique. Les sécheresses de 1864-66 évoquées ci-dessus y seraient ainsi corrélées, tout comme celles qui ont généré d'importantes pertes de bétail au Tigré et dans la vallée d'Awash. Ces sécheresses et les conflits qui marquent le pays affectent ainsi la sécurité alimentaire des populations entre 1876 et 1878³²⁸.

L'empire d'Ethiopie comprenant les composantes sociolinguistiques et ethniques actuelles est fondé par l'empereur Menelik II, déclaré empereur en 1889³²⁹. Bien que ce dernier constitue la figure majeure de la centralisation de l'Empire éthiopien, ce processus avait déjà débuté avec ses prédécesseurs, notamment Sahlé Sélassié, et se clôtura avec son successeur,

³²⁴ Fabrice WEISSMAN, « The food emergency in Ethiopia: What the drought conceals », *Crash*, Paris, 03/01/2003, p4. Disponible sur : <https://www.msf-crash.org/en/publications/humanitarian-actors-and-practices/food-emergency-ethiopia-what-drought-conceals>

³²⁵ Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, *op.cit.*, pp19-29.

³²⁶ Eloi FICQUET, Alain GASCON, Jacqueline PIRENNE, Jean DORESSE, Hervé LEGRAND, R. SCHNEIDER, Jean CHAVAILLON, Jean LECLANT, « ÉTHIOPIE », *Encyclopædia Universalis*, consulté le 23 mai 2017. Disponible sur : <http://www.universalis.fr/encyclopedia/ethiopie/>

³²⁷ Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, *op.cit.*, pp19-29.

³²⁸ Wolde-Georgis TSEGAY, « El Niño and drought early warning in Ethiopia », *Bradford, Internet Journal of African Studies*, 1997. Disponible sur : <https://www.brad.ac.uk/research-old/ijas/ijasno2/Georgis.html>.

³²⁹ Haji ABBAS, « L'Ethiopie va-t-elle éclater ? Conflits politiques, économie et société en pays arssi », *Cahiers d'études africaines*, n°126, 1992, pp239-240.

Hailé Sélassié³³⁰. A la suite d'une nouvelle tentative italienne de s'approprier une partie stratégique³³¹ du territoire éthiopien, Menelik II déclare l'indépendance de l'Ethiopie en 1896. L'empire fait effectivement face à une invasion italienne du Tigré, avortée grâce à l'aide des "chassepots" français à Adoua. L'empereur Menelik perd cependant la région érythréenne qui reste sous le contrôle italien³³². A ce contexte politique tendu s'ajoute des sécheresses associées aux oscillations australes d'El Niño et à la propagation de la peste bovine. En découlent de lourdes conséquences en termes de bétail et de vies humaines entre 1888 et 1892. Des sécheresses mineures eurent ensuite encore lieu entre 1895 et 1896³³³.

La déclaration d'indépendance ne procurera pas au nouvel Etat la stabilité politique nécessaire à l'amélioration de la situation alimentaire du pays qui continue de connaître des aléas climatiques et une insécurité alimentaire au début du 20ème siècle. En effet, malgré le délaissement des alliances germano-turques qui permet à la nation d'éviter d'être divisée à la victoire des Alliés, l'Italie de Mussolini s'approprie son territoire en 1936. A la fin de la guerre, la défaite de Mussolini entraîne le passage du territoire éthiopien et érythréen sous l'administration anglaise. C'est seulement grâce à la rencontre de l'empereur avec le président Roosevelt en 1945, à l'accord de défense mutuelle signé avec les Etats-Unis en 1953 et à l'admission de l'Éthiopie à l'ONU que cette dernière se dégage progressivement de l'administration britannique³³⁴. L'Erythrée est cependant retirée du contrôle éthiopien. En 1950, une résolution de l'ONU définit finalement cette dernière comme " une unité autonome, fédérée avec l'Ethiopie sous la souveraineté de la couronne éthiopienne"³³⁵, mettant fin aux prétentions et disputes qui avaient lieu pour le territoire. Les deux entités se voient alors liées par une structure fédérale souple. Au cours de cette période durant laquelle l'Ethiopie se voit administrée par les puissances étrangères, le pays connaît des sécheresses modérées ainsi qu'un faible niveau d'inondation du Nil qui affecte le Nord du pays. La sévérité des conséquences engendrées par ces différents événements n'a par ailleurs que très rarement été mesurée³³⁶.

La guerre avec l'Erythrée entre 1962 et 1993 constituera un énorme drain des ressources pour le pays, affectant ce dernier dans son ensemble et notamment dans le domaine de la

³³⁰ Haji ABBAS, *op.cit.*, pp.239-240.

³³¹ Territoire s'étendant au Nord du Tigré et sur les côtes, alors éthiopiennes, de la mer Rouge.

³³² Eloi FICQUET, Alain GASCON, Jacqueline PIRENNE, Jean DORESSE, Hervé LEGRAND, R. SCHNEIDER, Jean CHAVAILLON, Jean LECLANT, *Op.cit.*

³³³ Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, *op.cit.*, pp.19-29.

³³⁴ Eloi FICQUET, Alain GASCON, Jacqueline PIRENNE, Jean DORESSE, Hervé LEGRAND, R. SCHNEIDER, Jean CHAVAILLON, Jean LECLANT, *Op.cit.*

³³⁵ Fred LHELGOUALCH, « L'Erythrée, un autre drame de la décolonisation », *Histoire pour tous*, 2015. Disponible sur : <https://www.histoire-pour-tous.fr/dossiers/5103-lerythree-un-autre-drame-de-la-decolonisation.html/>.

³³⁶ Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, *op.cit.*, pp.19-29.

sécurité alimentaire. Les pressions exercées par Hailé Sélassié pour intégrer l'Erythrée à l'Ethiopie afin de bénéficier d'un accès à la mer Rouge découlent finalement sur la déclaration de celle-ci comme simple région éthiopienne, ce qui fait basculer les deux entités dans une guerre d'indépendance de 30 ans³³⁷. L'indépendance de l'Erythrée est pour finir proclamée en 1993, après que les troupes du Front Populaire de Libération de l'Erythrée aient mis en échec les forces éthiopiennes et fin à la guerre en 1991³³⁸.

Les auteurs Patrick Webb, Joachim Von Braun et Yisehac Yohannes estiment que la guerre a coûté entre 65 000 et 95 000 tonnes de perte de nourriture par an à l'Erythrée, et un peu moins à l'Ethiopie pour qui le drain des ressources nationales a représenté de 50 à 70% du revenu total du gouvernement. La guerre tout comme le drain des ressources nationales fragilisent notablement le pays et ce, notamment au niveau alimentaire, tout au long de cette période³³⁹.

Outre la rébellion érythréenne, l'Ethiopie connaît, à partir des années 60, une évolution sociale et économique qui va bouleverser la vie traditionnelle. Le pays appréhende alors une importante urbanisation et une classe de salariés (fonctionnaires, policiers, ouvriers) se constitue. Il en découle d'importantes inégalités de ressources et une montée des prix, favorisant la paupérisation de certaines tranches de la population qui mène parfois à des révoltes paysannes, comme ce fut le cas dans la région du Balé. En parallèle, se superposent des troubles politiques et territoriaux à la frontière somalienne. Dans ce contexte, des sécheresses et épidémies prennent lieu de manière localisée comme au Tigré, au Wollo et à l'Ouest du pays au début des années 1960, engendrant dans certains cas de sévères crises alimentaires^{340 341}.

Entre 1971 et 1975, l'Ethiopie connaît une nouvelle séquence de déficits pluvieux, entraînant une famine à partir de 1973 et la mort d'environ 250 000 personnes ainsi que la perte de 50% du bétail dans les régions du Tigré et du Wollo³⁴². La grande famine du début des années 1970 s'explique, outre les changements et troubles que connaît alors la société éthiopienne, par les pertes des moyens de subsistance engendrées au cours des décennies précédentes³⁴³.

³³⁷ Le dessous des cartes, « Erythrée : aux origines des flux migratoires », Arte, 2016. Disponible sur : <http://ddc.arte.tv/nos-cartes/erythre-aux-origines-des-flux-migratoires>.

³³⁸ Eloi FICQUET, Alain GASCON, Jacqueline PIRENNE, Jean DORESSE, Hervé LEGRAND, R. SCHNEIDER, Jean CHAVAILLON, Jean LECLANT, *Op.cit.*

³³⁹ Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, *op.cit.*, pp.19-29.

³⁴⁰ Eloi FICQUET, Alain GASCON, Jacqueline PIRENNE, Jean DORESSE, Hervé LEGRAND, R. SCHNEIDER, Jean CHAVAILLON, Jean LECLANT, *Op.cit.*

³⁴¹ Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, *op.cit.*, pp.19-29.

³⁴² Aujourd'hui compris dans la région de l'Afar

³⁴³ Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, *op.cit.*, pp.19-29.

Passée sous silence, la crise dans le Wollo mène à de violents affrontements entre les manifestants et la police. Ces affrontements déboucheront d'une part sur la reconnaissance du désastre au niveau national et international et sur l'acheminement de ravitaillement comprenant une aide internationale conséquente³⁴⁴³⁴⁵. En 1974, la conférence alimentaire mondiale introduit effectivement la préoccupation mondiale au sujet de la sécurité alimentaire. Celle-ci est alors envisagée sous l'angle d'une quantité de nourriture disponible et suffisante à l'échelle mondiale et nationale et signe le début de l'aide alimentaire³⁴⁶. D'autre part, la crise que connaît le Wollo et les affrontements qui en découlent attisent les mécontentements qui mènent à la fin du régime impérial. En effet, sur fond d'une crise accentuée par la hausse des prix du pétrole, les mécontentements et les forces contre le pouvoir en place émergent. Ceux-ci sont renforcés par les presses et radios étrangères qui font campagne contre ce dernier. En 1974, à la suite de la population, l'armée s'insurge, suivie de la police et de la communauté musulmane qui se joint à la rébellion dans la capitale au nom de la lutte pour la justice et l'égalité sociale. En septembre, le comité militaire proclame la déchéance de l'empereur et du Parlement et désigne un gouvernement provisoire marquant le début d'une dictature militaire d'inspiration soviétique³⁴⁷³⁴⁸. Ce gouvernement militaire provisoire appelé régime du Derg et le régime de la République démocratique populaire d'Ethiopie qui lui succéda en 1987 se caractérisent par les politiques "socialistes" qui marquent profondément le pays. Les politiques restrictives, limitatives de l'intégration du marché entre régions et la réforme agricole mise en place dessinent l'Ethiopie contemporaine. Du point de vue de la sécurité alimentaire, ces politiques engendreront une grande disparité entre les régions, notamment en termes d'accès aux infrastructures qui furent parfois très peu développées³⁴⁹.

La malheureuse concordance entre l'important bouleversement politique et économique qui suivit la fin du régime impérial de Haile Selassie, l'augmentation de la pression à la frontière et la sécheresse qui touche à nouveau le nord du pays à partir 1978, puis le sud au début des années 1980, conduit à la crise et à ses deux millions de victimes au cours des années 1980

³⁴⁴ Kumar GOPALAKRISHNA, *Ethiopian Famines 1973-1985: A case-Study*, Oxford, World Institute for Development Economic Research of the United Nations University, 1987, pp9-11.

³⁴⁵ Mohamed HASSAN, Gregoire LALIEU, *L'Ethiopie à la croisée des chemins*, Investig'Action, 2016. Disponible sur : <https://www.investigaction.net/fr/lethiopie-a-la-croisee-des-chemins-13-lempire-de-selassie/>.

³⁴⁶ Nicholas HAAN, Nisar MAJID, James DARCY, *A review of emergency food security assessment practice in Ethiopia*, London, United Nations World Food Programme, 2006, pp33-34.

³⁴⁷ Eloi FICQUET, Alain GASCON, Jacqueline PIRENNE, Jean DORESSE, Hervé LEGRAND, R. SCHNEIDER, Jean CHAVAILLON, Jean LECLANT, *Op.cit.*

³⁴⁸ Sabine PLANEL, « Réalités, perceptions et usages des « Famines vertes » du sud éthiopien », *Revue Tiers Monde*, vol.CLXXXIV, n° 4, 2005, pp. 837-859.

³⁴⁹ Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, *op.cit.*, pp.19-29.

³⁵⁰. Une aide internationale tardive et massive arrive vers l’Ethiopie au milieu des années 1980 ³⁵¹. C’est désormais sous l’angle de l’accès individuel et du ménage que la communauté internationale aborde le problème de l’insécurité alimentaire. Dans le cadre de cet élan international, le gouvernement éthiopien en place utilise l’aide alimentaire comme outil d’homogénéisation démographique. Alors qu’une propagande est faite pour que les personnes au Nord du pays migrent vers le Sud, ceux qui décident de rester se voient bloquer l’accès à la nourriture³⁵². Cette instrumentalisation politique de l’aide et de la famine ne sera dénoncée que plus tard, une minorité d’acteurs sur le terrain ayant dénoncé les actions du gouvernement au moment même de la crise, et ce malgré le nombre important de victimes qu’elle engendre³⁵³.

En parallèle, depuis le début des années 1980, des mouvements nationalistes régionaux progressent. La famine renforcera le parti de ces derniers qui prendront au fur et à mesure le contrôle du territoire éthiopien. Entre 1990 et 1992, de nouvelles sécheresses frappent le pays. Plus de 4 millions de personnes souffrent alors d’un manque alimentaire³⁵⁴. Ce nombre continue de croître jusqu’en 1994 où ce sont alors 5,6 millions de personnes qui nécessitent une aide alimentaire³⁵⁵. Dans ce contexte de crise, le régime “marxiste” en place tarde à adopter les mesures nécessaires pour répondre aux attentes du monde rural. Par ailleurs, il perd son allié russe au moment où le mouvement d’opposition se voit de plus en plus fort autour de la capitale. La dictature marxiste du colonel Mengistu est ainsi renversée en 1991 par le Front Démocratique et Révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF). Celui-ci regroupe différents mouvements d’opposition armés tels que le Front de Libération du peuple du Tigré (FLPT) dont le leader, Meles Zenawi, deviendra le président du gouvernement de transition et en 1995, le Premier ministre du nouveau gouvernement éthiopien. L’adoption de la Constitution en 1994 constitue l’Ethiopie comme Etat fédéral composé de neuf régions établies sur base ethnique³⁵⁶.

³⁵⁰ Sabine PLANEL, *Op.Cit.*, pp. 837-859.

³⁵¹ Save the Children, *Ethiopia Emergency Bulletin 1: Ethiopia Food crisis*, OCHA, 2000. Disponible sur : <https://reliefweb.int/report/ethiopia/ethiopia-emergency-bulletin-1-ethiopia-food-crisis>.

³⁵² Médecins Sans Frontières, *Notre Histoire; de 1971 à aujourd’hui*, Médecins Sans frontières, Paris. Disponible sur : <https://www.msf.fr/mentions-legales-licence-droits-usage>.

³⁵³ Médecins Sans Frontières, *Famine et transferts forcés de populations en Ethiopie 1984-1986*, Médecins Sans Frontières, Coll. « Prises de parole publiques », 2013, pp. 40-60.

³⁵⁴ Patrick WEBB, Joachim VON BRAUN, Yisehac YOHANNES, *op.cit.*, pp.19-29.

³⁵⁵ Nicholas HAAN, Nisar MAJID, James DARCY, *Op.Cit.*, p33.

³⁵⁶ Eloi FICQUET, Alain GASCON, Jacqueline PIRENNE, Jean DORESSE, Hervé LEGRAND, R. SCHNEIDER, Jean CHAVAILLON, Jean LECLANT, *Op.cit.*

Annexe IV : Besoins humanitaires dans le domaine de l'insécurité alimentaire

Malgré une diminution notoire et constante du pourcentage de personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans le pays, le nombre d'éthiopiens nécessitant une assistance alimentaire (d'urgence ou induite par une insécurité alimentaire chronique) connaît d'importantes variations. Ainsi, entre 2000 et 2012, ce nombre varie entre 2 et 14 millions de personnes³⁵⁷. En 2017, ce sont 7.8 millions de personnes qui nécessitent une assistance alimentaire alors qu'en 2016, ils étaient 10.2 millions^{358 359}. Bien que les chiffres ne semblent pas indiquer une diminution notoire de la situation des besoins en matière d'aide alimentaire, leur statisme doit être relativisé par l'importante croissance démographique que connaît actuellement le pays. Par ailleurs, ces chiffres sont sensibles aux conditions climatiques, le nombre de personnes souffrant de malnutrition aigüe ou nécessitant une assistance alimentaire augmentant lors de l'occurrence de sécheresses qui peuvent fragiliser des millions de personnes supplémentaires³⁶⁰.

Actuellement, les sécheresses provoquées par le phénomène d'El Niño en 2015/2016 ont engendré de lourdes pertes de bétail et de faibles récoltes. Entre mars et juin, le nombre de districts en crise au sein du pays augmente³⁶¹. En conséquence, les besoins de la population éthiopienne en 2017 sont importants et dépassent largement les prévisions réalisées au début de l'année. Ainsi, dans le domaine de l'aide alimentaire et alors qu'ils étaient initialement estimés à 5.6 millions, ce sont environ 9.5 millions d'individus qui nécessitent une aide alimentaire³⁶². Dans les domaines touchants de près ou de loin à l'insécurité alimentaire, sont dénombrées 4.37 millions de personnes ayant besoin d'une assistance sanitaire, 9.1 millions de personnes nécessitant un support dans le domaine de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), à 1.9 million les ménages ayant besoin d'un

³⁵⁷ *Food security and the Meles' legacy*, Johannesburg, IRIN, 2012. Disponible sur :

<http://www.irinnews.org/report/96154/ethiopia-food-security-and-meles-legacy>.

³⁵⁸ World Food Programme Ethiopia, *Emergency Situation Report #04*, World Food Programme, 2017, 4p. Disponible sur : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000050315/download/?_ga=2.42644005.101993737.1525797620-324322316.1518686903.

³⁵⁹ World Food Programme, *Ethiopia Drought, emergency Dashboard*, World Food Programme, 2016, 1p. Disponible sur : <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ep/wfp285880.pdf>.

³⁶⁰ David DAS NEVES, *La situation alimentaire en Ethiopie aussi est extrêmement préoccupante*, PNUD, 2017.

Disponible sur : <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/blog/2017/5/23/La-situation-alimentaire-en-Ethiopie-aussi-est-extr-mement-pr-occupante.html>.

³⁶¹ ACAPS, *Ethiopia; Food insecurity and malnutrition in Somali region*, ACAPS Briefing Note, 2017, 7p. Disponible sur : <https://www.acaps.org/country/ethiopia/special-reports#container-928>.

³⁶² ACAPS, *Op.Cit.*, 7p.

support en terme de bétail, et à 0.5 million les ménages nécessitant un support en terme de semences³⁶³.

En 2018, les estimations prévoient que pour offrir une réponse adéquate, dans l'unique domaine de l'aide alimentaire, les fonds soulevés devraient représenter entre 127.3 à 220.6 millions de dollars. Pour assurer l'entièreté de l'aide humanitaire, ce sont 895 millions de dollars qui seraient nécessaires et ce pour une population cible qui compterait entre 5 et 7 millions de personnes³⁶⁴. En comparaison, en 2016 qui constitue une année de crise suite à d'importantes sécheresses, ce sont 1.523 billion de dollars qui sont prévus pour répondre aux besoins en Ethiopie³⁶⁵. Dans les deux cas, ce sont les secteurs de l'alimentation puis de la nutrition qui captent la plus grande part des ressources.

Pour répondre à ces besoins, le pays connaît, depuis le début des années 2000, une importante dépendance vis-à-vis de l'aide internationale. Pour organiser sa réponse et en collaboration avec les autorités éthiopiennes, cette dernière définit des zones prioritaires en fonction de la localisation des besoins. Les zones de première priorité se situent sur la quasi-totalité de la région Somali et de l'Afar, ainsi que sur une partie du sud et de l'est de l'Oromia, du sud de la SNNP, de l'ouest de Gambela et dans certaines *woredas* petites zones au Tigré et d'Amhara. Le reste de la région Somali et de l'Afar sont placées en priorité 2, comme d'autres zones dans les régions citées précédemment. Enfin, les zones en priorité 3 s'étendent sur ces dernières régions également, le reste du pays (la zone ouest en dehors de Gambela) étant épargné par la crise³⁶⁶.

Annexe V : Stratégie et programmes de l'Etat éthiopien pour la sécurité alimentaire

Outre la structure institutionnelle, l'action pour la sécurité alimentaire est réalisée dans un cadre spécifique, délimité au travers de différentes stratégies parmi lesquelles la *stratégie nationale de préparation aux catastrophes et de mise en place de mesures d'atténuation* ainsi que par la *stratégie nationale sur la nutrition*. Cette dernière vise à

³⁶³ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, *Humanitarian Requirements Document*, World Health Organisation, 2017, p10. Disponible sur : <http://www.who.int/health-cluster/countries/ethiopia/ethiopia-humanitarian-response-plan-2017.pdf>.

³⁶⁴ Alert: Immediate 2018 Humanitarian Requirements - Ethiopia, Humanitarian Response, 2018, pp1-2. Disponible sur : https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/alert_-_immediate_2018_humanitarian_requirements_-_ethiopia.pdf.

³⁶⁵ NDRMC, OCHA, *Prioritisation Statement*, Reliefweb, 2016, p1. Disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/prioritisation_statement.pdf.

³⁶⁶ Government of Ethiopia & Humanitarian Partners, *Op.Cit.*, p10.

réduire la malnutrition chronique depuis 2005 en prenant pour principal public cible les jeunes enfants³⁶⁷. Se trouvant actuellement dans sa phase II (entre 2016 et 2020), cette stratégie fournit un cadre pour la définition des objectifs et les interventions pour la sécurité alimentaire dans tous les secteurs pertinents tels que la santé, l'agriculture, l'eau, l'éducation, ...³⁶⁸. Le gouvernement éthiopien adopte des plans stratégiques de réduction de la pauvreté, *the Growth and Transformation Plan* (GTP) qui touche directement aux racines de la sécurité alimentaire. Le troisième volet qui prit fin en 2015 visait à réduire le nombre de personnes vivant dans la pauvreté (de 29% à 22%) et le nombre de personnes dépendant de l'aide gouvernementale abordée ci-dessous au travers de plusieurs objectifs de développement économique centrés sur la mécanisation de l'agriculture et les petits agriculteurs³⁶⁹. L'action pour la sécurité alimentaire est également définie au travers de la stratégie nationale de gestion des désastres, révisée en 2013 et qui intègre les priorités établies par *the Hyogo Framework for Action* (HFA), le plan de construction de la résilience des Nations Unies^{370 371}. Enfin, les politiques menées dans le domaine de la sécurité alimentaire se développent de sorte à adopter une approche centrée sur l'individu et les communautés pour une meilleure intégration de la réponse apportée. Elles visent également l'inclusion des groupes vulnérables³⁷². Le gouvernement éthiopien fournit ainsi à ses institutions les cadres nécessaires pour que leurs actions s'intègrent dans une démarche cohérente au niveau national comme au niveau local, accordant par ailleurs les stratégies nationales aux modèles internationaux. L'émission de stratégies claires quant au traitement de l'insécurité alimentaire et la structure importante offerte par l'Etat permet aux acteurs humanitaires d'intégrer leur action dans une stratégie globale cohérente pour le pays, améliorant l'efficacité de chaque acteur.

Après avoir évoqué le contexte institutionnel et stratégique dans lesquels les programmes gouvernementaux pour l'insécurité alimentaire s'insèrent, abordons finalement plus concrètement l'action gouvernementale réalisée dans le domaine. Le Programme national de sécurité alimentaire comporte quatre volets. Premièrement, il se compose du

³⁶⁷ Jean CHRISITE, *Evaluation de la Stratégie sur la sécurité alimentaire de l'ACDI au Honduras et en Ethiopie*, FSPG, 2013, p23. Disponible sur : http://www.ccic.ca/files/fr/working_groups/2013_07_19_Case_Studies_FSPG.pdf.

³⁶⁸ Directed by Bernard HUBERT, *Ethiopie*, Plateformes Nationales d'Information pour la Nutrition, 2018. Disponible sur : <http://www.nipn-nutrition-platforms.org/Ethiopie>.

³⁶⁹ Jean CHRISITE, *Op.Cit.*, p23.

³⁷⁰ United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNISDR), *Hyogo Framework for Action (HFA)*, UNISDR, 2018. Disponible sur : <https://www.unisdr.org/we/coordinate/hfa>.

³⁷¹ Global Facility for Disaster Reduction and Recovery, *Op.Cit.*

³⁷² Mesay K. DUGUMA, Michael BRÜNTRUP, Daniel TSEGAI, *Op.Cit.*, pp. 33-56.

Programme de filet de sécurité productif (PSNP) qui constitue sans doute le programme le plus connu et le plus important dans le domaine de la sécurité alimentaire. Établi depuis 2005 dans diverses *woredas* insécurisées comprises au sein de huit régions d’Ethiopie dont la région Somali fait partie, il a pour but de fournir une aide alimentaire ou monétaire aux personnes particulièrement touchées par l’insécurité alimentaire en échange de leur participation à des travaux publics et de développement d’infrastructures à petite échelle en milieu rural^{373 374 375}. Le programme a, au fur et à mesure des années 2000, pris de plus en plus d’ampleur, incluant un nombre croissant de ménages et s’élargissant par ailleurs aux ménages affectés par l’insécurité alimentaire de manière temporaire, au travers des fonds de prévoyance. Il adopte également une approche basée sur le genre afin de tenir compte au mieux de la vulnérabilité liée aux femmes³⁷⁶. En région Somali, le programme couvre en 2017 plus de 1.67 million de personnes³⁷⁷. En 2009, celui-ci couvrait alors moins de 500 milles personnes³⁷⁸. Si les transferts de fonds se réalisaient auparavant dans la région, celle-ci ne bénéficie désormais plus que de transferts de nourriture³⁷⁹. Le Programme de constitution d’actifs pour les ménages constitue un deuxième volet du Programme national pour la sécurité alimentaire. Egalement présent en région Somali, il a pour but de construire et de renforcer les moyens de subsistance des populations au travers de différents moyens (développement des techniques agraires, création d’emplois ou augmentation du nombre d’actifs tels que le bétail)³⁸⁰. Le programme national compte ensuite le Programme d’appui aux investissements communautaires qui vise le financement de projets de construction d’infrastructures à plus grande échelle. Enfin, le programme de réinstallation volontaire en constitue le dernier volet. Celui-ci vise à réinstaller les familles vivant dans les zones à risque du pays, afin de réduire leur exposition aux chocs et désastres³⁸¹. Ainsi, comme le souligne un rapport d’USaid, les interventions du programme national pour la sécurité alimentaire “include both risk reduction strategies—through transfers, a right-sized safety net, and improved continuum of response, and woreda contingency planning—as well as adaptive

³⁷³ Stephen ANDERSON, Elisabeth FARMER, *USAID Office of Food for Peace Food Security Country Framework for Ethiopia*, Washington, D.C, Food Economy Group, 2015, pp. 11-13.

³⁷⁴ World Bank, « Moving Away from Humanitarian Appeals to Managing Droughts in Ethiopia », *Op.Cit.*

³⁷⁵ Jean CHRISITE, *Op.Cit.*, p.23.

³⁷⁶ Stephen ANDERSON, Elisabeth FARMER, *Op.Cit.*, pp. 11-13.

³⁷⁷ World Bank, « Moving Away from Humanitarian Appeals to Managing Droughts in Ethiopia », *Op.Cit.*

³⁷⁸ Food and Agriculture Organisation, World Food Programme, *Op.Cit.*, p.27.

³⁷⁹ Food and Agriculture Organisation, World Food Programme, *Op.Cit.*, pp.27-31.

³⁸⁰ Food and Agriculture Organisation, World Food Programme, *Op.Cit.*, pp.27-31.

³⁸¹ Jean CHRISITE, *Op.Cit.*, p.23.

capacity strategies—livelihoods interventions, watershed development through public works, and interventions designed to increase access to health services”³⁸².

Des programmes moins conséquents touchant aux racines de l’insécurité alimentaire existent également en parallèle du programme national pour la sécurité alimentaire, comme le programme de promotion de l’agriculture durable. Des activités sont ainsi mises en œuvre telles que la formation de conseillers agricoles gouvernementaux et d’agriculteurs, de protection de l’environnement, de récupération des terres dégradées et de plantation d’arbres, comme de développement des infrastructures (y compris les systèmes d’irrigation et la gestion de l’approvisionnement en eau), de génération de revenus, de renforcement des moyens de subsistance et de diversification de cultures³⁸³. Pour donner un autre exemple dans les zones urbaines de la région Somali, le gouvernement soutenu par le PAM réalise également des programmes ciblant les personnes atteintes du VIH, leur fournissant un accès à la prévention, aux traitements, aux soins et à un soutien. Les activités étendues en région Somali depuis 2012, financées par le PAM et mises en œuvre au travers des services publics éthiopiens, visent le soutien des personnes vivant avec le virus (PLHIV) et apportent une aide aux orphelins et enfants vulnérables (OVC)³⁸⁴. D’un point de vue national, la politique pro-pauvres menée par le gouvernement favorise la réduction de la vulnérabilité des individus, renforçant également la sécurité alimentaire des plus démunis. Enfin, soulignons que le travail de recherche et de récolte d’informations constitue un travail essentiel pour l’action contre l’insécurité alimentaire, tant pour sa prévention que pour y répondre. Depuis le milieu des années 1970, le gouvernement éthiopien possède un système de prévention précoce qui collecte des données sur des bases régulières et fournit un *état des lieux* des différentes *woredas*. Ce système lui permet ainsi de surveiller l’état de l’insécurité alimentaire sur son territoire et lui donne les outils d’agir au plus vite avant l’avancée d’une catastrophe^{385 386}.

³⁸² Stephen ANDERSON, Elisabeth FARMER, *Op.Cit.*, p.13.

³⁸³ Jean CHRISITE, *Op.Cit.*, p25.

³⁸⁴ Food and Agriculture Organisation, World Food Programme, *Op.Cit.*, pp.38-39.

³⁸⁵ ACF, *Improved early warning early action in Ethiopia*, Disaster Emergencies Preparedness Programme, 2017, 4p. Disponible sur : <https://disasterpreparedness.ngo/wp-content/uploads/2017/08/Improved-EWS-Compiled.pdf>.

³⁸⁶ Kassahun BEDADA BEYI, « The Evolution of Ethiopian Government’s Early Warning », *Field Exchange*, n°40, 2011, p64.

Annexe VI : Faiblesses de l'action gouvernementale en matière de sécurité alimentaire

L'implication gouvernementale comporte cependant certaines faiblesses qu'il est nécessaire de relever pour envisager l'action gouvernementale sous tous ses angles.

Des études soulèvent tout d'abord que des améliorations sont possibles au niveau du ciblage des bénéficiaires, de la coordination entre les différentes institutions et cadres institutionnels, du timing et de la qualité de l'aide alimentaire³⁸⁷. Dans un second temps, les chercheurs soulignent que la faible prise de conscience sur le changement climatique, ses causes et ses impacts ont également longtemps ralenti l'inclusion du facteur climatique dans les politiques gouvernementales. Bien que les politiques environnementales restent lacunaires, cette inclusion est cependant désormais en cours³⁸⁸. L'exclusion des organisations de la société civile des démarches de planification et de mise en œuvre au niveau national constitue une autre faiblesse qui est pointée du doigt³⁸⁹.

Une autre faiblesse constitue la faible disponibilité de capacités techniques, de chercheurs et de scientifiques qualifiés, tout comme celle des ressources financières et matérielles, ce qui limite la compréhension des sujets traités et la mise en œuvre de stratégies adéquates³⁹⁰. Les recherches de *the Ethiopian Institute of Agricultural Research* (EIAR) expliquent ainsi l'échec des stratégies de développement entreprises en zone pastorale. Construites à partir des connaissances acquises des hautes terres, les stratégies de développement destinées aux zones pastorales ne se basaient pas sur une compréhension adéquate des moyens d'existence et de production de ces régions³⁹¹.

Enfin, un nombre important de critiques portent sur la construction de la résilience et la durabilité des actions mises en œuvre sur le long terme. Des chercheurs humanitaires soulignent que, malgré le soutien international et l'importante partie du produit intérieur brut (PIB) éthiopien dédié au développement et à la lutte contre l'insécurité alimentaire, les fonds (entre autres du PSNP) sont souvent insuffisants pour couvrir l'ensemble des besoins en période de sécheresse ou pour investir dans des projets sur le long terme. Or, pour traiter

³⁸⁷ François ENTEN, *L'aide alimentaire et la politique des chiffres en Ethiopie (2002-2004)*, Paris, CRASH, 2008, 72p.

³⁸⁸ O. K. HARRISON, « Mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) et Programmes d'action nationaux d'adaptation aux changements climatiques (PANAs) en Afrique de l'Est », *African Forest Forum, Working Paper Series*, vol. II, n°20, pp. 14-55.

³⁸⁹ Jean CHRISITE, *Op.Cit.*, p23-26.

³⁹⁰ O. K. HARRISON, *Op.Cit.*, pp. 14-55.

³⁹¹ Mesay K. DUGUMA, Michael BRÜNTRUP, Daniel TSEGAI, *Op.Cit.*, pp. 33-56.

l'insécurité alimentaire dans toutes ses dimensions, il est important d'étendre le programme pour investir pleinement les activités créatrices de résilience pour les communautés³⁹².

D'autres recherches expliquent par ailleurs la faible construction de la résilience sur le terrain par l'inadéquate compréhension et intégration de ce concept au niveau institutionnel. Le fait que la sécheresse et la faim ne soient pas liées à une importante mortalité grâce à la réponse apportée est interprété par certains comme un signe de résilience³⁹³. D'autres parties prenantes sont néanmoins critiques vis-à-vis de l'efficacité et de la durabilité du type de réponse apportée, lui reprochant de ne pas être suffisamment proactive pour remplir ces exigences³⁹⁴. En effet, les dommages engendrés au niveau des moyens de subsistance sont toujours élevés, prouvant l'inefficacité des mesures pour éviter de telles pertes. Les auteurs soulignent ainsi un manque de compréhension commune du concept de résilience et des lacunes quant à son renforcement qui en découlent en territoire Somali comme sur l'ensemble du territoire éthiopien³⁹⁵. Les politiques gouvernementales, si elles sont souvent désignées comme un exemple dans la région, comportent ainsi certaines lacunes qui ont un impact sur la sécurité alimentaire à court comme à long termes.

Ainsi, grâce à un processus de développement institutionnel autour de la question de l'insécurité alimentaire et de l'intégration de cette problématique dans les priorités politiques du pays, le gouvernement éthiopien dispose aujourd'hui d'importantes structures institutionnelles et d'outils variés pour la gestion de l'insécurité alimentaire. Celle-ci s'intègre dans une stratégie principalement développée au niveau national mais qui définit également les différentes régions et le niveau local comme acteurs de la problématique. Au niveau national, l'action pour la sécurité alimentaire s'intègre dans un cadre stratégique clair, permettant aux différents acteurs de mener des actions cohérentes les uns par rapport aux autres. Par ailleurs, les programmes mis en œuvre veulent renforcer la sécurité alimentaire dans ses différentes dimensions et offre des réponses d'urgence comme des programmes de renforcement de la résilience et de réduction des risques sur le long terme. Le gouvernement éthiopien adopte ainsi une approche complexe vis-à-vis de l'insécurité alimentaire, répondant aux besoins directs de la population tout en proposant certaines solutions quant aux racines de l'insécurité alimentaire en Ethiopie. Néanmoins, certains points soulevés ci-dessous démontrent que la réponse à l'insécurité alimentaire est une démarche complexe qui

³⁹² World Bank, « Moving Away from Humanitarian Appeals to Managing Droughts in Ethiopia », *Op.Cit.*

³⁹³ Mesay K. DUGUMA, Michael BRÜNTRUP, Daniel TSEGAI, *Op.Cit.*, pp. 33-56.

³⁹⁴ Mesay K. DUGUMA, Michael BRÜNTRUP, Daniel TSEGAI, *Op.Cit.*, pp. 33-56.

³⁹⁵ Mesay K. DUGUMA, Michael BRÜNTRUP, Daniel TSEGAI, *Op.Cit.*, pp. 33-56.

constitue encore un challenge pour le gouvernement actuel. Nos recherches indiquent effectivement que des efforts restent encore à fournir sur différents niveaux, tant pour améliorer la réponse à court terme que pour les solutions proposées sur le long terme. Enfin, relevons que malgré les solutions proposées vis-à-vis des causes sous-jacentes de l'insécurité, le manque de moyens limite la réponse et la cantonne en quelque sorte dans une logique de court terme. Le renforcement de la résilience, pourtant au centre des stratégies gouvernementales, semble pour sa part ne pas toujours être intégrée de manière adéquate au sein des principaux programmes gouvernementaux. Ainsi, si le gouvernement éthiopien a permis une nette réduction de la mortalité lors des diverses crises, le système actuel ne peut être assimilé à une réelle résilience. Un long chemin doit encore être parcouru et ce, notamment dans les zones pastorales et agro-pastorales encore méconnues.

Annexe VII : Cartes utiles

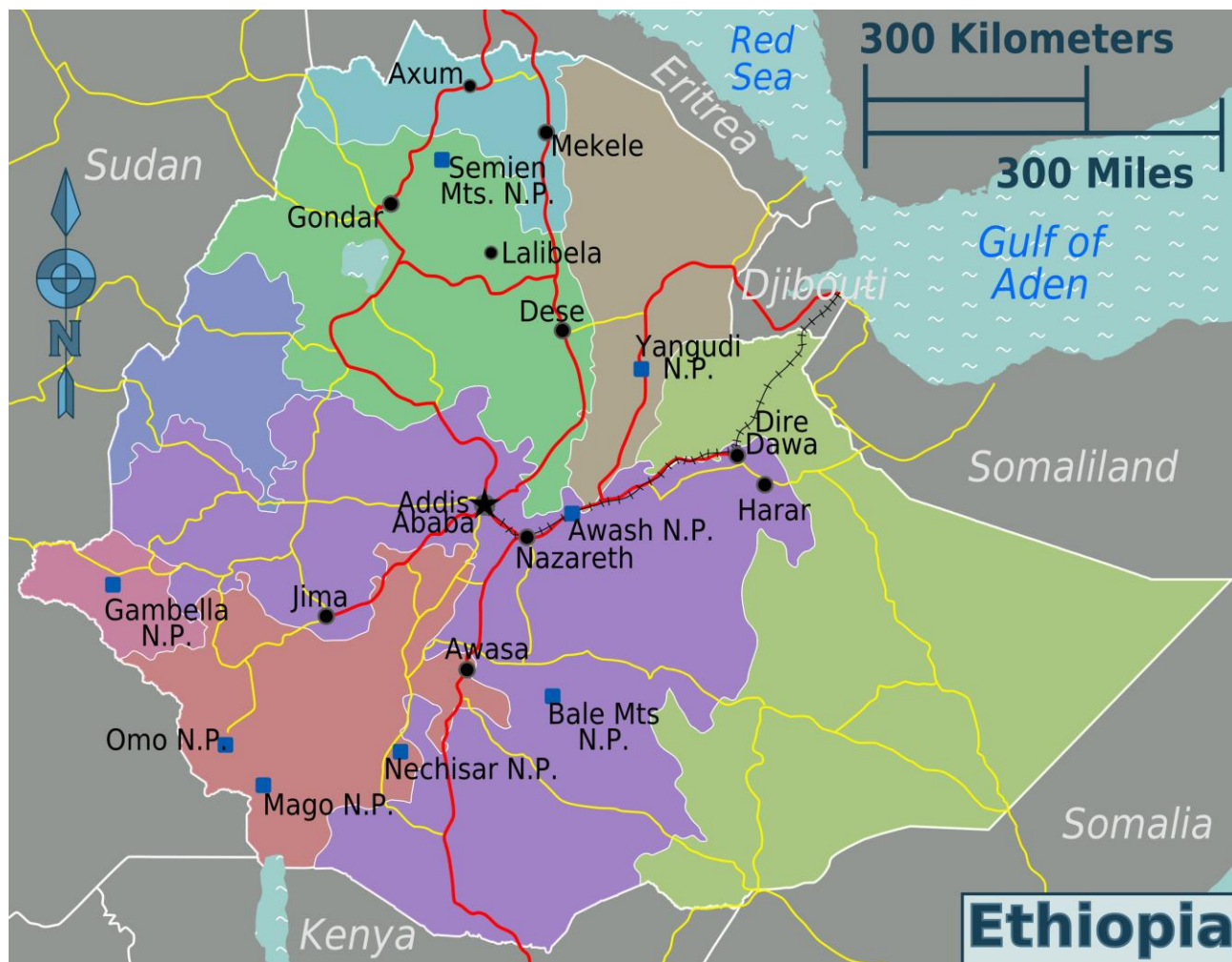


Figure 4 : Carte d'Ethiopie - Source : Carte régions Ethiopie, disponible sur : <http://www.carte-du-monde.net/pays-1332-carte-regions-ethiopie.html>.

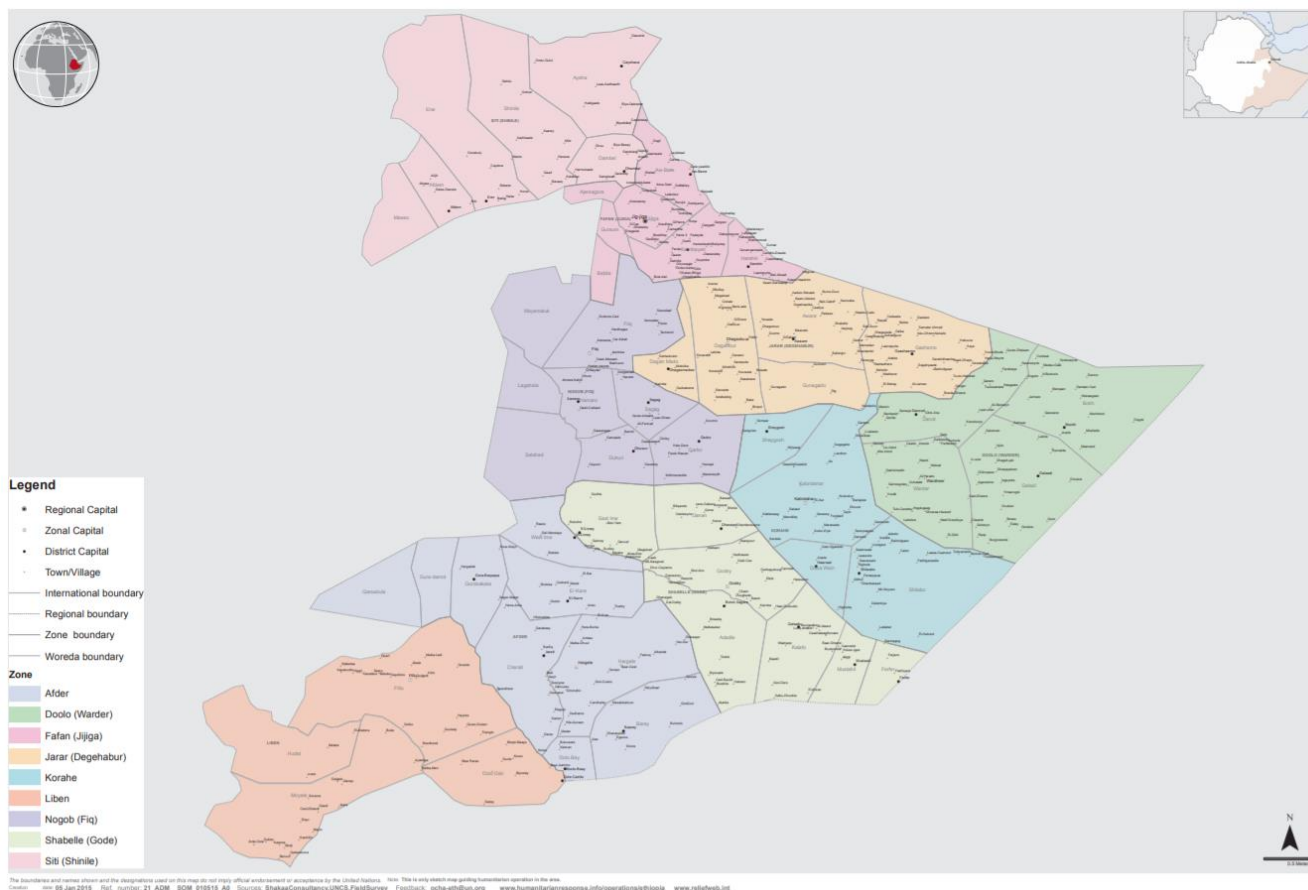


Figure 5 : Carte administrative de la région Somali - Source : OCHA, disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/21_adm_som_010515_a0.pdf

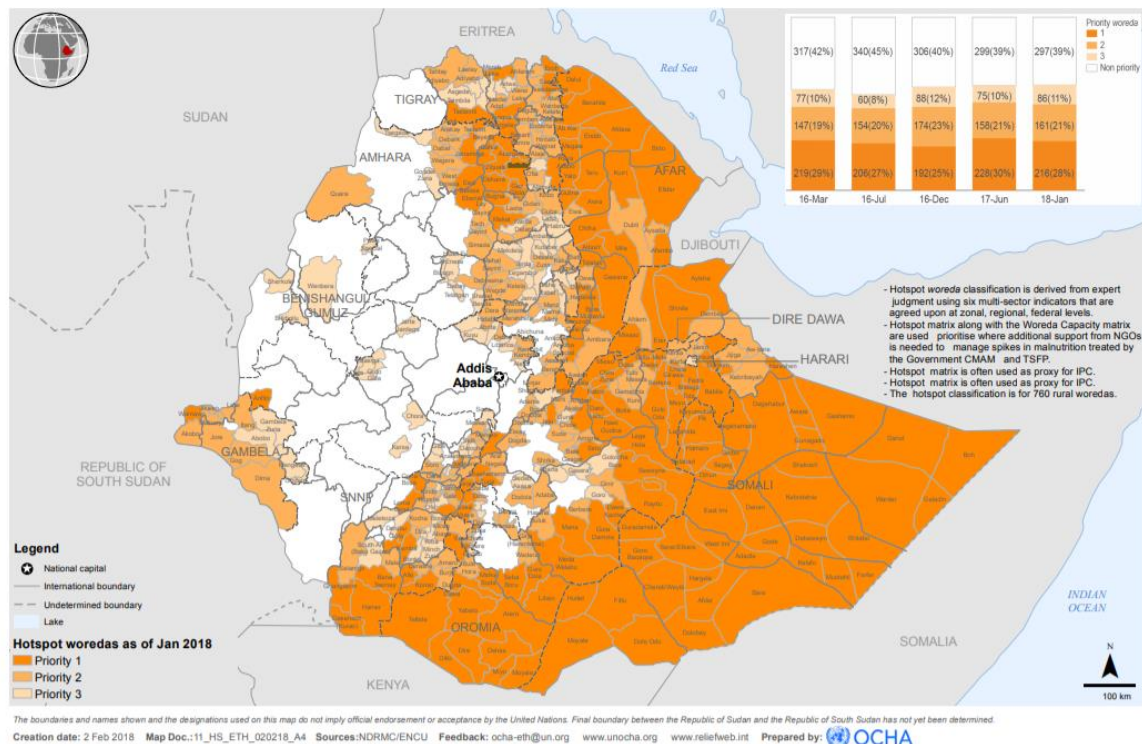


Figure 6 : Priorisation par woredas pour l'action humanitaire - Source : OCHA, disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/11_hs_eth_020218_a4.pdf.

Résumé :

Le présent mémoire a pour objet général l'analyse des différentes formes d'actions humanitaires répondant à l'insécurité alimentaire en région pastorale et agropastorale Somali d'Ethiopie. Au travers des premiers chapitres, la recherche se développe à partir de l'exploration de la notion de sécurité alimentaire. L'étude aborde cette notion sous différents angles qui en soulignent les multiples dimensions, déterminants et acteurs qui serviront de points de départ à l'analyse de l'action humanitaire dans la région étudiée. L'exploration de l'action humanitaire dans le domaine de la sécurité alimentaire vient ensuite compléter les précédentes bases théoriques. Dans un second temps, la présente recherche aborde le contexte propre à l'insécurité alimentaire en région Somali et les principaux protagonistes de la problématique : les populations insécurisées, les acteurs étatiques et les acteurs humanitaires. L'analyse démontre que les acteurs humanitaires sont amenés à collaborer avec l'Etat au travers des cadres et structures mis en place par ce dernier. Par ailleurs, elle démontre la variété des actions humanitaires implémentées en région Somali dans le but de répondre à l'insécurité alimentaire. Si l'action humanitaire y aborde cette dernière dans ses différentes dimensions et démontrent une bonne connaissance de celle-ci comme du terrain, l'analyse souligne par ailleurs que peu des actions humanitaires menées incluent une approche sur le long terme afin de réduire les risques futurs. Cette recherche sous-tend ainsi un questionnement sur la démarche humanitaire et sur sa capacité à rendre les populations plus résilientes dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Mots clés :

Sécurité alimentaire – Aide humanitaire – Région Somali – Crise alimentaire – Résilience